



Citoyenneté urbaine : exploration des formes d'expressions à Doulon-Gohards

Anne Bourbon

► To cite this version:

Anne Bourbon. Citoyenneté urbaine : exploration des formes d'expressions à Doulon-Gohards. Architecture, aménagement de l'espace. 2019. dumas-02492011

HAL Id: dumas-02492011

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02492011>

Submitted on 26 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Citoyenneté urbaine

_Exploration des formes d'expressions à Doulon-Gohards _

Anne Bourbon

*

Mémoire de master,
sous la direction de **Margaux Vigne & Frédéric Barbe**
« *Habiter la transition socio-écologique* »
École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes
Janvier 2019

Remerciement

Merci...

... à toutes les personnes rencontrées à Doulon qui ont donné de leur temps et ont prêté leur voix à ce mémoire.

... à Margaux Vigne pour ses conseils, son suivi remarquable, son écoute et son engagement inspirant.

... à Frédéric Barbe pour son regard.

... à ma famille pour m'avoir soutenu et tout particulièrement à ma maman pour sa relecture.

... à mes colocataires et amis pour leur oreille attentive.

... à mes camarades de bibliothèque pour les discussions enrichissantes.

... à Clément.

Et enfin merci à mes grands-parents sans qui ces quelques 350 km parcourus pour rejoindre le territoire Doulonnais n'auraient pas été possible.



<i>Avant-propos</i>	9
<i>Interlude</i>	23
<i>Introduction</i>	37
Espace 1, <i>La cité s'aménage</i>	49
1. La concertation, espace-temps de mise en dialogue ?	50
2. Un espace révélateur des distances culturelles ?	62
3. Un lieu d'échange d(e certaines) idées et informations	90
Espace 2, <i>La cité se pratique</i>	113
1. Ecos à Doulon, une relation avec l'aménageur peu comprise	114
2. La Papote, un espace relai peu visible	126
3. Mettre en réseau les pratiques, révéler les désirs de ville	144
Espace 3, <i>La cité s'occupe</i>	161
1. Le Jardin des Ronces, un espace de paroles alternatives	162
2. Un espace qui va doucement au-delà des stéréotypes	186
3. Un espace qui rassemble	212
<i>Conclusion</i>	231
<i>Bibliographie</i>	243

Avant-propos

Retour au 67, le faux départ

Après un an d'Erasmus à Berlin -et un retour difficile à Nantes- c'est le moment de commencer le mémoire. Durant cette année j'ai vécu à Prenzlauer Berg, quartier en vogue pour la nouvelle « jeunesse dorée » de Berlin, et qui a subi le plus de rénovations depuis 1990 à l'échelle européenne. La plupart des immeubles sont aujourd'hui réhabilités, ré-isolés sous couvert d'efficacité énergétique. Dans les faits, une grande partie de la population modeste qui peuplait Prenzlauer (autrefois quartier de Berlin Est) a été mise à l'écart de Berlin intramuros dont tous les autres quartiers connaissent la même gentrification fulgurante.

Suite à une heureuse coïncidence et une belle rencontre, j'ai pu vivre dans un lieu central du quartier mais encore en marge de cette régénération urbaine. Ces habitants estiment d'ailleurs vivre en dehors de la réalité, sur une île. Ce lieu c'est le n°67 de la Danziger Strasse, un immeuble en retrait par rapport à la rue, protégé par une épaisse masse végétale et qui est resté tel qu'il était avant 1989. Bien sûr tout n'est pas parfait, on y chauffe son appartement au poêle à charbon dont



_67 Danziger Strasse

© photographie personnelle

la réserve est entreposé à la cave ; il y fait souvent froid, de nombreux visiteurs nocturnes se servent de la cour et du potager comme toilettes publiques. À l'intérieur de l'immeuble, les toilettes ne sont d'ailleurs pas installées dans chaque appartement mais sur les paliers. L'immeuble va d'ailleurs être bientôt réhabilité, provoquant le départ à venir de tous ces habitants. Dans ce lieu qui ne donne à priori pas envie d'en franchir le seuil, on trouve une sociabilité et une entraide de voisinage que je n'avais jamais pu observer auparavant dans une situation habitée par des gens qui ne se sont pas choisis.

Bien sûr, si tous les habitants de l'immeuble se connaissent, tous ne participent pas activement à la vie de l'immeuble. Pour la moitié d'entre eux, il s'agit d'entretenir de bonnes relations de voisinage et de les faire perdurer en s'offrant le café, un repas, en organisant un barbecue ou en buvant quelques bières ensemble à la fin de la journée. Mais il s'agit aussi -et cela semble aller de pair- d'entretenir le lieu et de se l'approprier (nettoyage des cages d'escalier, aménagement des fenêtres d'escalier en jardinières, aménagement d'un « coin café » dans l'arrière-cour pour les matins ensoleillés, fabrication collective d'un portail, entretien du jardin potager, bougies dans l'escalier, etc.). Cet entretien partagé se fait naturellement et en fonction des emplois-du-temps respectifs et des volontés, mais il y a un réel attachement à maintenir le lieu agréable en dépit de sa vétusté.

Après avoir pu observer tout ça depuis l'intérieur, j'étais persuadée que ce serait le terrain d'étude idéal pour parler de la ville en mutation et de pratiques alternatives. Je suis donc retournée à Berlin pendant une semaine pour étudier le lieu et interviewer ces habitants qui sont devenus mes amis. Une fois sur place, les choses se sont avérées plus difficiles. Avant de retourner à Berlin, j'avais déjà conscience qu'il ne serait pas aisé d'adopter un regard analytique et impartial. En effet, mon expérience personnelle dans ce lieu a été très enrichissante et j'aurai forcément tendance à tout envisager sous un angle positif, voir même à

considérer d'emblée ce mode d'habiter comme un modèle à suivre ou à transposer, sans en voir les limites et sans m'intéresser aux individus qui vivraient mal cette situation. Malgré tout, je pense qu'il aurait été possible de comprendre et d'utiliser cette position pour renforcer mon analyse, à condition d'en être consciente. Ensuite je me suis demandée si ma volonté d'étudier ce lieu relevait d'un réel intérêt en terme de recherche ou si c'était un moyen dissimulé de revivre le lieu et de revivre mon année par le biais de mon mémoire. La réponse est dans l'entre deux car le statut de ce lieu révèle des enjeux importants en terme d'évolution des modes d'habiter la ville. C'est un lieu « caché », où les habitants souhaitent qu'on les laisse tranquilles, ils ne revendiquent pas leur modèle comme ça peut être le cas dans les lieux de vie collective qui sortent de l'ordinaire. Ici les habitants ne sont pas ouvertement politisés, ils ont simplement su trouver un équilibre quotidien et partagé, solidaires. Et du fait de sa situation, ce lieu est privilégié pour évoquer les problématiques de gentrification, de régénération urbaine et de ce qu'est la sociabilité dans l'habiter.

À ce moment j'étais donc sûre que mon implication personnelle me guidait dans un sujet riche de questionnements. À fortiori, ma position me donnait un avantage pour comprendre plus facilement ce que pourrait me dire les habitants du lieu. En effet, comme la plupart d'entre eux me connaissait, ils auraient des difficultés à me donner une vision exagérément positive ou négative de leur quotidien, et cela induirait une sorte de franchise. Enfin de manière générale, les habitants de Berlin que j'ai pu rencontrer ne sont pas les plus à l'aise pour faire rentrer quelqu'un dans leur cercle de vie intime, exposer leur quotidien et raconter leur vie privée, c'est aussi une des raisons qui me poussait à vouloir enquêter sur ce lieu car la porte m'est ouverte.

Le premier jour de mon retour, lors d'un diner avec quelques habitants, je soumetts l'idée d'enquêter de manière plus approfondie sur le bâtiment et de réaliser des entretiens. L'initiative est bien reçue car ils

sont assez fiers que je m'intéresse aux aménagements qu'ils ont réalisés. Le lendemain je commence donc à lister les questions qui trottaient dans ma tête depuis quelques semaines, parcours de vie, parcours résidentiel, situation économique et personnelle, action dans le lieu, volonté de rester ou non, perspectives pour la suite si le lieu est réhabilité, perspectives s'il ne l'est pas, avis sur la politique de la ville, etc. Et puis je me rends compte du problème. Ce sont mes amis, certains sont dans des situations délicates et nous avons 10-20 ans d'écart, malgré nos relations proches cela induit une certaine pudeur que je me sens incapable de forcer. Certaines choses doivent venir au fil de la discussion. Les liens qui existent entre les habitants du 67 sont ténus, ils se sont construits lentement en ayant naturellement envie de partager certains moments du quotidien. Je comprends que je ressens envers ce lieu un sentiment d'appartenance et nous avons développé avec ses habitants une relation de confiance qui a mis des mois à se construire. Du point de vue de la recherche, cette confiance mutuelle pourrait me permettre d'obtenir plus d'informations qu'une personne extérieure. Mais de mon point de vue personnel, cette relation risque de se dégrader si je dois aller plus loin dans mes questions que ce qu'ils voudraient me dire naturellement.

Finalement, cette expérience vécue a été tellement forte et belle que je n'ai pas envie de la décortiquer par l'analyse, de l'objectiviter et de la dénaturer. Je veux garder cette fascination que j'ai pour ce lieu et dans la perspective qu'il disparaisse bientôt, je ne veux pas associer le travail à mes derniers moments là-bas, je ne veux pas que mes amis deviennent sujets. Ce lieu est mon oasis, il le restera.



_le 67 Danziger Strasse, un oasis

© photographie personnelle

Pérégrinations, dérives & conflits internes

Après avoir éliminé un sujet possible et tenté de comprendre les raisons de ce choix, il me faut évoluer vers un nouveau questionnement. Le 67 Danziger Strasse m'oriente vers un autre lieu du quartier : le Kaffee Kollektiv, un immeuble d'habitation autogéré qui contient un café mis à disposition des associations de quartier et pour des rassemblements politiques. L'ensemble est un lieu phare du quartier, aussi touristique qu'apprécié des berlinois. Ici le contexte m'attire toujours mais le maintien de ce lieu résulte en partie de son intérêt touristique, il s'agit d'une sorte de muséification du Berlin squatté des années 90 et ce n'est pas le sujet dont j'ai envie de parler.

Par contre l'autogestion m'intéresse, en tant que future architecte et de fait actrice du renouvellement urbain, mais aussi en tant que personne sensible aux causes qui militent pour plus de pouvoir citoyen dans la ville. Ici j'ai envie de questionner ma future pratique et le rôle des aménageurs mais également de comprendre le contexte institutionnel et urbain qui mène à la création de lieux autres où les usagers peuvent s'impliquer spontanément.

De plus, en termes d'aménagement, le besoin de nouveaux logements et de nouvelles constructions peuvent difficilement être niés. Malgré tout, il est vrai que l'architecte ne peut pas deviner avec exactitude les modes de vies qui seront appliqués à l'espace qu'il dessine et les intérêts des maîtrises d'ouvrage ne sont pas forcément centrés sur les usagers. Le risque de créer des espaces artificiels en décalage avec la réalité habitante est grand, surtout quand on sait la rapidité de construction et de conception que demande la ville en évolution.

À ce moment il devient évident pour moi de recentrer mes recherches sur la métropole nantaise, c'est ici que commencera ma pratique professionnelle et c'est l'occasion de me positionner en connaissance de cause. Les institutions et les enjeux politiques sont



_Transfert, Rezé

© Alice Grégoire

aussi plus faciles à appréhender dans le contexte français. Je commence par m'intéresser aux lieux autogérés de Nantes. Et je me questionne également sur les lieux dits « alternatifs » mais ce mot surexploité atteint pour moi ses limites. À l'heure de la ville créative, où sont les lieux alternatifs ? Alternatif = ce qui est autre ? Dans l'imaginaire collectif, les friches culturelles comme celle des Machines à Nantes¹ représentaient une alternative aux espaces publics ou aux lieux culturels « classiques ». Mais quand la politique de la ville prend appui sur ces lieux pour développer l'économie culturelle et attirer de nouvelles populations à forte valeur ajoutée il est difficile de parler d'altérité. Aujourd'hui on peut citer Transfert à Rezé, inauguré en cloture de la Nuit du VAN² 2018, l'ensemble est géré par la société Pick Up Production. Il accueille des artistes et des animations culturelles sur le site des anciens abattoirs, occupé pendant la transition vers la ZAC de Pirmil-les-Isles. Une immense dalle bétonnée a recouvert la zone et ce lieu à destination de « tous » évoque l'esprit « Burning Man » avec son esthétique désertique et ces œuvres éphémères disséminées. Même le Remorqueur³ a été transposé ici, comme un monument à la mémoire de l'underground nantais disparu.

On peut citer également le Blockhaus DY10, ancien squat d'artistes aujourd'hui plateforme de création et de diffusion artistique. J'ai expérimenté ce lieu que je considérerai comme « underground » et ouvert aux initiatives. C'est maintenant un espace de travail réglementé et très cadré pour répondre aux attendus de Nantes Métropole qui menace régulièrement d'obliger la remise aux normes du lieu si trop de libertés sont prises par ses occupants. Là, la relation de dépendance aux institutions semble empêcher l'altérité.

Dans « autogéré » il y a une idée d'indépendance vis-à-vis

1. L'ancien site de construction navale sur l'île de Nantes, réaménagé où se trouvent L'atelier des Machines de L'île - Stereolux - La fabrique

2. VAN : Voyage À Nantes. Cycle estival d'animation culturelles et parcours artistique dans la ville

3. Bateau bar-club, anciennement à quai sur le canal St-Félix

des pouvoirs publics qui me semble plus parlante et engagée, même si cela englobe des réalités très différentes : du squat comme l'Hôtel de Voyageurs, autogéré de fait puisqu'il échappe à tout contrôle institutionnel et n'appartient qu'à ses habitants, au lieu public dans lequel s'épanouissent des pratiques culturelles et artistiques diverses comme aux Ateliers de Bitche et/ou qui met en lumière des revendications politiques et sociales comme au B17. Dans ce dernier cas il s'agit souvent de lieux ouverts, créateurs d'événements et qui cherchent à instaurer un lien avec les gens du quartier.

En progressant dans cette direction je me suis rendue compte que j'éprouvais un manque en fréquentant quelques un de ces lieux. Malgré qu'il y ait une volonté de faire participer des profils variés, l'intérêt pour ces lieux traduit souvent un capital culturel élevé ou une appartenance à un réseau préétabli. Ainsi on réfléchit, on imagine, on prospecte tout en restant coupé du dialogue avec les autres « classes sociales ». C'était le cas notamment à L'hôtel des Voyageurs, les habitants souhaitaient organiser un repas prix libre tous les vendredi midi pour que les personnes aux ressources limitées puissent venir manger gratuitement et passer un bon moment. Finalement il ne s'y retrouvait que le cercle d'amis étendus des jeunes habitants du squat et les réseaux Beaux-Arts / École d'architecture. À tel point que moi-même, étudiante de l'école d'architecture je m'y sentais de moins en moins à l'aise face à ces petits groupes d'interconnaissance assez fermés dont je ne faisais pas partie. Quelques visites au B17 donnaient également l'impression que le lieu était occupé uniquement par le réseau de militants actifs nantais.

Cet entre-soi est une des clés dans le choix de mon sujet. Je suis originaire du Centre de la France, de « la Beauce » plus précisément et j'ai grandi dans un milieu rural. Mon père est agriculteur et ma mère directrice d'une agence bancaire. Dans cette région, l'activité agricole

est prépondérante et ce sont les grandes exploitations céréalières « conventionnelles » -non biologiques- qui dominent. On est loin d'un milieu qui se revendique intellectuel et ouvert aux autres cultures ou modes de vie. L'écologie et la recherche de justice sociale ne sont pas des priorités et la remise en question de l'ordre établi est rare. On croit aux valeurs telles que travail et le mérite, à la croissance économique et aux choses locales. Il y a un décalage de valeur marqué entre celles que j'ai acquise et celle de mon milieu d'origine ; valeurs acquises par les rencontres, de personnes inspirantes, de villes, de situations croisées au cours de mon cursus. Et je trouve extrêmement enrichissant d'être confrontée à cette différence car elle fait relativiser la justesse de nos préoccupations.

« Au choc des idées jaillit la lumière » ⁴

Cela me paraît évident quand je compare les débats que j'ai avec mes amis nantais et ceux que j'ai avec mes parents sur la transition agricole. L'urgence écologique rend nécessaire de nombreux changements et notamment un passage vers une agriculture sans pesticides. Pour autant il faut comprendre les réalités du marché, notamment européen pour proposer des solutions concrètes. Par exemple, diaboliser les acteurs de l'agriculture conventionnelle tout en continuant à acheter dans la grande distribution est un non-sens, dont on n'a pas forcément conscience si on méconnaît le monde agricole. C'est souvent le manque d'interconnaissance des milieux qui crée la défiance et le rejet de l'opinion de l'autre, surtout quand cela touche à des choix structurants dans le mode de vie des personnes.

La problématique du langage est aussi un facteur d'influence, entre les « classes » il est parfois difficile de partager des sujets d'intérêts et des modes d'expression. Ce qui nous paraît primordial pour penser l'avenir ne l'est pas forcément pour la majorité de la population et la

4. Nicolas Boileau



_manifestation du 24 Novembre à Paris, source : ouest france

© Lucas Barioulet / AFP

Ces réflexions entamées à la fin de l'année 2017 sont aujourd'hui illustrées par le mouvement des gilets jaunes. Ce mouvement révèle une fracture entre les citoyens et les décideurs mais il met également en lumière des clivages de « classes » au sein de la société française. Le caractère inédit de cette mobilisation qui transcende les partis politique et qui concerne aussi bien des actifs du secteur privé que des personnes sans emplois, des fonctionnaires, des retraités, etc., est remarquable. Malgré tout de nombreux sujets divisent les citoyens selon leur mode de vie, sur l'injustice territoriale entre les métropoles et les territoires ruraux ou reculés, sur « l'assistanat » des aides sociales ou la culture du mérite, sur l'écologie ou sur le modèle économique. Il semble qu'à certains moment un « mépris de classe » soit apparu, aussi bien depuis le mouvement vers ces « bobos » urbains qui voudraient dicter leur manière de vivre, que depuis des personnes ayant un mode de vie urbain et un fort capital culturel vers ce mouvement qui protestait d'abord contre la hausse des taxes sur le carburant.

réalité quotidienne déconnecte souvent des considérations politiques et économiques globales. Malgré tout, quand la connaissance de ces problématiques est acquise, on les pense de manière aussi riche qu'ailleurs. De manière moins intellectualisé et conceptualisée mais en connaissance de son domaine, et avec des connaissances nouvelles.



On peut observer ces mécanismes à l'échelle nationale sur les questions démocratiques. Dans une période charnière qui nécessiterait une transition socio-économique et une profonde remise en question, la rupture de dialogue entre les différentes idéologies est violente, laissant place aux extrêmes. Le refus des élites déconnectées, du pouvoir de l'état et d'une gouvernance nationale qui ne signifie plus rien est criant. On peut émettre l'hypothèse que la ville, la cité en est le marqueur. En terme de comportement humain, l'individualisme est de plus en plus fondateur de nos modes d'habité et l'entre soi structure nos activités quotidiennes.

Les villes, et à fortiori Nantes, disent développer des modes de fabrication urbaine intégrant les habitants. Mais est-ce vraiment possible sans un travail préliminaire qui donnerait à voir l'autre, un regard à forger sur les modes de vies qui nous sont étrangers et des outils de communication à développer ? Pour intégrer les usagers dans la conception de manière créatrice et non à but de médiation d'un projet établi, encore faudrait-il les connaître et les faire se rencontrer en dépit des barrières sociales et « de classes ».

Mon intérêt pour les lieux de mise en discussion de nos existences urbaines est donc nécessairement lié à une observation des publics intéressés, avec l'idée que la rencontre et la confrontation sont créatrices de connaissances.

Interlude

*

Fascination, rencontre avec le Jardin des Ronces

En recherchant les lieux autogérés nantais via internet, je suis tombée sur le « Jardin des Ronces », un collectif de jardiniers qui occupent une parcelle de la ZAC¹ Doulon-Gohards. Après un premier contact succinct par mail, je décide d'y aller un jeudi pour me faire une première idée du lieu. Les jardiniers se retrouvent habituellement le jeudi et le dimanche, mais c'est un matin au début de l'hiver et le jardinage a plutôt lieu l'après-midi. J'y vais en bus ; arrivée au Vieux Doulon je décide de demander aux passants que je croise s'ils connaissent la localisation du jardin. Les habitants connaissent le jardin des ronces, mais sur les 3 personnes interrogées seule une femme, très âgée - elle semble être une habitante de longue date - me dit y avoir déjà été. Une autre femme qui travaille dans le quartier n'en a elle jamais entendu parlé.

1. Zone d'Aménagement Concerté

* Toutes les photos de l'interlude sont personnelles *



On m'indique le chemin que je
connaissais déjà et je longe les
longs murs de pierres qui entourent
les parcelles accolées de la route,
empêchant la vue et le passage.



Des petites affichettes appelant à un prochain rassemblement de défense du jardin m'accompagnent. L'événement est bien médiatisé dans l'espace public du quartier.



Depuis le lointain on aperçoit
un grand réservoir d'eau pour
l'agriculture, trace de l'histoire
du quartier.

J'arrive à l'entrée du jardin, signalé par l'inscription « JARDIN À DÉFENDRE » écrite à la mousse végétale sur le mur et par les deux plots de béton positionnés à l'entrée. Ils ressemblent à ceux qui empêchent les véhicules d'entrer sur les terrains anciennement occupés par des roms et des gens du voyage, probablement disposés là par la municipalité.



Une fois le mur traversé, l'émerveillement est total. Je suis hors le temps, hors la ville, complètement isolée du reste par ce mur épais, le silence est complet et une fine couche de givre recouvre objets, petites constructions, végétaux. Le temps s'est arrêté, le mouvement des urbains aussi. J'ai bien plus l'impression d'être dans ma Beauce natale que dans la métropole nantaise, avec cela de différent qu'ici le paysage est tout en relief.





Le Jardin des Ronces porte bien son nom, des sentiers ont été tracés dans les ronces défrichées au fil du temps et des besoins, à l'issue desquels on trouve des clairières plantées de légumes.



Avant de s'enfoncer dans ce dédale végétal, il y a un espace de rassemblement plus dégagé composé d'une cabane de stockage, d'un auvent pour s'asseoir et d'une serre circulaire.



Au hasard des chemins empruntés, on trouvera un puit, une ruche, le « tour à feu » et d'autres que je découvrirai plus tard pendant une visite guidée. En effet la parcelle du jardin est vaste et les dispositifs dispersés, les ronces sont omniprésentes entre ces pôles.



Comme je me l'étais figuré, aucun jardinier n'est présent et l'excitation d'avoir un territoire « pour soi toute seule » est née, je peux donc l'explorer à ma guise.

À l'entrée de la parcelle se trouve une maison abandonnée, elle n'a plus de portes ni de fenêtres et la structure du toit percé s'affaisse.

Il paraît qu'une ou deux personnes vivent ici, mais avec la température ambiante et le vent qui traverse le bâtiment, j'ai du mal à me le figurer. Je commence à entrer dans la maison mais je me stoppe nette en voyant un matelas et des duvets au sol, visiblement occupés très récemment voire même encore occupés. Je n'ai pas le temps de jauger si quelqu'un dort dedans, je fais volte-face un peu paniquée à l'idée d'avoir pu déranger et de m'être introduite dans l'intimité du ou des habitants. Je prends quand même une photo furtive pour exJoharer l'espace plus tard. Je marche dos à la maison et en me retournant vers elle je vois quelqu'un passer le cadre de la porte.

Il y a donc bien au moins un habitant et dans ce contexte d'isolement total par rapport à la rue je n'ose pas aller à sa rencontre.





Je décide de m'en aller et de retraverser la parcelle pour atteindre un chemin au fond qui semblait sortir du jardin par le lotissement accolé. Bardages plaqués en rupture avec le contexte, enduits blancs, parcelles bien délimitées, haies proprement taillées, asphalte lisse, et voisins vigilants. Doulon contrasté.



Fin de la visite

La première impression que j'ai eue dans ce lieu m'évoquait la découverte d'une sorte de trésor de la cité, un territoire inexploré, secret. C'était comme un écrin de ruralité au milieu de l'urbain, avec son temps propre et ses habitants en rupture avec l'extérieur, une marge urbaine magnifiée par la nature. Le sentiment de vivre un moment privilégié était fort. À ce moment je ne peux m'empêcher de penser aux hétérotopies de Foucault¹, à la fois jardin et squat, ce lieu semble physiquement indépendant de son contexte. Il ne ressemble ni totalement à un jardin, ni totalement à une friche, c'est un hybride.

Ma fascination pour le lieu lors de cette première visite entérine ma décision de travailler dans ce quartier. Cela ne ressemble à rien de ce que je connaissais jusqu'alors. Le Jardin est un lieu de revendication politique et de culture du sol comme on peut le voir dans les médias mais également d'habitation. L'hétérogénéité des aménagements et des espaces en fait quelque chose d'unique que j'ai envie d'explorer.

À Doulon-Gohards, la péri-urbanité crée une limite poreuse entre monde rural et monde urbain, m'évoquant des logiques de mon milieu d'origine tout en étant un « quartier » à part entière de Nantes. Enfin la coexistence de territoires informels et de zones pavillonnaires bien rangées pose question en ce qui concerne la cohabitation des différentes classes sociales et politiques dans la fabrique de la ville.

¹ L. Foucault (1984)

« des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables. Ces lieux, parce qu'ils sont absolument autres que tous les emplacements qu'ils reflètent et dont ils parlent, je les appellerai, par opposition aux utopies, les hétérotopies. »

« le miroir fonctionne comme une hétérotopie en ce sens qu'il rend cette place que j'occupe au moment où je me regarde dans la glace, à la fois absolument réelle, en liaison avec tout l'espace qui l'entoure, et absolument irréelle, puisqu'elle est obligée, pour être perçue, de passer par ce point virtuel qui est là-bas. »

« il y a une certaine forme d'hétérotopies que j'appellerais hétérotopies de crise, c'est-à-dire qu'il y a des lieux privilégiés, ou sacrés, ou interdits, réservés aux individus qui se trouvent, par rapport à la société, et au milieu humain à l'intérieur duquel ils vivent, en état de crise. »

Introduction

De l'expérience personnelle, je tire la conviction suivante : rencontrer l'autre, se confronter à l'altérité sont les conditions nécessaires à la formation de nos idées, de notre avis critique et à une compréhension du monde qui ne soit pas unilatérale. Tout le monde n'en a pas l'envie, mais tout le monde doit en avoir la possibilité. Comme le dit Thierry Paquot¹ à propos de la ville et de l'espace public : « C'est une alchimie invraisemblable entre des individus qui ne se connaissent pas. Ils vont peut-être se croiser et se rencontrer, ou s'éviter. Mais l'essentiel c'est la possibilité de la rencontre. » De mon milieu d'origine je retiens la valeur du fait local, l'entraide, les relations de proches, l'implication quotidienne dans la petite politique ; à l'échelle d'un village qui s'envisage quartier ou ville. L'urbain est notre environnement, le lieu d'existence de nos citoyennetés, l'espace de connexion à la sphère sociale.

« Au national la crainte de l'avenir; au local la réussite de la vie réelle »²

Ainsi ce mémoire explore les formes diverses que prennent l'expression de citoyennetés dans l'espace urbain. La définition du citoyen dans l'antiquité réfère à la cité, nous appréhenderons la cité comme une communauté politique locale : la ville, le quartier. Nantes, Doulon-Gohards.

1. Paquot, 2013. *Intervention radiophonique*

2. *Les propagandes nécessaires. Éloge critique de la communication locale.* Jean de Legge

CITOYEN, ENNE, subst.

Membre d'une communauté politique organisée.

A- [L'accent est mis sur les droits attachés à la qualité de citoyen]

1. Histoire

a) [Dans l'Antiq. class.] *Celui, celle qui, jouissant du droit de cité, prenait part à la vie politique et religieuse de la cité.*³

Dans ce mémoire, la « citoyenneté » c'est l'intérêt aux affaires de la cité porté dans la sphère publique. C'est agir sur son environnement politique, et l'espace urbain étant éminemment politique, c'est agir sur son environnement urbain. Quel droit prendre sur la production de l'espace urbain, public, de vie commune ? Le terme « expression » est utilisé car on s'intéresse aux appartenances sociales, culturelles et politiques des citoyens et à leur manière de se manifester aux autres.

*« La ville est un produit social et nos actions de production définissent la société que nous construisons, car la ville est faite de modes de vie et de vie quotidienne. »*⁴

Ainsi il s'agit de s'intéresser aux possibilités offertes par un espace institutionnel de « participation citoyenne »⁵, mais aussi aux manifestations quotidiennes et aux « signaux faibles » de la citoyenneté. L. Overney parle de « plastique de la citoyenneté » c'est à dire observer comment les habitants fabriquent leurs pratiques citoyennes dans l'espace public ou partagé, sans vouloir les classer dans des modèles philosophiques idéalistes.

Méthodologie

Sans recherche d'exhaustivité aucune et sans hiérarchie, la balade que propose ce mémoire explore à travers ces trois parties, trois « espaces » différents où existent des formes d'expression citoyenne. Ce

3. CNRTL, lexicographie «citoyen»

4. Lecoq, 2018. *Ici à propos du droit à la ville d'Henry Lefebvre*

5. Overney, 2014.

cheminement prend place au sein d'un quartier en projet urbain, Doulon et particulièrement la ZAC Doulon-Gohards.

Ces trois espaces sont :

_Un espace-temps de participation institutionnelle : la concertation préalable à la formation de la ZAC qui sert le projet d'aménagement. Cet espace piloté par Nantes Métropole Aménagement et animé par l'agence de communication Scopic se déploie entre novembre 2015 et décembre 2016.

_Un espace associatif à mi-chemin entre les pouvoirs publics et les citoyens, révélateur de pratiques et de discours : la Papote animé par Ecos. Cette association traite de la nature en ville et de l'appropriation de l'espace public, elle combine ici un engagement associatif et une mission commanditée par les pouvoirs publics.

_Un espace occupé collectivement et physiquement : le Jardin des Ronces qui s'oppose au projet urbain et revendique un espace de culture autogéré et ouvert.

Outre le territoire commun dans lequel ils prennent place, ces espaces se rejoignent car ils fabriquent tous de l'urbain, à leur manière. Par le débat, la balade, la pratique du jardinage, l'occupation et l'événement, ils transforment et revendiquent des valeurs. Ils mettent en débat la production de la ville, ils sont des lieux de rencontre et de discussion. Thierry Paquot définit l'espace public comme « l'espace où l'opinion privée entre dans la sphère publique »⁶. Il s'agira donc de porter une attention aux personnes touchées par ces lieux.

Car une autre question qui structure ce mémoire est : le citoyen a-t'il envie et peut-il agir sur son environnement politique ?

Aujourd'hui comme l'explique Loïc Blondiaux, on observe une participation contrastée selon les « classes » sociales et le capital culturel de chacun.

6. Paquot, 2013. *Intervention radiophonique*

« La fracture, aujourd'hui, se situe entre diplômés et non-diplômés. Pour les premiers, intégrés politiquement et socialement, la participation est normale et devient même une exigence ; pour les seconds, elle présente un coût élevé, symbolique et matériel. Il n'est pas facile de donner son avis quand on a des horaires décalés ou qu'on a le sentiment de ne pas avoir de place dans la société. »⁷

C'est pour cela qu'on tente de confronter, au sein d'un quartier, différentes formes d'implication en tant que citoyen ; en tentant d'observer quels leviers d'action ou de réflexion ils permettent et quels publics ils touchent.

_ Temporalité

La temporalité dans laquelle cette recherche prend forme est particulière, nous nous situons dans un temps mort de la concertation et de la communication du projet. Le projet urbain de Doulon-Gohards va s'étaler sur une vingtaine d'années, la réflexion ayant commencé en 2013⁸ et l'échéance des constructions étant approximativement située en 2030. J'ai d'abord douté que ma temporalité de mémoire soit en adéquation avec le choix de ce terrain. À la toute fin de 2017, quand mon sujet commence à se stabiliser, la ZAC Doulon-Gohards semble endormie et le processus d'aménagement en cours est presque invisible. Pourtant le projet suit son cours entre préparation des terrains (défrichage, fertilisation, enfouissement des réseaux, expulsions de certains camps de gens du voyage et roms...) et suite de la conception (avancement et précisions du projet global avec la maîtrise d'œuvre architectes-urbanistes-paysagistes et concours pour la construction des fermes urbaines).

Les documents parus en 2015-2016 pendant la concertation préalable annonçaient une continuité du processus voir une nouvelle concertation en 2017 et le début des constructions en 2019. Il est alors très surprenant pour moi de voir qu'aucun débat public n'a lieu en

7. Blondiaux

8. Création de la ZAC. Mais depuis les années 80 le territoire était classé en ZAD (Zone d'Aménagement Différée) pour bloquer les acquisitions et préempter des terrains.

2017 et 2018 et aucune information ne transparait.⁹ Que se passe-t-il quand la lumière n'est plus faite sur un aménagement mais que la vie du quartier suit son cours ? Quelle représentation du projet urbain ont les habitants quand le processus est à ce point discontinu ? N'y-a-t-il pas d'autres espaces, d'autres mécanismes de mise en débat de la ville qui prennent le relais ou cohabitent avec les dispositifs « conventionnels » de la « participation » citoyenne ?

C'est la quotidienneté de la fabrique de la ville qui m'intéresse, l'invisibilité de pratiques et de paroles ordinaires qui en disent beaucoup sur nos aspirations urbaines. On se place donc dans un moment où la parole est plus ténue, plus diffuse et difficile à saisir.

Le mémoire s'organise donc entre ces trois espaces,

d'abord la concertation comme espace de discussion officiel entre les citoyens et les pouvoirs publics,

_Espace 1, [*la cité s'aménage*]

puis la Papote, Ecos et le rôle associatif « d'accompagnement » du projet par l'action,

_Espace 2, [*la cité se pratique*]

et enfin le jardin des Ronces où discours et actions contestataires s'ancrent localement,

_Espace 3, [*la cité s'occupe*]

La déroulé va de l'espace le plus institutionnel à l'espace le plus informel.

9. jusqu'à une réunion publique Doulon-Bottière en Octobre 2018 et le très sommaire journal du projet de novembre 2018.



—La ZAC Doulon-Gohards (à l'Est de Nantes au Nord de la Loire



ECOLE NATIONALE

DOCUMENT

LECTURE DE NANTES
D'AUTEUR

Jardin des
Chaupières

Maison de
Quartier Doulon

Ecole
Maurice Macé

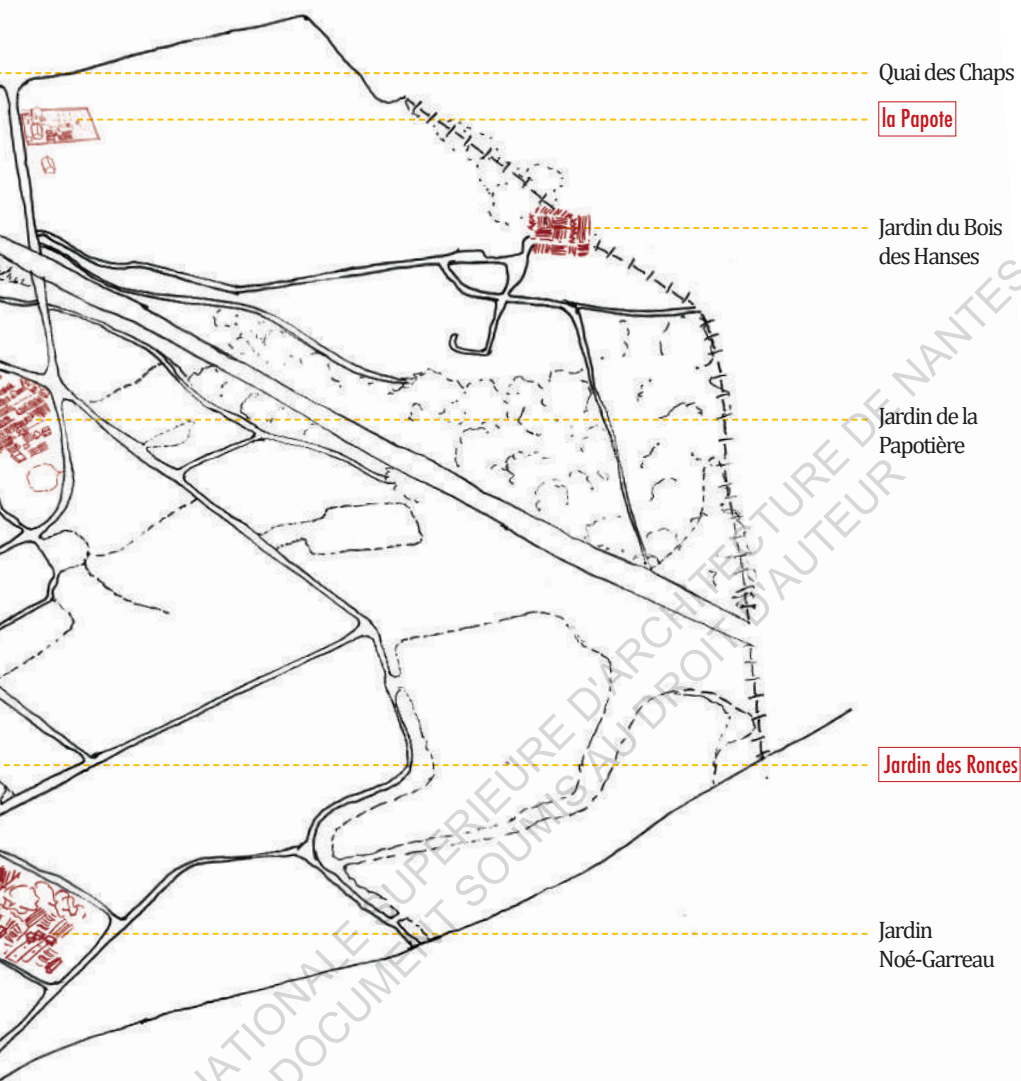
Place du
Vieux-Doulon

« Tours » ICF

Jardin de la
Croix-rouge

La ZAC Doulon-Gohards, points d'intérêt





Quai des Chaps

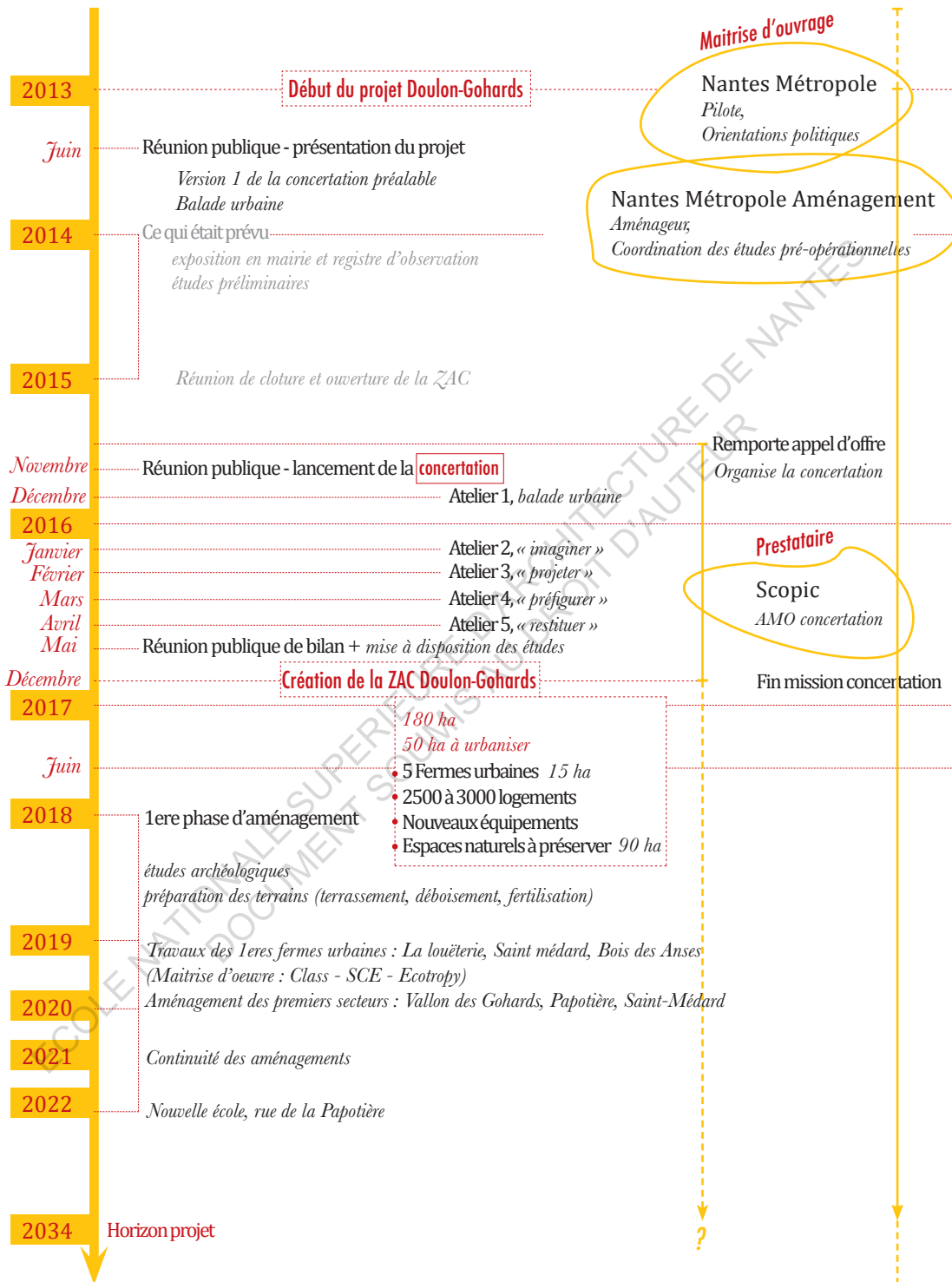
la Papote

Jardin du Bois
des Hanses

Jardin de la
Papotière

Jardin des Ronces

Jardin
Noé-Garreau



Choix maîtrise d'oeuvre

1ere phase

études pré-opérationnelles

Maitrise d'oeuvre

In Situ A&E

Urbanistes

Bruel del Mar

Paysagistes

Sit&A

Ouverture du Jardin des Ronces

Occupation d'une friche appartenant à Nantes Métropole

Jardinage collectif et individuel

Lieux de vie et événements

Collectif autogéré

Collectif du Jardin des Ronces

Militants - Jardiniers

Opposition politique au projet

Diagnostic des jardins

Commande de Nantes Métropole Aménagement

Jardin Noé-Garreau, Croix-rouge, Papotière

« Carnet de voyage n°1 »

Nouvelle sélection maîtrise d'oeuvre

2eme phase (2018-2022)

mise en oeuvre de l'aménagement

même groupement que 1ere phase

Extension du diagnostique

Jardin des Chaupières, Bois des Hanses, Jardin des Ronces

Ouverture de la Papote

Maison prêtée par Nantes Métropole Aménagement

Mutualiser les pratiques autour du jardinage, nature en ville

Préfigurer projet de la Maison de l'Agriculture Urbaine

Association

Ecos

agriculture urbaine,

projets collectifs,

circuits courts,

etc.

Légende



Acteur (forme)

Existence temporelle (ligne)

Ectia asperibus

Typologie d'acteur

Et molent in

Espace d'étude

Espace 1

[La cité s'aménage]

*

1. La concertation, espace-temps de mise en dialogue ?

Contexte institutionnel de l'expression citoyenne

Depuis son élection en 2014, la maire de Nantes Johanna Rolland a fait du dialogue citoyen l'élément phare de sa politique de la ville. « Mettre le citoyen au cœur du projet urbain », c'est cette phrase clé qui revient à chaque nouvelle initiative, débat ou projet urbain qui commence.

Pour Johanna Rolland,

« dans un contexte de défiance des citoyens envers les élus, il faut réinventer de nouvelles pratiques politiques. C'est une nécessité, face à la montée de l'individualisme et du 'chacun pour soi'. Il faut recréer du collectif et de l'intérêt général et laisser plus de places à des logiques horizontales, collaboratives et de co-construction ».¹

Il y a donc une tentative de renouer avec les citoyens -potentiels électeurs- dans un contexte de désintéressement voir de rejet des sphères politiques et de creusement des inégalités culturelles et économiques. Les opérations de communication qui valorisent la participation des citoyens sont omniprésentes à Nantes et entendent renouer la confiance envers les élus. De plus en prenant l'initiative de mettre en débat les citoyens, la municipalité affirme une volonté de coopération, elle montre qu'elle se veut à l'écoute et garde la main sur les thèmes évoqués, les manières de faire et les acteurs conviés.

À l'échelle nationale, Nantes -bien que dépassée par Grenoble en terme d'innovations sur ce sujet²- fait figure d'exemple en terme de dialogue citoyen, notamment par la multiplicité et la diversité des dispositifs mis en place. On a pu voir les « Grands Débats » comme celui sur la transition énergétique (septembre 2016 - mars 2017) où l'on

1. Public Sénat, *«Nantes réinvente la démocratie participative, 2015*

2. *Grenoble Alpes Métropole, mars 2018.*

contribue à la réflexion sur des questions de société pour mettre en place les grandes lignes des politiques publiques. À l'échelle de la ville on trouve des appels à projets comme les « 15 lieux à réinventer » qui donnent le sentiment aux citoyens d'avoir un levier d'action direct et concret sur la ville. Un travail sur l'appropriation par le numérique permet de diversifier les publics touchés (plateforme d'open data, application collaborative Nantes dans ma poche). Si on zoome encore, le citoyen est très sollicité à l'échelle du quartier pour participer aux projets urbains ou grands aménagements en cours.

« Ma conviction profonde, c'est qu'un projet, quand il a fait l'objet d'une concertation, est meilleur, plus efficace, plus créatif, plus innovant. »³

Sous forme d'ateliers, de réunions ou de conseils citoyens, l'individu est appelé à s'approprier le projet et son quartier, ses compétences et son rôle actif sont valorisés.

En tant que métropole, Nantes s'inscrit dans la concurrence nationale et internationale des villes, elle cherche des moyens de se démarquer et d'affirmer son identité. Le renouvellement des pratiques démocratiques est un questionnement sociétal actuel et aller dans le sens d'une participation accrue des citoyens montre une capacité de renouvellement politique et d'innovation. Aussi l'échelle métropolitaine relativement nouvelle vient perturber notre vision du territoire et questionner la gestion des politiques publiques, c'est un contexte fertile à la création de nouveaux modes de gouvernance.

Le projet urbain de Doulon-Gohards s'inscrit dans ce contexte, où l'on veut reconnecter le citoyen à la fabrique de ville et où l'on mise de plus en plus sur son investissement.

Ici le projet s'inscrit dans une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) créée en décembre 2016, qui donne un cadre législatif à la

3. Public Sénat, « Nantes réinvente la démocratie participative, 2015

Le dialogue citoyen à la nantaise

The infographic illustrates the Nantes Citizen Dialogue process, centered around 'La fabrique des politiques publiques' (The factory of public policies). This central hub is connected to various participatory mechanisms, which are further linked to specific initiatives and outcomes.

La fabrique des politiques publiques (Central Hub)

- Grands débats** (Grand debates): Transition énergétique, vieillissement.
- 10 conseils nantais** (10 Nantes councils): 5 refurbished and 5 new.
- Co-construction de politiques émergentes** (Co-construction of emerging policies): Ex: le sport dans l'espace public.
- Évaluation participative** (Participatory evaluation).
- Bureau des projets** (Projects bureau): Paritaire (2 élus + 2 habitants).
- Open data** (Open data): Nouveaux jeux de données.
- Le numérique pour une ville facile** (Digital for an easy city): Appli mobile, wiki-patrimoine.
- Budgets participatifs** (Participatory budgets): 1 M€ par an.
- La ville collaborative** (Collaborative city): Represented by an icon of a building and a group of people.

Le dialogue citoyen de quartier (Neighborhood citizen dialogue) - Represented by an icon of a group of people.

- Conseils citoyens** (Citizen councils): Nantes Nord - Malakoff.
- Plateforme numérique** (Digital platform).
- Lieux d'animation** (Animation spaces): 1 par quartier + 1 mobile.
- Conseils de quartier refondus** (Refounded neighborhood councils): 2 rendez-vous par an ouverts à tous.
- Ateliers permanents** (Permanent workshops): Bellevue - Barbâtre.

Appels à projets (Calls for projects): Fiches vertes.

Ateliers citoyens (Citizen workshops): 8 à 10 par an.

Le dialogue citoyen à la nantaise ©Ville de Nantes

© Ville de Nantes

participation citoyenne en imposant notamment certaines étapes de la concertation préalable. C'est à l'issue de cette concertation préalable et après l'acceptation de son bilan qu'une ZAC est créée, permettant ensuite de passer en phase opérationnelle. Le principal atout d'une ZAC est de pouvoir engager un projet d'aménagement sur une large portion de territoire en se souciant uniquement de la stratégie globale et non du parcellaire existant. C'est-à-dire que la collectivité porteuse du projet peut projeter sur des terrains qui ne lui appartiennent pas encore et dont l'acquisition sera facilitée plus tard par la préemption, l'expropriation, ou le droit de délaissement.⁴

Outre cet avantage, la ZAC comme son nom l'indique repose sur un principe de concertation et définit plusieurs étapes obligatoires. D'abord la concertation préalable qui est obligatoire mais dont les modalités sont fixées par le conseil municipal. Un contrôle du juge administratif a lieu pour déterminer si les conditions sont suffisantes mais son contrôle est restreint.

À Doulon-Gohards, le conseil municipal avait d'abord décidé de procéder de la façon suivante⁵ :

- 26 Juin 2013, réunion publique de lancement de la concertation préalable et visite de site avec les habitants présents.
- Du 27 Juin 2013 à la fin de l'année 2014, expositions en mairie annexe de Doulon et mairie annexe Bottière sur le projet urbain & registre d'observation où les habitants peuvent s'exprimer à l'écrit.
- Fin 2014, réunion de restitution de la concertation.
- Début 2015, réunion de présentation du bilan de la concertation et création de la ZAC.

Puis à la fin de l'année 2014 le calendrier et la méthode sont revus, en raison notamment du changement de la réglementation

4. CAUE Midi-pyrénées, 2005

5. Journal de projet n°1, juillet 2013

environnementale qui oblige à remettre à jour l'étude d'impact et prolonge donc la phase d'études préalable.⁶ Concernant la concertation préalable, les étapes envisagées jusqu'ici constituaient le minimum réglementaire dans le cadre d'une ZAC, c'est-à-dire deux réunions publiques, deux permanences de l'équipe de projet en mairie de quartier et deux registres papiers et numériques. Et au même moment une nouvelle version de la Charte du Dialogue Citoyen⁷ est présentée au conseil métropolitain, ce qui laisse à penser qu'il y a une volonté politique de la Nantes Métropole d'inclure le projet de Doulon-Gohards dans cette dynamique de participation citoyenne, mais ce n'est pas l'aménageur qui en a l'initiative.

Nantes Métropole Aménagement joue le jeu dans la communication, on insiste sur « l'ambition de la collectivité d'associer largement les habitants, les associations et les usagers à l'évolution de ce grand territoire » pour la suite de la concertation préalable.⁸ Elle « se prolonge et va se renforcer dans le cadre du dialogue citoyen souhaité par la Ville de Nantes », et pour cela Nantes Métropole Aménagement « fait appel à un prestataire dédié, l'agence Scopic, spécialiste de l'accompagnement de démarches participatives. »⁹ C'est suite à un appel d'offre que Scopic, présentée comme une agence de design par Nantes Métropole Aménagement, se présentant elle-même comme une « une agence conseil en communication et concertation » va être missionnée pour l'animation de la concertation.

C'est un prestataire habituel pour Nantes Métropole et Nantes Métropole Aménagement, l'agence est présente sur des opérations emblématiques comme ILINK¹⁰ ou les ateliers citoyens sur l'île de Nantes,

6. *Journal de projet n°2, décembre 2014*

7. *La charte du dialogue citoyen est un texte soumis à tous les élus de la métropole qui reprend les principes du « dialogue citoyen à la nantaise » présenté précédemment. (Vidéo du conseil métropolitain du 30 janvier 2015)*

8. *Journal de projet n°3, novembre 2015*

9. *Synthèse des propositions issues des ateliers citoyens 2015-2016*

10. *Programme de logements, bureaux et commerces intégrant une «maitrise d'usage» et «ilink association» pour accompagner les habitants dans le développement de programmes partagés.*

ou encore la carrière Mellinet dans le quartier Saint-Donatien. Scopic connaît donc bien les enjeux et les méthodes de la politique nantaise. En développant la concertation dans l'agence, Scopic tente d'ailleurs de se placer comme l'acteur nantais privilégié, pour contrer le recours systématique à des agences parisiennes.

La concertation dans la participation citoyenne, théorie

Au sein des processus de « participation citoyenne » ou « participation habitante », ¹¹ il faut mettre en perspective la concertation pour comprendre ses enjeux. Ainsi Maurice Blanc propose une « typologie de la participation » ¹², ce texte date de 1995 -il est donc à remettre dans le contexte actuel- mais il prend encore tout son sens aujourd'hui. Selon lui, la concertation se situe entre l'information et la co-décision.

L'information doit permettre à chacun de comprendre et de visualiser le projet et potentiellement son impact sur la vie quotidienne des personnes. C'est un moyen de prévenir les inquiétudes et de « démontrer que la décision des élus est la meilleure (ou la moins mauvaise) possible ». Il faut convaincre, mais aussi donner des clés de compréhension aux habitants sur « le système de contraintes et la marge de manœuvre des élus. » Ainsi les habitants relativisent leurs intérêts personnels en fonction de ceux, de « l'intérêt général » et des enjeux politiques. L'information se traduit le plus souvent par des réunions publiques ou la mise à disposition de documents en mairie ou en ligne.

Quand ces documents sont accompagnés d'un registre (physique) ou d'une plateforme (numérique) où l'utilisateur peut reporter ses observations ou quand les réunions sont suivies d'un débat, on peut parler de « consultation ». Selon M. Blanc, la consultation -qu'il appelle aussi « information descendante et remontante »- a lieu lorsque « les autorités locales recueillent suggestions et critiques et amendent seules leurs projets,

11. Ledrut, *Sociologie urbaine*, Paris, PUF, 1968.

12. Blanc, 1995.

en ne retenant que ce qu'elles jugent pertinent ». Il est donc possible de s'exprimer mais il n'y a pas de mise en dialogue des éléments de projet. La consultation est également dans l'entre-deux, tout comme la concertation.

Mais la concertation « au sens strict » doit aller plus loin dans la « redistribution du pouvoir au profit des habitants ». C'est à dire permettre aux concernés « d'infléchir plus ou moins le projet initial ». Un nécessaire aller-retour doit être fait et le projet doit pouvoir être repensé sur la base des idées émergentes du dialogue.

Néanmoins, en donnant un réel pouvoir décisionnel aux participants, se pose la question de la représentativité. À l'opposé de l'information, on trouve la co-décision. Comme le dit M. Blanc « les élus sont quasi unanimes à la rejeter et ils sont loin d'avoir tort ». En effet, la participation citoyenne touche souvent des groupes relativement minoritaires dans les quartiers, leur représentativité est incertaine et leur donner un pouvoir de décision ne garantit pas le bien commun. Cela peut aussi parfois servir des intérêts uniquement personnels. Ceci est d'autant plus vrai si les participants sont majoritairement du même âge, de la même origine ethnique, voir de la même « classe sociale ». Il cite l'exemple d'une opération de concertation ayant eu lieu pour la rénovation d'un quartier, « les présents, s'ils avaient eu une parcelle de pouvoir, auraient décidé à une très large majorité le rejet des familles étrangères de leur immeuble. » Ici on est clairement dans une logique d'intérêt personnels et non dans une logique de cohabitation entre les concernés, ou d'intérêt général.

Scopic, la communication au service de participation

Au cours d'un entretien avec Léna¹³, consultante en concertation chez Scopic, nous avons évoqué sa vision de la concertation et les volontés de l'agence pour Doulon-Gohards. Léna est arrivée chez Scopic en cours de concertation mais elle a animé quelques ateliers et repris le dossier notamment pour imaginer la suite. Après une licence en sociologie et un

13. Entretien, bureaux de SCOPIC, 3 mai 2018

master en communication à Montréal¹⁴, elle découvre la concertation : « ça a été une révélation » et travaille à Paris avant de venir à Nantes. Ici, elle est chargée de « la mise en discussion de politiques publiques » pour « aider les élus à [...] prendre de meilleures décisions ».

Pour elle, Doulon-Gohards c'est une vraie volonté de Nantes Métropole Aménagement d'aller au-delà de la concertation réglementaire. Pour une concertation préalable réglementaire « en gros l'obligation, tu fais deux réunions publiques, trois registres et voilà », c'est donc très limité, « y a pas de mise en dialogue donc j'appelle pas ça de la concertation ». Donc dans le cadre purement réglementaire, on serait plutôt dans de la consultation. Pour Léna, sans mise en dialogue il n'y a pas de concertation, ce processus nécessite « le croisement des regards et des points de vues, donc y a de l'argumentaire et... parfois des conflits. »

Malgré tout à Doulon, l'information vient en premier lieu. « Ça a pris la forme assez classique d'une réunion de lancement. Ça, tu peux pas trop y échapper ». Elle même reconnaît que pendant ce type de réunion « c'est assez descendant », un effet d'annonce est recherché pour entamer le processus de concertation, recruter des participants et il ne s'agit pas encore de discuter du projet. Cette réunion aboutit à la constitution d'un groupe de réflexion, un panel d'une trentaine de personnes. Cinq ateliers ont ensuite lieu avec Scopic, le panel, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Pour Léna, le plus important c'est que le rythme des ateliers suive l'avancée de la maîtrise d'œuvre, évitant ainsi que les points abordés soient déjà figés dans le projet. Le travail est restitué sous forme de bilan de concertation. Cela peut prendre plusieurs formes (cartographie, etc) ; ici c'est une synthèse qui présente le processus et les recommandations émises par les habitants. Le bilan est finalement présenté lors de la réunion de clôture. C'est l'occasion pour la maîtrise d'œuvre de fixer certains

14. Selon l'interrogée, à Montréal la communication est envisagée différemment : « là c'est vraiment des sciences »

points, « la maîtrise d'œuvre arrête un peu le projet [...] en expliquant comment la dialogue avec les habitants l'a nourri, et ce qui a été modifié ». Pareillement, les élus expliquent « comment la parole habitante est venue, ou pas, modifier » leurs décisions, pour tous c'est « une obligation de venir argumenter le choix politique et technique ». C'est ce qu'on appelle le « droit de suite » des citoyens qui sont informés de l'influence de leur parole. Pour Léna « c'est les règles de base d'une concertation réussie ».

Le problème que Scopic rencontre souvent est le manque de pédagogie des architectes. Elle concède que cela concerne surtout les « vieux architectes », mais « il y a un besoin de leur part, et ce ne pas toujours le cas, d'être pédagogue et de savoir expliquer à des gens lambda ». Il y aurait donc un problème de langage entre experts et profanes, Scopic faisant office de traducteur « en fait, on fait ce que vous faites mais on le traduit pour les citoyens ». Il y aussi des efforts à fournir pour les concepteurs pour écouter, « étudier les propositions » et re-questionner le projet.

« C'est accepter de se mettre dans une posture et ils jouent plus ou moins le jeu. »

En tant que jeune future architecte, cela me touche forcément. Concernant la rare volonté des concepteurs de remettre en cause le projet sur la base des recommandations habitantes, c'est souvent réel et j'ai pu l'apprécier en stage. C'est probablement aussi une question de coordination entre les acteurs et de temporalité. Le programme est transmis à l'architecte qui esquisse son projet sur cette base ; on pourrait imaginer que des « cahiers de charges habitants » soient intégrés à ce programme pour influencer le projet en amont et être pris en compte plus facilement.

De manière générale, si certains architectes manquent cruellement de pédagogie, les nouvelles générations - au sortir de l'école de Nantes en tout cas - sont plutôt demandeuses de collaborer avec les habitants et d'adapter leurs projets à leurs besoins. L'architecte-star-omniscient qui conçoit en faisant fi de l'environnement physique

(bâtit, espaces naturels, forme urbaine) et social (habitants, symbolique du quartier, modes de vies) est de plus en plus décrié. En reconnaissant volontiers que quelque chose de l'ordre de l'égo blessé se joue ici, je pense que stigmatiser les architectes de cette manière empêche de réfléchir plus profondément sur les raisons de ce dialogue difficile. En terme de moyens, cela demande plus de temps de conception dans un métier où le temps est déjà une ressource rare, financièrement cela n'a pas d'intérêt et cela multiplie les réunions qui étouffent parfois déjà les architectes. Néanmoins il y a parfois aussi un refus de ces « experts » de la conception de laisser des habitants « novices » imposer leur compétence d'usagers.

Pour Léna et toute l'équipe, le rôle de Scopie dans la concertation est celui d'un facilitateur de dialogue, pour traduire les langages divergents entre concepteurs, élus et habitants. Ils se doivent également de construire la méthode de concertation, et ici ils s'inspirent de ce qui se fait outre Atlantique pour créer les outils de mise en discussion. Quant à la concertation, c'est un espace de discussion, de dialogue où chacun doit se mettre en position d'écouter l'autre. Ici cet espace est possible grâce à l'aménageur qui, par le biais d'un marché d'AMO concertation¹⁵ - remporté par Scopie -, a permis d'aller au-delà de la concertation réglementaire plutôt considérée comme une consultation.

15. AMO : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage



Ateliers citoyens de l'île de Nantes

©SCOPIC

Un autre marché d'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage Concertation remporté par Scopic et lancé par le SAMOA (Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique). Il s'agissait d'ateliers citoyens pour choisir l'équipe de maitrise d'oeuvre urbaine pour la suite du projet de l'île de Nantes.

2. Un espace révélateur des distances culturelles ?

La concertation désintéressée par la représentativité ?

Lors de l'entretien avec Léna, une phrase a particulièrement retenu mon attention. Je questionne le choix des personnes constituant le panel, en demandant comment peut-on s'assurer qu'ils soient représentatifs. À cette question elle répond :

« la concertation, elle a jamais eu vocation à créer un groupe représentatif parce qu'on est pas un institut de sondage. »

L'enjeu des ateliers de concertation n'est donc pas de questionner l'ensemble des habitants du quartier. Cela n'a pas vocation à mettre en discussion tous les « types » d'habitants ou toutes les classes sociales présentes dans le quartier. On ne cherche pas à définir une sorte de « vérité » habitante ou de parole habitante unanime. Il est d'ailleurs rappelé dans chacune des synthèses d'atelier distribuées aux participants : « [le compte rendu de séance] ne constitue pas [...] l'expression d'un consensus de groupe ». Autant dans la constitution du panel que dans la synthèse des ateliers, il ne s'agit pas de dégager des conclusions qui représenteraient l'avis général des habitants. On ne cherche pas à mettre tout le monde d'accord mais plutôt à faire émerger des idées nouvelles, à créer un dialogue entre les personnes et avec les concepteurs.

Aussi la participation à la concertation se fait sur la base du volontariat et de fait certaines classes sociales ou certaines tranches d'âges ne sont pas représentées parmi les volontaires. Nous verrons ceci dans la sous-partie suivante. Pour autant il est quand même important pour Scopic et pour la maîtrise d'ouvrage d'être en présence de personnes qui pratiquent le quartier de diverses manières :

« Mais euh ça doit... On va aller chercher une diversité de profil de personnes qu'on a identifiés comme concernées directement ou indirectement par le projet. »

La définition des profils souhaitables pour la concertation se fait

en effet après l'étude de contexte, on recherche des profils d'habitants, d'usagers professionnels et d'usagers loisir.

« [C'est] ces gens-là qu'on va essayer d'informer et de mobiliser en disant bon bah voilà vous allez être impactés, faut que vous puissiez venir donner votre avis et réfléchir avec nous. »

Pour Léna, la logique de panel est une caractéristique de la politique de dialogue citoyen nantaise, qu'on ne retrouve pas partout. La représentativité n'est pas recherchée ; c'est la diversité de profils qui est selon Nantes Métropole plus qualitative.

Si on ne cherche pas la représentativité, ou du moins si l'on s'en dégage car elle serait trop difficile à assurer, on essaie tout de même d'avoir une vision la plus large possible des intérêts qui se jouent dans le quartier.

Cela pose question concernant les conclusions qui émergent de ces ateliers. Il est très difficile de croire qu'elles vont véritablement remettre en cause le projet car on part du principe qu'elles ne concernent pas tout le monde. Les conclusions n'ont aucune légitimité et au mieux les choix des concepteurs seront questionnés, sans impacter les grandes orientations. Et heureusement comme l'explique Maurice Blanc en mettant en prévenant des limites de la co-décision¹.

Scopic réalise par contre une « cartographie d'acteurs » qui leur permet de s'entourer d'usagers clés. Par exemple le projet prévoit des modifications sur l'équipement sportif de la Saint-Médard, il faut donc des représentants de cette entité pour ne pas créer de conflits d'intérêts.

Quand la question de la représentativité du groupe formé a été soulevée par un participant, Céline Coutant -chef de projet pour Nantes Métropole- répond : « le travail de mobilisation de la concertation a permis de composer un groupe qui intègre différentes catégories sociales, genres, tranches d'âge. ». La maîtrise d'ouvrage considère donc qu'un travail suffisant de communication a été fourni et que le groupe permet une approche de tous les « types » personnes concernés.

1. Blanc, 1995.

Plus largement, la représentativité dans la concertation pose une question plus large en terme de citoyenneté : quels enjeux y a-t'il dans les processus relevant de la démocratie représentative et participative ?

Constituer par exemple un groupe dit « représentatif » voudrait dire que cette assemblée aurait autant de légitimité que la personnalité politique élue, puisqu'elle pourrait être garante du bien commun². En effet comme l'explique Maurice Blanc : « En théorie, les experts étudient les différentes options techniquement possibles et ils formulent un simple avis, les élus étant seuls à décider. » L'enjeu n'est donc pas de remplacer le pouvoir de décision de l'élu par celui du groupe d'habitants-usagers. Mais la concertation entend tout de même donner plus d'importance au citoyen dans le processus décisionnel.

Dans la démocratie représentative appliquée dans l'état français, il n'y a aucune intervention directe du citoyen en dehors du vote. Comme l'explique M. Blanc, cela tend à « réduire la citoyenneté au droit de vote et, en dehors des échéances électorales, [à] exclure les citoyens du débat public. »

Particulièrement à l'échelle locale, et d'autant plus sur des projets qui impacteront directement la vie quotidienne, de plus en plus d'importance est accordée aux processus participatifs. Les citoyens sont donc appelés à s'impliquer politiquement et l'échelle locale paraît adéquate. Les participants peuvent se connaître ou au moins avoir des référentiels communs (habitudes de vie, fréquentation des lieux, intérêt pour leur environnement) qui les mettent dans « des conditions favorables pour s'essayer à régler démocratiquement leurs désaccords. »³

En revanche, il ne faut pas confondre démocratie participative et démocratie « directe ». Dans les processus participatifs en expérimentation -en projet urbain-, le citoyen peut proposer mais une instance supérieure -élue- est décisionnaire. Le débat se doit également d'avoir des médiateurs qui sont garants de l'expression de chacun. En effet les inégalités qui

2. *Blanc, 1995.*

3. *Ibid.*

existent entre les citoyens doivent être prises en compte si l'on veut un débat juste.

Que l'on parle d'inégalités sur la capacité à s'exprimer dans un groupe, sur l'accès à l'information, sur les possibilités à se libérer du temps en dehors du travail, tout ceci doit être analysé, compris et intégré dans l'organisation des temps de participation.

M. Blanc cite Ledrut :

« On ne saurait intéresser les hommes qui ont peu de pouvoir, ou qui ne voient pas les pouvoirs qu'ils pourraient acquérir »⁴

Ainsi le participant doit avoir le sentiment de pouvoir s'exprimer, d'être écouté en tant qu'individu -avec une appartenance sociale et culturelle qui doit être comprise- et de pouvoir orienter le débat selon ses intérêts. Mais à Doulon les intérêts des plus précaires -gens du voyage, sans domiciles fixes- ou des personnes appartenant à la « classe populaire » -locataires des logements sociaux ICF- sont déjà minoritaires. Ils sont absents ou très peu représentés dans la concertation et cela renforce leur exclusion.

La « classe moyenne » semble majoritaire à Doulon et beaucoup de personnes sont propriétaires de leur pavillon, aussi pour les autres il est difficile de se faire une place aux yeux des concepteurs et des élus. Pourtant le projet de Doulon-Gohards, avec ses 2500 logements dont 25% de logements sociaux va devoir intégrer une diversité de modes de vies. Ici il semble que les intérêts des personnes présentes se sentant légitimes à donner leur avis -les propriétaires se reposant sur leur investissement foncier dans le quartier- sont intégrés pour que le projet ne crée pas de conflit. Pour autant leurs futurs habitants ne sont pas pris en compte.

4. Ledrut R., *Sociologie urbaine*, Paris , PUF, 1968.



Atelier de concertation préalable Doulon-Gohards
©Roberto Giangrande/Scopic



Atelier de concertation préalable Doulon-Gohards
©Roberto Giangrande/Scopic

La constitution du panel, un renforcement des réseaux existant qui empêche l'ouverture ?

Comme l'expliquait Léna, la logique de panel est appliquée par la métropole notamment parce que les participants à la concertation sont volontaires et non désignés. Mais finalement en échangeant avec les participants, on constate que certains sont volontaires mais que d'autres ont été informés personnellement de la réunion publique de présentation et invités à participer à la concertation en tant qu'acteur clé du territoire. C'est le cas de M. Girard, il est issu d'une famille de maraîchers présente sur Doulon depuis cinq générations et il a toujours habité le quartier. Il a été informé de la concertation car il connaissait bien Catherine Touchefeu -l'élue de quartier- et Colette Servage (la responsable de l'équipe de quartier).

« On me connaissait en tant que mémoire du quartier un peu quoi. Faut dire aussi que mes camarades de jeunesse, on est pas resté beaucoup sur le Vieux-Doulon, ils sont tous partis. Donc connaissant bien le quartier et puis y en avait pas beaucoup, on est peut-être 4 ou 5. Donc voilà ils ont fait appel et j'ai dit ok, on y va quoi. »⁵

De manière générale, M. Girard connaît le projet car il était anciennement propriétaire foncier et son terrain a été préempté. Il suit donc l'évolution du territoire de très près depuis les années 80.

« C'est venu aussi par l'intermédiaire des acquisitions du projet. Et puis connaissant bien le terrain c'est logique quoi, c'est comme ça que je suis arrivé là » .

De même pour M. David qui a écumé les concertations, consultations et réunions publiques nantaises et est particulièrement présent dans le milieu associatif de Doulon. Ancien agent SNCF, il a commencé à s'intéresser aux projets urbains de Nantes lors de son départ à la retraite parce qu'il était très intéressé par l'évolution des transports. Il

5. Entretien, Maison de Quartier Doulon, 21 novembre 2018

connaît bien Mme Touchefeu et Mme Servage qu'il voit régulièrement. Dès qu'il en a l'occasion il participe aux concertations des quartiers environnants, parfois même jusqu'à l'île de Nantes pour défendre le réseau ferroviaire.⁶

M. Leroux par contre a participé mais n'habite pas le quartier. Il est retraité et cultive un potager à Doulon :

« Je me souviens plus si y a eu une affiche à l'entrée du jardin, ou des tracts, euh... je ne sais plus. Ou j'ai été tout simplement informé par la presse du projet. [...] Je sais plus exactement par quel biais mais quand j'ai su qu'il y avait une information publique je suis venu quoi »⁷

Outre son rôle de jardinier, M. Leroux était engagé sur l'ancien squat du Presbytère de Doulon, où des exilés étaient logés.⁸ Il se tenait au courant de l'actualité pour connaître le devenir du squat et était très présent sur le quartier :

« j'étais directement intéressé en plus. Sur le devenir du jardin mais pas que, sur le devenir du quartier en général. [...] j'étais sur le quartier tout le temps même si j'habite pas là. Pour moi ça fait partie de mon lieu de vie »

Si M. Leroux connaissait assez peu les acteurs politiques ou associatifs du territoire, son attachement au quartier est fort et il était à l'affût des informations sur son devenir. De plus, pour ce projet dans lequel la métropole veut donner une forte place à l'agriculture urbaine, l'intégration des jardiniers -partagés ou familiaux- est une volonté politique.

Immanquablement les personnes ciblées sont souvent déjà connues de l'équipe de quartier, et intégrées à la petite politique locale.⁹ Même chez Scopic, ce sont ces personnes que l'on contacte en premier :

6. Entretien, Maison de Quartier Doulon, 15 novembre 2018

7. Entretien, Maison de Quartier Doulon, 21 novembre 2018

8. Il est militant au sein de la Ligue des Droits de l'Homme

9. Au sens où ils connaissent et sont connus des élus et de l'équipe de quartier, ils font parti d'associations ou de conseil d'administration des entreprises du quartier ou alors ils sont des «habitants historiques» et connaissent beaucoup d'autres habitants

« On essaie de repérer des gens qui peuvent être relais parce que nous, on connaissait pas forcément les gens du quartier. On se repose sur eux et on les rencontre avant que la concertation commence. »¹⁰

Cela met donc au premier plan les acteurs actifs et visibles du territoire, ceux qui sont déjà entendus d'une manière ou d'une autre. C'est compréhensible car ils sont accessibles et peuvent représenter une porte d'entrée sur le territoire. Mais à l'inverse, les personnes qui sont hors du milieu associatif local ou qui ont peu de relations avec les gens du quartier sont difficilement mises au courant de la concertation, voir même du projet. On peut supposer que ces moments de concertation renforcent les réseaux d'interconnaissances locaux mais les ouvrent peu aux personnes en marge ou nouvelles dans le quartier. Scopic a tout de même été présent pour présenter la démarche sur les « temps forts » du quartier comme le marché mais le temps court -une matinée- de cette action limite sa portée. De plus la forme de l'information -panneaux à lire- place une fois de plus la participation dans un contexte très scolaire.

Ensuite quand les intéressés manifestent leur volonté de participer, il y a une sélection des personnes pour aboutir à un panel de profils divers. Toutes les personnes qui le souhaitent ne participent donc pas. Il est vrai que la capacité d'accueil est limitée. Malgré tout, Scopic pense que ce premier groupe de travail peut être un support pour créer une dynamique plus large dans le quartier :

« Ce 1er groupe qui a travaillé, [...] qu'ils soient comme des ambassadeurs qui puissent eux même diffuser l'information (...) peut-être que dans chaque quartier t'as le nom d'une personne qui est courant ou qui nous font relais des questions qui se posent (...) des relais avec un noyau qui grossit et qu'on soit dans une communauté du projet et après avec de l'événementiel, des choses voilà qui valorisent. »

En sélectionnant les participants, il y a forcément une réduction

10. Entretien, bureaux de SCOPIC, 3 mai 2018



Présentation de la concertation sur le marché
©Scopic



—Présentation de la concertation sur le marché
©Scopic

qui est opérée sur les personnes incluses dans le processus et peut-être des volontaires qui se désintéressent du projet. Aussi on peut se demander ce qui est entendu par une « communauté de projet ». Le but est-il de toucher un public le plus large possible ? Ou de générer un noyau d'actifs quitte à ce qu'ils soient en décalage avec une partie des habitants ?

Concertation, l'enjeu de l'information

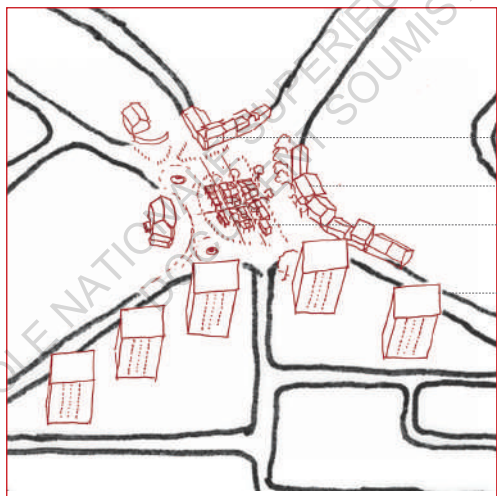
La place du marché.

28 Octobre 2018

Dimanche matin. Sur la route vers Doulon, des piétons. Nombreux promeneurs, seuls ou accompagnés, des familles, des labradors heureux. Dans la rue il y a plus de piétons que les autres jours, un peu avant le grand Blottereau, le flux s'intensifie.

La place du Vieux Doulon est différente, le marché est animé et baigné de soleil. Il est dense car finalement cette étendue qui déserte paraissait immense ne l'est pas tant. Les stands coiffés de petits chapiteaux colorés se chevauchent et les passants se faufilent entre eux. Ils se croisent, s'arrêtent, forment des petits groupes et discutent ça et là. Aux abords du marché, tous les éléments de mobilier appropriés sont pris d'assaut par des bicyclettes. En périphérie du marché, entre le café et le lieu de dépose des vélos, deux partis politiques -UPR et lutte ouvrière- distribuent tracts et explications, déjà les européennes ou simple tractage de routine ? L'ambiance est détendue.

Brides de conversations glanées entre voisins qui discutent, parents qui établissent leurs stratégies, personnes âgées qui déambulent lentement, « je reviens tout juste de Normandie, c'est dur hein je suis épuisée », « on devrait peut-être lui enlever le bonnet là non ? », « oui non mais oui c'était vraiment une belle fête, ils étaient très contents », « j'veus r'mercie ça va aller j'peux m'en débrouiller, j'suis pas pressée ». La population du marché est multiple et variée : familles nombreuses ou monoparentales, jeunes parents avec nourrissons, personnes âgées en



Le café

La boulangerie

La place du Vieux-Doulon

Les tours ICF

_Situation de la place

couple ou seules, qui se retrouvent pour discuter, couples de tous âges, promeneurs solitaires, jeunes adultes avec sacs à dos, peut-être pas du quartier. Il y a aussi un habitant qui semble venir du squat du Jardin des Ronces devant la boulangerie la plus fréquentée, sa place habituelle. Il regarde les passants et demande quelques centimes. Il y a beaucoup de jeunes vendeurs qui mettent l'ambiance, les poissonniers font des blagues en buvant une Chouffe. L'ambiance est conviviale et les stands resserrés créent un ensemble chaleureux, une ambiance villageoise avec de petites allées, on voit peu les bâtiments environnants, on aperçoit plutôt les arbres et les tours ICF.

Après avoir fait le tour du marché et acheté quelques fruits pour appréhender le terrain, je décide d'engager la conversation avec un petit groupe d'hommes qui discutent près du café. Ils sont 3 au début. Le plus jeune d'entre eux, celui qui a le style le plus travaillé -jogging blanc de marque avec sweat assortis et casquette dans les mêmes tons-, s'efface quand j'introduis mon propos, il reste d'abord en retrait en écoutant, sourire moqueur aux lèvres, puis s'en va quand il trouve un autre ami avec qui discuter. Je discute donc avec Eddie, environ 45 ans et Karim, à peine 30 ans. Tous deux ont probablement des origines d'Afrique du Nord, plus ou moins lointaines et Karim parle un français timide. Ils sont habillés en pull, jean et baskets discrètes. J'essaie de savoir quel est leur rapport au projet urbain et à la vie du quartier. Quels espaces publics ou associatifs fréquentent-ils ? Quels sont leurs pratiques et leurs lieux de sociabilité ? C'est surtout Eddie qui s'exprime.

Il parle tout de suite de son jardin. « Je cultive mon carré » au Jardin des Ronces. Il a connu le lieu par un voisin qui lui en a parlé, il a ensuite « contacté le responsable pour avoir une parcelle ». Il ne savait pas trop comment ça fonctionnait alors il jardine en individuel « mais moi mettre en commun, tout ça, ça me dérange pas, au contraire c'est bien ! »

Les deux hommes participent aux événements du jardin. Ils sont tous les deux allés à la fête de printemps et Karim à la fête



La marché du dimanche

©Denis Clavreul

d'automne, même si le temps était pluvieux et froid. Eddie n'était pas à Nantes mais sinon il y serait allé. Il me parle aussi des événements nocturnes de moins grande ampleur où il va de temps en temps.

Les deux hommes habitent une des tours de ICF Habitat, anciennement occupée par des agents et retraités de la SNCF. « Avant c'était que pour la SNCF mais maintenant non, maintenant c'est... pour tout le monde ».

Pour eux l'intégration dans le quartier est difficile. Eddie habite la tour depuis bientôt 10 ans et il ne connaît presque personne dans le quartier, « c'est un quartier un peu froid ». Il déplore que la communication entre les anciens du quartier et les « nouveaux » arrivants soit inexistante ; au sein même des tours entre les retraités sncf et les nouveaux locataires, et dans le quartier en général. « Les gens ils ont pas envie, pas envie de rencontrer », il y a « un esprit vieux ». Eux-mêmes se connaissent depuis peu, ils se sont rencontrés il y a quelques mois à la fête des voisins de l'ensemble ICF. C'était la première depuis qu'Eddie habite ici. Avant il avait quelques bonnes connaissances, « même sur la place y avait quelques jeunes qui étaient là, qui animaient un peu quoi, maintenant plus rien ». Pour lui les relations de voisinage et l'ambiance du quartier sont décourageantes, tout ceux qui peuvent s'en vont et les jeunes veulent bouger dans le centre, ici c'est pour dormir. On parle des commerces, excepté le café de la place il n'y a pas grand-chose pour se retrouver. Par contre le moment du marché est opportun, ils n'achètent pas forcément de produits mais vont boire un verre au café avec quelques autres hommes qui habitent les tours.

Concernant le projet et la ZAC Doulon-Gohards ils ne sont pas au courant. Lors de la concertation en 2016, Karim n'habitait pas encore là. Eddie habitait ici mais il n'en a pas entendu parlé. J'évoque les fermes urbaines qui ne soulèvent pas un grand intérêt pour eux, et Eddie se défend presque « ha mais moi le jardin, c'est juste pour un peu ». Et concernant les 2500 à 3000 logements qui vont être construits, Eddie tranche « et bah, je suis contre ! »



—La vue depuis le marché

photographie personnelle

Karim demande inquiet « et ils vont faire quoi comme type ? des tours ?! ».

Eux seraient plus intéressés par des équipements sportifs. « Moi j'aimerais bien un stade », avant il y avait un peu d'activité au stade le plus proche, les jours de match des petits événements avec un barbecue, à boire et à manger. Mais il a fermé il y a peu. Ils ne savent pas pourquoi. Dans l'autre stade ? il y a des matchs de temps en temps mais ils y vont moins.

Pour le sport il n'y a pas grand-chose par ici, ils courent jusqu'à Vincent Gâche (nb km) pour avoir accès à des barres fixes et autres dispositifs de musculation au nouveau skate parc. Eddie me serre la main pour clore la discussion, les autres sont déjà attablés au café, il faut les rejoindre.

Je croise ensuite un homme et une femme qui sont arrêtés et discutent. C'est Stéphane et Karine, un couple d'une cinquantaine d'années à peine, ils habitent avec leurs enfants dans une des maisons qui longe le parc du Grand Blottereau. Leurs activités dans le quartier sont surtout liées au sport. Stéphane fait du badminton avec la St Médard et Karine fait du tennis avec l'amicale laïque de Doulon. Le weekend ils vont souvent au parc pour se promener et le dimanche au marché.

« Oh bah nous ici on est plutôt tranquille » explique Stéphane, et « on est pas mal pris à côté ». Ils connaissent les trois ou quatre voisins de part et d'autre de leur maison, mais pas beaucoup de personnes finalement aussi parce qu'en face c'est le parc. Pour Stéphane la typologie de leur rue n'est pas très propice à la sociabilité « c'est sûr qu'en boulevard c'est moins facile qu'en impasse ». Pas de fêtes de voisins pour eux, ils n'en ont pas organisé. Karine nuance « y a quand même des trucs hein dans le quartier... Heureusement ! ».

Concernant la ZAC, ils savent qu'un projet est en cours grâce aux magazines de la ville mais ils ne savent pas où ça en est et en quoi ça consistera « on a eu quelques infos et puis maintenant... plus rien ».

Ils ont également été informés via leurs enfants qui ont eu des ateliers sur le projet à l'école. Ils n'ont pas d'interlocuteur particulier mais s'ils veulent se renseigner ils vont sur le site de Nantes Métropole. À propos des différents temps de présentation de projet, S : « ils faisaient des trucs je crois à la maison de quartier, on devait y aller mais on n'y a pas été ».

Et par rapport aux ateliers de concertation, « on a su qu'il y avait quelque chose mais on n'a pas pris le temps d'y aller ». Je leur demande si c'est une question de temps ou d'intérêt, « non c'est question de temps parce que sinon c'est toujours intéressant d'y aller ». Pour eux la population du quartier évolue et cela nécessite des adaptations, K : « c'est à dire que ça se densifie beaucoup alors faut les équipements qui suivent quoi ! ». Quelques aménagements ont déjà été réalisés « ils ont refait la voirie un peu là [montre la route qui encercle la place], la grande piste cyclable...¹¹ ça va dans le bon sens, faut espérer que ça continue ». Actuellement ce sont surtout les écoles qui atteignent leurs limites de capacité. J'évoque la nouvelle école prévue dans le projet, K : « oui mais bon dans combien de temps... parce que là c'est déjà plein ». Les enseignants sont surchargés et cela entraîne une diminution des événements à l'école, même la fête de l'école est de plus en plus sommaire. Les enfants sont scolarisés à Maurice Macé et ils ont eu un atelier autour du projet des Gohards. Je demande si ce sont eux qui sont allés au Jardin des Ronces, pas à leur connaissance. Le jardin des ronces, ils « connaissent un peu oui, mais on n'y est jamais allé ». C'est dit comme s'il y avait quelque chose de spécial dans le fait d'y aller ou pas, comme s'ils n'avaient jamais osé. « Mon fils y va de temps en temps... et il fait pas toujours des bonnes rencontres, euh... la dernière fois il est rentré dans la maison, y avait des gens qui se droguaient... donc là je lui ai dit, ça va hein faut arrêter. »

J'évoque le fait que les habitants de la maison et le collectif de jardiniers sont des entités différentes, tentative soldée par un « ah bon » peu engageant. J'ai l'impression que le fait de dire des choses positives

11. Celle qui longe le Parc du Grand Blottereau

sur le jardin crée ici une rupture avec mes interlocuteurs, nous en resterons là.

Avant de quitter le marché j'aperçois deux retraités paisibles. Je me présente à eux comme étudiante en architecture et madame rigole doucement, monsieur est un ancien plasticien et professeur de l'école d'architecture. Il habite « dans le secteur » depuis 40 ans, avant à Toutes Aides. Il venait tous les dimanches au « quartier de la place » du Vieux-Doulon. Il retrouvait des amis et ils allaient « prendre un pot au café de la place » qui a aujourd'hui changé de propriétaire, parfois ils restaient jusqu'à 15 ou 16h. Régulièrement des amis à lui exposaient sur les murs du café alors le lieu devenait plus convivial, ils se sentaient chez eux. Pour lui Doulon c'est avant tout un ancien quartier populaire, habité auparavant par les cheminots. « Vous savez avant sur ce marché, y avait des vendeurs de l'Huma¹² hein, alors voyez... ».

Il me parle de l'évolution du marché qui révèle un changement de population, la « boboisation » du quartier. Aujourd'hui dans le marché on a les charcutiers, fromagers, maraîchers « conventionnels » qui côtoient les nouveaux, jeunes et bio, ils se connaissent bien et forment un « pôle qui devient visible ». Les publics sont différents et les prix aussi.

La discussion s'échappe et nous continuerons jusqu'à ce que tous les stands soient démontés, au revoir souriant et chaleureux, nous nous souhaitons une bonne vie et chacun repart d'où il est venu.

Quand je demande à Léna de Scopic comment a été communiquée la première réunion et si l'information touche tout le monde elle me répond, en riant un peu :

« Bah il faut [rires].... »

'Il faut', ce n'est pas 'oui' ou 'je pense que oui'. Je perçois ce 'il faut' comme un aveu. La communication doit toucher tout le monde mais visiblement cette question n'est pas résolue. Un flyer est produit, probablement à

12. *Le journal l'humanité, politiquement engagé à gauche.*

disposition à la Maison de Quartier et peut être dans les boîtes aux lettres. Et pour le reste :

« c'est les réseaux plutôt de Nantes Métropole, euh Nantes. Mais bon ça c'est... c'est mis parmi tellement de truc que ce qui marche le mieux c'est les relais locaux. »

Les réseaux de Nantes Métropole, c'est à dire la diffusion de documents sur le support papier (lettre d'information, journaux de projets, magazine de la métropole) et les informations disponibles en ligne sur le site de Nantes Métropole / Nantes aménagement, etc. Premièrement comme Léna le souligne, les informations provenant de la métropole sont nombreuses et une réunion d'information ou un appel à participants pour la concertation peuvent être dilués dans les autres données. De plus, il n'est même pas sûr que tous les habitants reçoivent ces documents :

« c'est cette lettre qu'ils reçoivent tous dans leur boîte aux lettres... enfin tous dans leur boîte aux lettres à vérifier, mais bon j'espère. »

Enfin on peut clairement douter de l'intérêt de ces supports papiers pour les classes populaires ou les personnes avec un capital culturel peu élevé. J'avais par exemple rencontré Léna, habitante du quartier en logement social. Elle ne connaissait le projet urbain que via le jardin des ronces, et s'y intéressait uniquement pour connaître le devenir du jardin.

« J'suis pas trop au courant. Moi je suis ça que par le jardin. Je lis pas les prospectus, y a des trucs qui arrivent mais... Je sais que j'devrais... mais bon... »

Elle savait où se situait l'information, elle avait un intérêt à défendre dans le projet, pourtant elle ne lisait jamais la brochure de la ville. Elle préférait obtenir des informations en discutant. Il y a ici un désintéressement global vis-à-vis du projet, mais le format de communication pose également question. Le support papier proposé est assez scolaire et on y trouve une information lissée et consensuelle. Il n'y a aucun avis critique sur les sujets abordés puisqu'il s'agit de communiquer les actions de la métropole positivement. Et concernant les journaux de projets, c'est très généraliste et descriptif. À la fin de la lecture on a

finalement peu d'informations sur le projet mais plutôt sur les actions menées par les institutions pour concourir à sa réussite.

Aussi on peut supposer que les locataires sont moins concernés par les transformations du quartier. Même en se projetant dans le futur au sein du quartier, le locataire a peu d'enjeux financiers dans le projet urbain. Les propriétaires qui sont sensible aux fluctuations de la valeur de leur bien sont plus à l'affût de l'information, et plus à même de consulter les documents sur l'actualité de la métropole et du quartier, comme Stéphane et Karine rencontrés au marché. Ils n'ont pas participé à la concertation par manque de temps mais ils lisent les prospectus reçus avec attention pour se tenir au courant de l'évolution du quartier et de son image. De plus, leurs enfants sont sensibilisés au projet à l'école via des ateliers, et cela permet aux parents de suivre régulièrement du projet en cours.

À l'inverse Karim et Eddie n'ont pas du tout connaissance du projet, le mot ZAC leur est complètement inconnu. Karim est peu présent sur Nantes car il est régulièrement en déplacement pour son travail. Il est possible qu'il n'ait pas le temps de s'intéresser à son quartier et que les supports papiers soient difficiles à lire et à comprendre, pour lui qui ne maîtrise pas bien le français. Eddie par contre habite Doulon depuis 10 ans et il se sent clairement exclu de la sociabilité du quartier. Il déplore l'individualisme des habitants et la difficulté de se sentir chez soi.

Peut-être que même informés Eddie et Karim n'auraient pas souhaité prendre part aux ateliers car cela demande un engagement sur le moyen terme. Par contre cela ne les empêche pas d'avoir un avis et de revendiquer des usages à l'occasion d'une conversation « de trottoir » comme celle-ci. Eddie est opposé à la construction de logements sur les zones naturelles et Karim pose la question de la forme urbaine : « ils vont faire quoi comme type ?! des tours ?! ». En tant qu'habitants des plus grands logements collectifs du quartier -les tours ICF de la place du Vieux-Doulon en R+9- leur retour critique sur ces formes d'habitat serait intéressant à comprendre. De même quand ils parlent de leurs

pratiques sportives : devoir traverser la ville pour trouver des barres fixes cela concerne peut-être peu de personnes aujourd'hui mais quand 2500 logements collectifs seront construits cela posera question.

Certains habitants n'ont pas la possibilité de se porter volontaires. Peut-être que cela coûte de l'argent de mettre en œuvre une communication qui touche vraiment tout le monde et peut-être que cela ne changerait rien à la participation de ces personnes-là. Mais ici les inégalités sociales ne sont pas prises en compte dans la transmission de l'information et cela renforce le sentiment d'exclusion des « classes populaires » ou du moins leur ignorance des processus de transformation du quartier.

Les ateliers : outils et compétences requises

Une fois le panel constitué, il est intéressant de comprendre quels outils l'agence Scopic a mis en place pour amener les habitants à s'exprimer.

La concertation préalable commence avec une balade urbaine « pour faire le diagnostic »¹³, le groupe est divisé en petites entités et chacune établit son itinéraire.¹⁴ Le parcours est choisi de façon à montrer leurs habitudes de marche et les qualités qu'ils trouvent au site. Le tout est synthétisé sur une carte où sont reportées les observations ayant eu lieu, positives et négatives. Des photographies réalisées en cours de balade servent à se souvenir et à illustrer les lieux. Pour M. Leroux la balade urbaine était très utile pour illustrer les formes urbaines questionnées dans le projet :

« On a fait des visites, c'était extraordinaire. [...] D'un côté y avait le quartier pavillonnaire là, on voit rien là, c'est affreux... Et de l'autre côté y a les immeubles qui sont pas laids quand même, et puis y a le mail ! Y a tout cet espace commun qui est là et qui est disponible parce

13. Entretien, bureaux de SCOPIC, 3 mai 2018.

14. On peut lire « parcours proposé par Michel, Jaqueline, etc. ». *Carnet de balade, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, Ville de Nantes.*

que justement à côté y a des immeubles ».

Ici on est plutôt dans l'observation et la compréhension de l'existant pour définir de quoi on a envie, et être confronté en groupe à l'image que renvoi chaque modèle d'habitat permet de les confronter et de les comparer.

Ensuite pendant les ateliers en intérieur : « on a fait aussi des scénarios d'usages, on les projetait dans comment ce serait plutôt en 2030 ». Ces scénarios « Doulon en 2040 » et le « brainstorming catastrophe » ont eu lieu pendant le deuxième atelier « imaginer », qui commençait par un « échauffement créatif »¹⁵.

Pour l'atelier 3 « projeter », les participants travaillent sur les fragments définis par l'urbaniste selon des thématiques (formes de l'habitat, espaces publics, déplacements) choisies par Scopic, « on était plus sur la réaction aux propositions d'archi ». Ils disposent d'une « feuille de route » avec des questions à remplir et une série d'images à choisir pour illustrer « leur » propos sur chaque territoire.

Pour l'atelier 4 « préfigurer » il est demandé de réagir aux propositions de la maîtrise d'œuvre et d'imaginer la « gestion transitoire » du projet, c'est à dire ce qui peut avoir lieu avant la phase opérationnelle pour faire participer les usagers. Les propositions sont présentées sur des « planches d'ambiances » par fragment et la réflexion sur la typologie d'habitat se fait sur carte. Les participants sont invités à y placer des gommettes de couleurs (une gommette : une forme d'habitat) pour signifier les types d'habitat qu'ils souhaiteraient sur les espaces de construction définis en amont. Ce dernier outil utilisé est particulièrement infantilisant, il évoque l'école et les travaux d'enfants. D'ailleurs M. Girard dit :

« ils nous donnaient le travail, donc fallait qu'on réfléchisse à ce qu'on voulait avoir dans le quartier. »

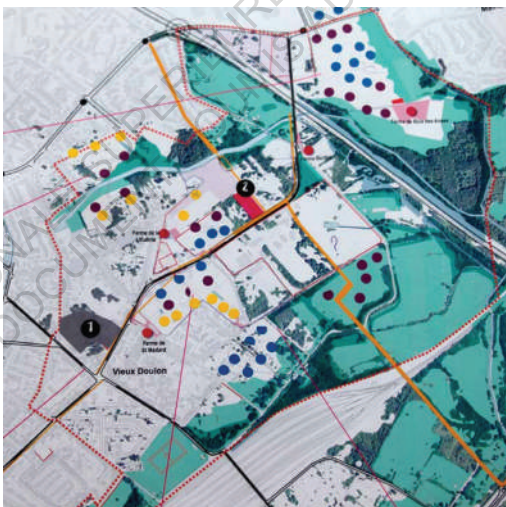
On est dans la logique de l'enfant à qui on donne des devoirs ou un exercice à faire, M. Blanc parle de « dispositifs pédagogiques »¹⁶

15. Le compte-rendu d'atelier ne détaille pas le contenu du « brainstorming créatif ».

16. Blanc, 1995.



Photo de couverture du document de synthèse des ateliers
 ©Roberto Giangrande/Scopic



Proposition du Groupe 3, Atelier n°4 (CR) ©Scopic
 jaune : logement indépendant
 violet : petit collectif
 bleu : collectif moyen

pour modeler les formes d'expression des participants. Les gommettes sont particulièrement abstraites aussi, surtout quand on voit l'échelle de la carte et la taille de la gommette, on s'extrait totalement du contexte physique du terrain et de l'existant. D'ailleurs l'existant sur les terrains à bâtir a été effacé, ce sont des zones blanches.

Dans tous ces ateliers, l'utilisation du post-it est une constante habituelles pour Scopic si l'on en croit les photos de leur site internet. Pour M. David c'est un peu déstabilisant :

« Ils avaient leurs méthodes qui moi m'a surpris parce que des petits ateliers avec des petits post-it pour que chacun puisse faire état de ces observations [...]. J'ai le souvenir d'avoir été quelque fois, un peu à titre personnel embarrassé de la manière et être resté quelques fois en panne de... en difficultés de m'exprimer dans ce cadre là mais j'ai toujours trouvé un biais de tenir ma place. [...] j'étais surpris du mode d'organisation et ça m'était pas toujours simple. Mais au bout du compte surtout avec le recul je trouve que cette méthodologie avait son intérêt [...] Parce que j'en ai fait d'autres depuis... »

M. David avoue qu'il a été un peu déstabilisé. On peut supposer que les « brainstorming catastrophe » ou autres exercices inspirés de techniques de management à l'américaine, peuvent surprendre les anciens notamment. Le vocabulaire français disruptif, le « design thinking » et les schémas de pensée des jeunes entreprises « créatives » de type start-up sont de plus en plus ancrés dans le monde de l'entreprise mais pour ceux qui y sont extérieurs -retraités, artisans, employés du BTP, petits commerçants, profession indépendantes, chômeurs, etc...- c'est quelque chose de nouveau. Au final M. David ne remet pas en cause les méthodes de Scopic car pour lui les supports utilisés peuvent faciliter l'intervention de ceux qui s'exprimeraient avec difficulté. Il en parle avec l'expérience d'autres concertations où les méthodes ne permettaient pas autant la réflexion¹⁷.

17. Sur une concertation Malakoff-Saint Donatien, une visite en bus était organisée pour donner à voir le territoire. L'aspect parcours touristiques effaçait totalement le débat



_Extrait de la synthèse des ateliers
©Roberto Giangrande/Scopic



_Extrait de la synthèse des ateliers
©cblanchard/Scopic

Les trois participants interrogés reconnaissent globalement que la participation orale est inégale mais tous s'accordent à dire qu'une fois dans l'atelier, les personnes trouvent leur place même en participant moins activement que d'autres. M. David explique qu'il n'a pas eu de difficultés à parler pendant les ateliers car il est à un stade où la prise de parole n'est pas un problème :

« du fait d'un apprentissage, c'est quelque chose qu'on apprend plus ou moins bien, à oser parler dans un groupe de personnes qu'on connaît pas, ou qu'une partie. Quand c'est des petits groupes c'est plus facile. »

Pour lui la division en petits groupes rend le débat « plus abordable », c'est une remarque qui est partagée par les autres interrogés. Et si la prise de parole est inégalement répartie chacun peut à un moment donner son avis :

« Je crois que c'est bien ça, y a pas une parfaite égalité, elle est pas possible et je pense que beaucoup, ne serait-ce qu'en réaction à des propositions, ont voulu mettre leur idée. Qu'on partageait pas nécessairement mais bon ils avaient le droit de penser ça. »

Sur les propositions de la maîtrise d'œuvre par exemple, chacun peut réagir avec sa vision plutôt que de construire une idée sur la ville du futur à partir de rien. Se projeter et imaginer ne sont pas des compétences maîtrisées par tous alors que réagir sur la base de sa pratique quotidienne est plus universel. Ici on convoque la « compétence d'usage »¹⁸ des citoyens.

Pour M. Girard il était aussi très facile de prendre la parole et les outils étaient appropriés,

« à chaque fois qu'il y avait une idée qui venait comme ça dans les groupes on écrivait sur un post-it et on collait sur la carte, clac clac. ha c'était bien ça »

L'utilisation du post-it et de la carte rythme la séance et créer des pauses pour que chacun puisse formuler son propos ; les idées sont possible sur le projet.

18. Overney, 2014

affichées donc consultables tout au long de la discussion. Pour la synthèse à chaque fin d'atelier, un responsable est désigné par table -pour 5 ou 6 personnes- qui rend compte pour le groupe. Personne n'est donc obligé de parler devant le grand groupe et c'est le participant responsable qui est garant de la bonne traduction des idées. M. Girard a également envoyé un mail à l'équipe de quartier pour réagir à un des comptes rendus de séance, l'écrit lui permet de synthétiser sa pensée et de s'exprimer librement avec du recul.

Dans chaque processus participatif, des compétences sont nécessaires aux usagers pour participer et cela peut se révéler excluant ou parfois incluant. La compétence à s'exprimer oralement est particulièrement attendue et c'est souvent le reproche qui est fait aux ateliers de concertation. Cette compétence est certainement mieux maîtrisée par des personnes ayant un haut niveau d'étude, et en présence de personnes au capital culturel inégal, les moins « savants » se sentiront moins légitimes de s'exprimer. Alors même que c'est leur avis qu'on a du mal à imaginer en tant que concepteurs. Cette compétence exclue aussi les personnes issues de l'immigration qui parlent moins bien le français, cela pose la question de l'intégration culturelle en général. Aussi en terme de sentiment de légitimité, l'expression orale dans un groupe demande une mise en représentation de soi. Être vu, être entendu, et si on se sent exclu de son environnement social et culturel, il est peu probable qu'on se sente légitime et « utile » dans la concertation. La timidité aussi peut entraîner un refus de se montrer aux autres.

Parfois les institutions convoquent des compétences spécifiques des usagers et acceptent mal que d'autres soient exposées, notamment les compétences critiques. Dans une recherche ethnographique sur le « GTI », Laetitia Overney observe cela¹⁹. Le contexte est : une visite de site en présence d'habitants, de chargés de projets et de visiteurs anglais d'une ville jumelée. L'expérience des habitants est censée apporter

19. Overney, 2014.

une lecture concrète des espaces extérieurs en vue de leur rénovation. Le groupe arrive au niveau d'un trou d'eau sur un chemin accidenté, le chargé de projet décide de passer à droite en invitant le reste du groupe. Une habitante -JeAnnette- qui connaît par cœur cet itinéraire préconise de passer à gauche. Le chargé de projet s'entête, personne ne le suit et cela l'agace. L'habitante manifeste sa compétence d'usage régulier du lieu mais le chargé de projet l'ignore alors même que c'est le sujet de la balade. En plus, JeAnnette exprime sa compétence critique en remettant en cause la décision du chargé de projet mais cette compétence n'est pas tolérée par le représentant de l'institution.

À Doulon-Gohards les compétences d'usage sont mobilisées notamment avec les balades sur sites mais comme les intentions de projet sont déjà définies on peut douter de leur prise en compte. Les compétences critiques sont également appelées pour réagir aux propositions des urbanistes. Mais l'abstraction des modes de représentation et les seules « intentions » exposées posent question sur la possibilité de se figurer réellement ce qui sera construit et de réagir en conséquence.

3. Un lieu d'échange d(e certaines) idées et informations

Lieu de rencontre des opinions et des savoirs

Concernant les personnes interrogées qui ont participé à la concertation, tous disent l'intérêt qu'elles ont trouvé dans les ateliers de concertation en terme d'échanges. Pour M. Girard et M. David, la mixité sociale et générationnelle était au rendez-vous :

« ho bah des jeunes j'en connaissais pas beaucoup [...] mais c'était des actifs oui, nouvellement arrivés quoi. Et puis qui étaient vraiment décidés à faire évoluer le quartier. ha oui ils avaient des idées bien arrêtées »

Il estime que plusieurs générations d'habitants se sont croisées à l'occasion des ateliers et y ont confronté leurs visions pour le futur du quartier, ce qui était enrichissant. Il contre ma supposition sur le fait que les retraités étaient surreprésentés :

« ho non bah les retraités y en avait pas beaucoup. On était, j'sais pas moi, 4-5 c'est tout. Quand on voit les participants combien on était... pas loin de 30. »

Les conclusions des ateliers semblent donc intégrer les envies des nouveaux publics du quartier et sont plus à même de toucher un public jeune, potentiellement ciblé pour le renouvellement du quartier et les programmes immobiliers à venir. Cette différence de vision s'est beaucoup manifestée par les débats sur la place de la voiture et des mobilités douces¹.

M. David est du même avis :

« y avait une grande variété d'âges et d'expériences intéressantes, y avait des jeunes qui étaient quelque fois avec un capital culturel solide, des ingénieurs, filles et garçons. »

Il introduit spontanément la notion de capital culturel. Pour

1. déplacements non motorisés (marche, vélo, etc.) et/ou respectueux de l'environnement et du cadre de vie urbain (tramway silencieux, bus au gaz naturel)

lui, ces ateliers ont été l'occasion d'échanger avec des personnes qu'il ne côtoyait pas d'habitude et qu'il était heureux de rencontrer dans ce cadre :

« Y avait une dame, j'ai oublié son nom mais je l'avais vu en conférence au CCO² qui a fait partie des 4 auteurs d'un atlas géographique qui est paru il y a quelques années. Elle est prof de géographie, elle était dans notre groupe³ ».

Des personnes « savantes » donc, avec qui il a pu apprendre des choses. Ou au contraire des personnes au capital culturel moins élevé qui avaient une vision de la ville très éloignée de la sienne :

« Y en a un qui est venu me voir que je trouvais un peu fou [...]. Lui il voulait absolument un métro. Quand il voyait se construire il voyait déjà la défense ou Paris ! Et il est intervenu, il a pas eu peur parce que y en a qui n'osent pas s'exprimer. Il est intervenu en réunion il voulait son métro... Un peu éberlué ! [...] Y avait des gens qui avaient des idées un peu particulières. »⁴

Cette confrontation a permis à M. David de relativiser sur l'image qu'on peut avoir du quartier. Pour lui c'est un quartier qui possède certaines caractéristiques d'un « village » mais il a été confronté à d'autres personnes qui imaginaient Doulon comme un territoire très urbanisé et intégré aux flux métropolitains.

Sur la mixité sociale et les origines ethniques des participants, j'arrive plus difficilement à avoir des réponses : les personnes issues de l'immigration sont-elles présentes ? les plus précaires ? les locataires des bailleurs sociaux ? Déjà parce qu'il est difficile pour moi de parler « d'immigration » ou « d'origine ethnique », je me sens maladroite avec ces termes et je n'arrive pas à formuler mes questions. Je parle donc de

2. Conseil de développement de Nantes Métropole, dont l'interrogé a fait parti pendant trois ou quatres ans.

3. C. Margetic, professeure de géographie à l'Igarun, présente à la concertation pour son intérêt particulier dans la réactivation des fermes urbaines.

4. Réponse à la question : vous parliez de personnes au capital culturel élevé, y avait-il aussi des personnes au capital culturel moins élevé ?



_Un groupe lors de la balade urbaine
©Roberto Giangrande/Scopic



_Discussion entre la paysagiste et une usager
©Bruel del Mar



_Photo d'un groupe lors d'un atelier en salle
©Roberto Giangrande/Scopic

Au regard des photos présentes sur les documents de comptes-rendus et de synthèse du processus de concertation, il semble que les retraités de « type européen » soit sur-représentés. Ces hypothèses sont incertaines, les photos faisant seulement office d'indices.

« diversité culturelle » mais la question est parfois incomprise ou esquivée :

« ho bah oui, tout était représenté, même les associations. Ils avaient délégué, aussi bien le RACC que la Saint-Médard ils avaient des délégués. »

M. Girard parle des usages des personnes présentes : habitants ou acteurs associatifs, etc.. La mixité sociale n'est pas évoquée. Par contre, la diversité de situations est aussi valorisée par M. Leroux :

« Notamment dans le grand groupe initial là, de cinquante à soixante personnes c'est qu'il y avait des horizons, vraiment les gens venaient de partout. Des horizons très différents et des oppositions [...] moi je suis jardinier [...] »

« j'ai trouvé ça vraiment passionnant de voir se confronter les intérêts de chacun. Y compris comment on arrive à élaborer quelque chose... »

Par contre, concernant la diversité de « classes sociales » représentées, M. Leroux énonce les limites de ces échanges fructueux :

« C'est à dire que ce type de concertation aboutit toujours, mais c'est pas une volonté, c'est la réalité, c'est une toute petite partie de la population qui ne représente pas toute la population, qui participe à cette concertation et donc qui défend ses intérêts. »

« Mais même à son corps défendant, moi j'y vais pas pour défendre mes intérêts mais n'empêche que je suis formaté, je vis pas dans un camp de gens du voyage sédentarisé ou pas, je suis pas rom et je prétends pas les défendre à leur place et les représenter et... même chose pour une partie de la population de Doulon. »

Il évoque cette disparité quand nous parlons des conflits liés aux camps de gens du voyage, il précise que le manque de considération des plus fragiles n'est pas une volonté des participants. On peut penser que ce sont les médiateurs qui doivent prendre en compte ces manquements et de les intégrer au débat.

Concernant les logements sociaux ou accessibles pour les personnes aux faibles revenus, beaucoup de critiques sont émises dans

les comptes rendus quant à la création de logements collectifs. Il est donc probable que les habitants prônant le modèle de la maison individuelle -potentiellement les classes moyennes ayant accédé à la propriété- soient majoritairement représentés.

J'essaie de savoir si les trois hommes ont pu déterminer le statut -locataire ou propriétaire- des autres participants. C'est évidemment une question difficile et subjective, tous avouent ne faire que des suppositions. M. Girard pense que le groupe était plutôt constitué de propriétaires, il voit mal « un locataire se projeter dans l'avenir, ne sachant pas lui-même son avenir ». Pour lui, être locataire signifie ne pas pouvoir participer durablement à la vie d'un quartier, ce qui exclurait une partie importante de la population. M. David par contre pense que des personnes locataires étaient aussi présentes,

« c'est des gens de toute origine. Malgré que sur le Vieux-Doulon en général, il y a plus de propriétaire du fait du modèle pavillonnaire. »

Concernant la mixité sociale, il évoque un homme de son groupe qui était au chômage :

« il a pas beaucoup parlé mais il écoutait. Donc je pense que la concertation pour les gens qui acceptent d'y participer, à la fois pour eux c'est une manière d'être informé et de pas être oublié, je suis certains qu'ils en parlaient à leurs amis, à leur réseau, à leur famille. Je pense que ça a cet effet positif là quand même »

Il fait mention du « relais » d'information que peuvent incarner les participants pour leur entourage, et donc de la nécessité d'avoir des personnes provenant de tous milieux. Même si les personnes ne s'expriment pas, elles s'informent sur le projet et elles représentent quand même leur « classe sociale ». Elles sont présentes pour ne pas qu'on les « oublie », mais finalement en terme de considération, y a-t'il une réelle différence ? Sont-elles vraiment considérées si elles ne sont pas acteurs mais seulement spectateurs ?

Plus largement, il ne semble pas que la mixité sociale soit vraiment visible dans ces ateliers de concertation. Par contre les participants ont été

marqués par les échanges riches qui ont eu lieu, plutôt favorisés par la diversité d'usagers : habitants, commerçants, jardiniers, acteurs associatifs, chercheurs intéressé par les fermes urbaines. Et quand M. Leroux dit :

« Et y a des moments on résout les enjeux en faisant des choix et on peut pas contenter tout le monde. Mais que chacun voit quels sont... comment on contraint l'autre par ces envies »

On voit que l'objectif pédagogique de faire comprendre aux participants les contraintes de conciliation auxquelles sont soumis les élus à l'air d'être atteint. Ce qui est un des buts pour les pouvoirs publics, défini par M. Blanc dans la participation par l'information. Gildas Maquaire -directeur de Scopic- parle d'ailleurs d'une « expérience apprenante »⁵, autant pour les usagers que pour les urbanistes. Ici effectivement l'usager s'informe du projet mais il livre également aux concepteurs ses connaissances du territoire. Il fait donc une partie de leur travail sans pouvoir vraiment déterminer si son avis est pris en compte. Peut-on dire que c'est une logique montante, à sens unique ?

Pour ce qui est de la coexistence de paroles et d'opinions divergentes, M. Leroux trouve que l'agence Scopic a assuré la médiation de manière à apaiser les débats :

« et c'est là que c'est intéressant de voir tous leurs savoir-faire pour arriver à ce que chacun puisse s'exprimer sans trop de heurt quoi... Parce que des fois éventuellement on sentait que ça pouvait chauffer quoi... »

M. Girard est d'accord pour dire que la concertation s'est très bien passée. Malgré les intérêts divers le groupe a réussi à discuter calmement grâce à ses médiateurs et à la volonté de chacun d'avoir un dialogue constructif dans le temps imparti, autrement dit de ne pas remettre en question la méthode pour pouvoir avancer dans le débat et donc dans la mise en œuvre du projet urbain.

5. *Journal de projet n°3, novembre 2015*

Limites de l'espace proposé - temps, marges de manœuvre et suites

Malgré la satisfaction globale des participants interrogés, les limites de cet espace d'expression sont identifiées et il est nécessaire de les considérer. On s'appuiera notamment sur les comptes rendus de séance qui sont une synthèse partielle des discussions -on ne sait pas qui parle, seulement « un participant », « une participante »- et qui exposent les principales critiques. Souvent une réponse de Céline Coutant -chef du projet pour Nantes Métropole- est mentionnée à la suite de la question, parfois il n'y a pas de réponse écrite.

Sur la temporalité des ateliers, 5 séances de 2h15 le soir dont une finale de restitution, espacées d'un mois. Les ateliers prennent place le mardi soir.

« on se base sur l'expérience de concertation [...] le lundi c'est trop tôt (...) le vendredi les gens s'en vont et le mardi et le jeudi c'est des jours de foot (...) je sais pas si ça marche encore mais y a 8 ans on disait ça [...] On a pas des créneaux énormes donc si on demande l'avis aux gens je sais pas s'ils arrivent à trouver un temps. »

Les participants ne décident pas de l'horaire, et cela a d'ailleurs été pointé du doigt pendant les ateliers : pourquoi le mardi soir ? Cette question est laissée sans réponse. Même s'il n'y a pas de créneau parfait, il est difficile de convoquer un public varié si la plage horaire ne varie jamais.

Ensuite la durée des ateliers est critiquée :

« Dans la forme de la concertation... surtout c'était extrêmement rapide. C'est des réunions de deux heures, si je me souviens bien. 8h-10h ou 19h-21h... Et y a eu une contestation d'ailleurs interne sur la rapidité de la chose. C'est-à-dire on discute d'un projet énorme, on a dû en discuter en 6h ou en 8h. Avec les synthèses à chaque fois qui étaient faites

mais euh... c'était extrêmement difficile. [...] Et certains ont accusé, ont dit 'c'est de la pseudo concertation'. »⁶

En effet une synthèse est réalisée à la fin de chaque atelier, « à la hâte » et « sans recherche de consensus » selon un participant. Sur la rapidité des ateliers, Céline Coutant répond :

« la concertation se poursuivra suite à la création de la ZAC. Les participants consacrent déjà beaucoup de temps au projet, d'où l'importance d'un cadre et d'un processus de travail qui permet de faire progresser et aboutir la participation citoyenne, dans lequel chacun doit s'intégrer. »⁷

Autrement dit des méthodes sont testées ici et la suite du processus permettra de les affiner. Et on favorise une participation peu chronophage pour qu'elle puisse être durable, sans épuiser prestataires, élus et habitant.

Avec un temps aussi court de concertation, les personnes les moins initiées n'ont probablement pas le temps de prendre le sujet en main et n'ont pas les clés pour former et soumettre leurs idées. Cela a été évoqué en atelier par un participant : « la concertation devrait laisser le temps de monter en compétence sur ces sujets, et transmettre les règles de l'urbanisme. ». L'urbaniste a répondu qu'un effort de transmission des méthodes de la maîtrise d'œuvre avait été effectué, alors que l'habitant parlait surtout du temps nécessaire, ce qui est ignoré dans la réponse.

Concernant la définition du projet et ce qui a été retenu de la concertation : c'est assez flou et abstrait. Il est sans cesse rappelé que le projet n'en est qu'au stade des orientations, que rien n'est figé, etc. Les habitants n'ont donc pas de réponses précises sur ce qui va être fait et quand un problème survient aucune réponse claire n'est donnée. Les ateliers sont pourtant espacés d'un mois ce qui devrait permettre à la maîtrise d'ouvrage de re-calibrer le projet entre-temps mais ce n'est pas forcément le but.

6. Entretien, Maison de Quartier Doulon, 21 novembre 2018

7. Compte rendu de l'atelier n°2, Scopie, Janvier 2016

Par exemple, sur le déplacement prévu des équipements de la Saint-Médard par exemple -stade et associés-, qui doit bouger de 500m environ pour laisser place à des logements et se rapprocher de la nouvelle école. Pour M Girard « c'est là que ça butait et je crois que c'est pas tout à fait résolu »,

« on a pu exprimer notre avis mais c'est-à-dire que c'est toujours resté quand même, on voit les derniers plans c'est toujours resté là et on sent qu'il vont peut-être avoir gain de cause, c'est pas tout à fait définitif »

Les adeptes du club étaient opposés au déplacement du stade et les « je crois », « pas tout à fait résolu », « peut-être » expriment bien l'incertitude qui plane, plus de 2 ans après la concertation préalable (même chose pour les orientations concernant le marché). L'avis de l'association n'a pas été pris en compte. Cela résulte d'une logique foncière -le terrain du stade actuel a plus de valeur et est mieux relié- ce qui n'est jamais clairement exposée aux participants, même s'ils s'en doutent. Ici il y a un déséquilibre d'engagement, quand les participants donnent de leur temps et de l'énergie pour fournir des observations pertinentes, l'équipe du projet semble esquiver les difficultés au lieu de rendre compte honnêtement des logiques diverses qui structurent leurs décisions.

D'ailleurs une participant souligne lors de la concertation la déconnexion entre ce qui se dit pendant les ateliers et ce qui aura lieu dans le projet, on « laisse les gens rêver » mais ce sont les maîtres d'œuvre qui décideront et certains éléments figés ne sont pas exposés comme tels. Céline Coutant répond que ce sont les élus qui choisissent et que la séance de restitution sert à argumenter ces choix. Malgré tout on voit avec M. Girard qu'à l'issu du processus les choix n'ont pas l'air d'être clairs et les réponses des élus et des concepteurs ne fixent aucun point du projet clairement. C'est probablement parce que la définition plus précise des aménagements est censée intervenir dans l'étape suivante, dont l'avancée n'est plus communiquée aux habitants.

Plus tard un autre participant remarque que les zones d'habitat sont déjà définies et que compte tenu des zones naturelles à préserver, les possibilités d'interventions sont faibles. Il est répondu que 80 ha sont à urbaniser avec des cheminements et des squares qui sont indéfinis. Ici le décalage est grand entre la promesse : concerter concepteurs, élus et citoyens pour réfléchir à un nouveau quartier de ville ; et la réponse : vous pouvez émettre des idées sur les chemins et les parcs. C'est une critique que M. Leroux partage,

« Ce que je reproche à cette concertation c'est de parler de tout sauf de l'essentiel. [...] est-ce qu'on construit un nouveau quartier à Nantes ? Ça on le discute pas, on le fait. Quelle est sa superficie ? Quelle est son ampleur ? C'est à dire tout ça est déterminé avant par les élus et ça ne se discute pas. »

Sur le nombre de logements, la proportion de logements sociaux et la politique de développement et de logement de la ville, les concertés n'ont pas leur mot à dire. Cette politique est de plus en plus liée aux enjeux du développement de la métropole nantaise, donc même l'élue de quartier n'a pas son mot à dire. C'est d'ailleurs un des points qui a été vivement critiqué par le collectif du Jardin des Ronces -avec l'utilisation de la concertation pour justifier et donner une caution citoyenne à un projet d'urbanisation massive déjà établi- et que les chefs de projets évitent au maximum. C'est pour cela que les invariants, dont fait partie le nombre de logements prévus, sont rappelés à chaque atelier. Mais en dépit de quelques questions ou remarques, les élus ne prennent jamais position pour expliquer le choix politique ; il est seulement mentionné que cela est prévu au PLH⁸.

Enfin concernant les initiatives citoyennes, dans le 2ème atelier de concertation l'équipe de projet se demande « comment laisser de la place à l'initiative citoyenne avec différents modes de gouvernance ? ». D'ailleurs juste avant dans « ce qui doit être retenu » on trouve «

8. *Plan Local de l'Habitat*

la présence d'initiative citoyennes et de cultures, comme le Jardin des Ronces ». Pourtant on verra que dans la politique locale et dans le projet, l'initiative du Jardin des Ronces n'est pas du tout valorisée.

Dans tous les documents qui suivent, la « gouvernance » a totalement disparu. La « citoyenneté » fait son apparition dans la synthèse de l'atelier 4 sur les questions de « gestion transitoire ». L'idée d'un « comité citoyen » émerge, pour le suivi du projet et la « surveillance » de la phase opérationnelle. Ce comité ferait « le lien entre les phases » du projet (échelle urbaine de la ZAC, puis échelle de chaque programme et aménagement, seconde phase de concertation) et intégrerait des anciens de la concertation et des nouveaux pour renouveler le groupe. Ces idées sont reprises dans la synthèse de la concertation mais nous verrons en fin de partie que la continuité prévue du processus n'a finalement pas été mise en œuvre et le « comité citoyen » est sans suite. Le mot « citoyen » par contre est beaucoup utilisé dans la synthèse de la concertation mais remplace seulement le mot « participant » dans un but descriptif.

Quoi qu'il en soit le rôle du citoyen et sa capacité à agir en fonction du bien commun doivent être réfléchis. Pour M. David :

« il faut s'interroger sur la place des habitants et la place des élus, on est pas des contrôleurs au jour le jour des élus et des techniciens, il faut leur laisser le temps d'approfondir et puis ensuite périodiquement de revenir donner l'information aux habitants, le conseil municipal [...] ça me paraît compliqué parce qu'on connaît pas nécessairement tous les dossiers. Mais y manque quelque chose, ça, il manque quelque chose ».

La forme est donc à inventer. Comme il l'exprime les compétences posent question. En effet les experts de la conception urbaine qu'ils soient ingénieurs, paysagistes, urbanistes ou architectes, ont des compétences que les citoyens non-initiés n'ont pas. Et dans un système de démocratie représentative, les élus « choisis par le peuple » sont responsables des prises de décisions. Mais il y a effectivement un manque de prise en compte du citoyen qui peut mettre à mal sa volonté de s'impliquer.

Pour M. Leroux et M. David, il faut être conscient de ces limites et voir le positif de ces ateliers :

« Moi je dis que j'ai appris des choses intéressantes. Certains ont toujours le soupçon ou un doute 'on nous cache des choses, on nous dit que ce qu'ils veulent bien nous dire. [...] moi j'ai le sentiment, sans attendre de miracle, il reste des traces dans les deux sens. D'abord de ce qu'on a entendu des personnes, des élus qui sont censés gouverner, des autres participants on a des traces aussi. »

Il y a donc un échange. C'est l'occasion de connaître mieux les élus et leurs méthodes aussi, d'avoir une interface avec les concepteurs et de se confronter aux opinions des autres.

« elle a au moins le mérite d'exister. Mais faut pas non plus en faire des tonnes, [...] il ne faut pas rêver à une concertation idéale, ça n'existe pas. Donc moi je pense que c'est important d'en connaître les limites, à la fois dans le cadre. C'est à dire on sait qu'on discute pas des grandes orientations politiques, ça c'est clair, c'est pas ça qu'on discute, comment on fait ce quartier. [...] et y a manifestement une écoute. Alors moi je... je ne l'idéalise pas, mais y a une écoute »

Les promesses de la concertation comme un nouveau mode de gouvernance où le citoyen est un acteur des décisions ne sont pas tenues. En revanche c'est un dispositif à encourager car les participants y trouvent un intérêt et sont connectés au projet urbain grâce à la concertation. Mais il faut être conscient des limites ; du côté des habitants cela semble être le cas, ils ne sont pas dupes et comprennent que leur impact sera minime. Du côté des concepteurs et des pouvoirs publics par contre, la concertation -dont on peut questionner le nom au regard des limites observées par la participants- est trop souvent considérée comme une fin en soi plutôt que comme un outil complémentaire à d'autres, qui de fait n'émergent pas.

Un milieu clos : absence d'aller-retour avec l'extérieur

Les ateliers de concertation sont donc des temps d'échanges appréciés par les participants interrogés malgré leurs limites. Ils permettent une mise en dialogue du projet entre des acteurs variés. Or pour fonctionner avec les effectifs d'encadrants présents, ces groupes de travail doivent être relativement restreints. Ici environ 70 personnes sont sélectionnées pour le panel et une trentaine sont présentes dans les ateliers à la Maison de Quartier : c'est un effectif plutôt restreint par rapport au peuplement du quartier (30 000 habitants à Doulon-Bottière).

De plus, la constitution d'un groupe de travail aux participants invariants et qui se réunit (hormis la balade de site du premier atelier) en intérieur créer une opacité vis-à-vis du reste des habitants. Particulièrement quand on sait qu'une partie des documents -compte-rendu de séance qui en sont la synthèse détaillée- n'est pas accessible aux personnes extérieures. Léna pour Scopic le reconnaît :

« comme c'est assez fermé quand même faut qu'on puisse continuer à ouvrir... Recueillir une parole qui peut être discutée en atelier mais recueillir ouai une parole individuelle, créer des mini débats, je sais pas moi au marché... »

L'atelier est l'espace possible de discussions, favorisées par la formation de petits groupes qui doivent permettre l'expression de chacun, et l'exposition des arguments de manière posée et réfléchie. Mais ces temps de discussion pourraient être agrémentés d'autres paroles qui ne soient pas intégrées à la concertation. Cela pourrait sensibiliser un plus large public au projet urbain et permettrait de recueillir l'avis de ceux qui ne s'engagent pas. Car ces personnes, si elles ne sont pas prêtes à s'impliquer dans une concertation par manque de temps ou d'intérêt, ont tout de même un avis qui peut être exploité sur des thèmes précis. C'est un point soulevé par un participant à la concertation qui est resté sans réponse : Quelle possibilité pour des participants extérieurs de participer

aux ateliers et de partager les conclusions du groupe ?

Quand Scopic a répondu à l'appel d'offre pour imaginer la méthode de concertation, leur proposition comprenait des temps d'ouvertures du débat à une sphère plus large :

« on avait proposé dans notre offre que entre les ateliers, il y ait des temps... justement on voulait créer un stand mobile pour aller sur l'espace public. Et donc qu'il y ait des temps un peu de croisement avec le public, donc en retournant le voir, en disant voilà ce qu'il se passe dans l'atelier et vous vous en pensez quoi. »

Il s'agissait de décroquer la logique de panel fixe et fermé et de confronter les idées émises lors des ateliers à d'autres usagers. L'idée n'était pas de prendre directement en compte ces avis extérieurs pour la conception du projet mais d'avoir un regard neuf sur les conclusions du panel et d'approfondir cette démarche d'échange et d'interconnaissance entre les usagers et entre usagers et projets.

D'ailleurs dans le journal de projet n°3, il est fait mention deux fois d'un « espace mobile d'information et de médiation du projet pour aller à la rencontre des habitants sur leurs lieux de vie » qui doit intervenir parallèlement aux ateliers. Cette idée d'un dispositif mobile pour donner à voir le projet dans l'espace urbain est caractéristique des nouvelles stratégies institutionnelles de la participation citoyenne. Cela est particulièrement représentatif des méthodes des nouveaux acteurs du projet urbain, que peuvent être les agences de communication comme Scopic ou les collectifs d'architectes, d'artistes et/ou de designers dans d'autres projets. Juste à côté pour le projet Bottière, le collectif Dérive a construit un kiosque d'information mobile qui parcourt le quartier pour informer. Dans un contexte de concurrence entre les villes, ces nouveaux acteurs sont le symbole du renouvellement des pratiques politiques et font figure d'innovation.

Mais finalement cela n'a pas été mis en place. Léna ne sait pas dire pourquoi, c'est probablement dû à un manque de moyens. Il est difficile de savoir comment a été géré le budget et si c'est Scopic ou la



_Kiosque itinérant, concertation Bottière-Pin Sec

©Collectif Dérive/Quand même

L'agence Ville Ouverte et le collectif Dérive -associé à l'agence Quand même- sont en charge de la concertation Bottière-Pin Sec. Cette structure mobile qui parcourt le quartier est support d'information et permet de signaler la présence des équipes de projet lorsqu'elles recueillent les souhaits des habitants, sous forme de questionnaires par exemple.

maitrise d'ouvrage qui a choisi d'écarter ce dispositif. Quoi qu'il en soit, la méthode de concertation proposée n'a été que partiellement appliquée. En imaginant que les dispositifs imaginés étaient complémentaires, on peut se demander quelles sont les conséquences de ce choix.

Une discontinuité qui casse la dynamique

Comme on l'a vu précédemment quand une contestation de la méthode, de la temporalité ou de la superficialité des questionnements apparaît, la suite du processus de concertation est invoquée comme point de fuite faisant office de réponse. Pendant les ateliers, Céline Coutant parle d'une reprise de processus au lancement de la phase pré-opérationnelle, début 2017.

Dans le journal de projet n°4 sorti à l'issu de la concertation préalable et à la création de la ZAC Doulon-Gohards (juin 2016), la suite est prévue comme cela :

« En 2017, la participation citoyenne, se poursuit conformément à l'engagement des élus de maintenir la dynamique de concertation tout au long du projet. Des idées ont d'ores et déjà émergé lors de l'atelier, comme la création d'un comité de suivi.

Dans un premier temps et même si à ce jour le cadre n'est pas encore défini, des ateliers thématiques autour de l'histoire du site et du diagnostic d'archéologie préventive, devraient être proposés. En attendant, à l'initiative d'une membre du panel, une visite du quartier Bottière-Chénaie sera organisée. Une manière de découvrir son fonctionnement au quotidien. »

Concernant la balade urbaine, on ne sait si elle a eu lieu. Par contre la « dynamique de concertation » s'est étiolée jusqu'à disparaître. Au début, il m'était difficile de croire qu'un projet d'une telle ampleur pouvait être -pour les usagers- au point mort, complètement inerte. L'implication citoyenne dans le projet urbain est quelque chose qu'on sait fragile et ténu et il était fait mention dans tous les documents de la

continuité nécessaire. La remarque de Karine, habitante rencontrée au marché était parlante : « on a eu quelques infos et puis maintenant... plus rien »

D'ailleurs en guise d'informations, deux lettres du projet ont été distribuées. Une en septembre 2017, suivie d'une réunion en octobre pour présenter le projet d'atelier sur l'histoire du Vieux-Doulon (avec les archives municipales), refaire un bilan de la concertation préalable et rencontrer les acteurs des fermes urbaines (CIAP et SCIC Nord). Dans cette lettre, figure un encadré « un nouveau cycle d'ateliers vous sera proposé courant 2018 ». Dans la deuxième lettre en janvier 2018, l'encadré a disparu et une réunion au sujet de l'atelier d'histoire est seulement proposée.

L'atelier sur l'histoire du quartier a été mené par l'association de l'histoire du Vieux-Doulon, aboutissant à une exposition « images sonores du Vieux-Doulon ». Un projet sur le quartier et le projet urbain a également été mené à l'école Maurice Macé. C'est dans ce cadre que des élèves ont visité et planté au Jardin des Ronces, ce qui n'a pas été très bien perçu par Nantes Métropole. Ce projet semblait être l'initiative des institutrices.

Une maison (la Papote) a également été mise à disposition de l'association Ecos par Nantes Métropole Aménagement pour créer des rencontres entre les jardiniers et une visite inter-jardins a été organisée. Mais dans un premier temps ces initiatives n'avaient pas été communiquées comme étant en lien avec la concertation. De l'extérieur, il semble que divers dispositifs spontanément initiés par des associations ou l'école Maurice Macé aient été récupérés et présentés par Nantes Métropole et Nantes Métropole Aménagement comme la suite de la concertation.

L'intégration de ces pratiques plus quotidiennes et spontanées dans le développement du projet urbain est positive mais cela ne peut pas remplacer la concertation dont la discontinuité déconcertante n'a pas été gérée par l'aménageur.

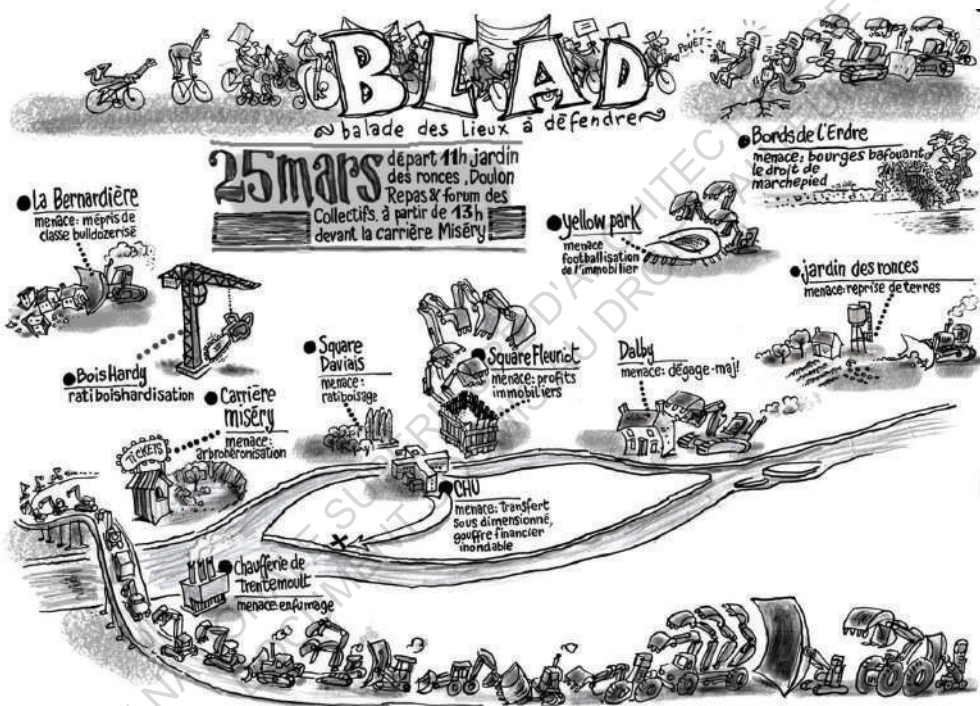
Ceci étant, un groupe d'appui à l'agriculture urbaine a été créé, comprenant des acteurs des projets de ferme urbaine, des jardiniers ayant participé à la concertation préalable et des membres de l'association Ecos. Il se réunissent 1 fois par trimestre pour faire le point sur les fermes urbaines (présentation et sélection des porteurs de projets) et sur le futur des jardins collectifs et partagés.

Aujourd'hui dans le journal de projet n°5 (Novembre 2018), à l'onglet « concertation » on trouve effectivement l'exposition « Image sonores du Vieux Doulon », le travail de l'école Maurice Macé et l'action d'Ecos. Ces différents projets permettent aux participants de renforcer leur connaissance du quartier et parfois d'exprimer leur opinion ou leur vision, mais définir ces initiatives comme la continuité de la concertation est plutôt maladroit. Ces dispositifs -hormis le travail à l'école Maurice Macé qui peut sensibiliser les parents- ne permettent pas de toucher un public plus large ou de diffuser la connaissance du projet. Ils s'adressent de manière encore plus ciblée aux acteurs du réseau associatif ou de la politique locale et concernent une part encore plus infime de la population. Il n'y a donc aucune manifestation du projet et de la réflexion en cours dans l'espace public.

Léna et l'agence Scopic ont pourtant tenté de faire comprendre à la maîtrise d'ouvrage l'importance d'une concertation continue. Une fois la concertation préalable terminée la mission de Scopic prend fin,

« notre mission s'arrête et tu peux pas... on avait plus de main là-dessus quoi. Assez vite nous on a dit que ça nous paraissait nécessaire d'organiser une concertation plus... plus globale et sur le temps du projet. ».

La maîtrise d'ouvrage prétexte alors la recherche d'une nouvelle maîtrise d'œuvre opérationnelle pour suspendre la concertation, l'équipe sera en fait la même que celle de début du projet, en 2013 (In Situ/ Bruel del Mar/Sit&A). Plus tard -mi-fin 2017-, la maîtrise d'ouvrage demande à Scopic d'imaginer quelle forme pourrait prendre la suite de la concertation mais sans être missionnés, « on l'a fait en se disant



_Support visuel d'invitation à la BLAD sur les réseaux sociaux

peut être qu'on sera missionné comme ça ». Léna imagine alors qu'un groupe panel continue la discussion sur la globalité du projet avec la maîtrise d'œuvre et que d'autres ateliers aient lieu sur « des zooms sur des fragments particuliers parce qu'ils sont dans un temps d'esquisse » avec des thèmes comme la transmission entre les nouveaux habitants et les anciens, etc. Mais la maîtrise d'ouvrage ne donne pas suite.

« ils avaient en tête de relancer un marché d'AMO concertation pour tout le temps du projet.. Mais bon ils l'ont pas fait donc j'ai pas de nouvelles, je sais pas ce qu'ils ambitionnent de faire, ça devait sortir là et ça n'a pas été fait. Je ... je sais pas. »

Pour Léna une telle discontinuité va rendre la suite difficile à gérer pour la maîtrise d'ouvrage,

« à mon sens maintenant y a presque un travail de médiation avec les collectifs qui se montent quoi. [...] La concertation elle a plutôt vocation à s'inscrire [...] dans un dialogue constructif dans un projet d'opportunités où tu peux réfléchir à plusieurs sur comment il peut répondre le mieux à tout le monde. Il me semble que là on arrive [...] à une espèce de conflit d'opposition qui monte et je suis pas sûre que ce soit juste la concertation qui puisse le dénouer. »

Elle parle du jardin des ronces qui s'inscrit selon elle dans un mouvement d'opposition de grande ampleur, à l'échelle de la métropole et contre l'urbanisation. Notamment avec l'organisation de la « BLAD » par un groupe de militants, la Balade des Lieux À Défendre qui partait du jardin des Ronces et traversait différents projets d'aménagement en cours ou à venir.

Pour Léna le risque est de voir s'entériner la confrontation avec le collectif du jardin des ronces et leur influence se renforcer, « si tu veux être un peu stratégique bah là tu laisses la voix libre à d'autres paroles un peu opposantes. (...) si tu contrôles pas l'image de ton projet tu laisses les gens qui veulent prendre le sujet le faire »

En effet cela laisse libre un espace d'expression qui n'est pas contredit par la voix institutionnelle. On peut aussi se poser la question

de l'effet de cette discontinuité sur les participants à la concertation, qui ont donné de leur temps pour participer et qui sont délaissés ensuite. Certains habitants sont également inquiets du démarrage des travaux de terrassement et ils ont du mal à trouver un interlocuteur. Pour Léna cela révèle bien l'importance de ne pas « laisser retomber », de poursuivre et de motiver la dynamique citoyenne créée. Scopic envisageait par exemple que les participants de la concertation préalable deviennent des « ambassadeurs », des référents pour diffuser l'information.

Mais ce n'est pas le seul projet où l'agence est confrontée à cette limite, la continuité de la concertation pendant les changements de phases et d'échelles est très difficile à maintenir;

« on a bien forcé pour que ça existe mais on milite et on fait passer ce message aux aménageurs, de pas lâcher la main où tu passes de l'aspect quartier au logement parce que sinon t'as trop de déconnexion et les gens sont déçu [...] t'as un truc dégueulasse qui sort quoi parce que le promoteur fait pas l'effort de se poser la question de l'intégration de son bâtiments dans l'environnement urbain. »

M. David trouve également que le suivi est moindre et pour lui cette discontinuité est aussi liée au échéances électorales,

« on a ce fameux rythme qui veut qu'avec les élections notamment municipales un an avant les élections tout est bloqué, un an après, le temps que ça se mette en place, tout est bloqué. Donc c'est une manière syncopée de fonctionnement, y a pas de suivi. Aujourd'hui si on continue pas à s'impliquer, il faut faire la démarche volontaire pour aller aux informations, on... y a pas un réel suivi... »

Il met en lumière le problème de l'accès à l'information. Pour lui par exemple qui n'utilise pas internet il est possible de s'informer parce qu'il connaît l'élue de quartier et qu'il est actif dans une association de randonnée pédestre où les langues se délient.

Et étant que nouvel habitant du quartier Bottière-Chesnaie -il a vendu sa maison de Doulon pour un appartement neuf- « le service

après-vente » est décevant. Aucun accompagnement n'est mis en place pour assurer un lien entre concertation préalable, projet et vie.

L'espace institutionnel d'échange que représente la concertation permet donc aux participants d'échanger sur leurs volontés pour la ville, tout en étant fortement limité. Comme disait Monsieur David « c'est bien que ça existe » mais ce qui pose question c'est l'usage qu'en font les pouvoirs publics en terme de communication. Le processus est souvent présenté comme un nouveau moyen d'exercer son pouvoir de citoyen et d'être entendu dans le projet. Or c'est un espace exceptionnel qui ne ramène pas la démocratie locale dans le quotidien des usagers. En terme de temporalité, il n'y a pas de constance du processus et en terme de participation, cela concerne un certain type de personnes et en petit nombre. Il faut donc relativiser sur l'intérêt d'une concertation surtout quand l'information sur le projet n'est pas aboutie.

Espace 2

[La cité se pratique]

*

1. Ecos à Doulon, une relation avec l'aménageur peu comprise

C'est en m'intéressant à la concertation et au Jardin des Ronces que je découvre Ecos. C'est une association initiée en 2006 par un plasticien de la maison radieuse de Rezé qui souhaitait créer du lien entre les habitants de son quartier. Depuis, « par la nature en ville, par l'occupation de l'espace public à la fois dans l'écologie et à la fois par des œuvres artistiques, [Ecos] crée des initiatives collectives. »¹

Leur position dans la concertation me pose question et leur action à Doulon est de prime abord difficile à cerner. Avant de rencontrer Ecos sur le terrain, Aurore -salariée- m'accueille dans les locaux de l'association pour un entretien. Nous arrivons dans les bureaux de l'association avec Alexis qui réalise son mémoire sur l'agriculture urbaine et se joint à nous pour l'entretien. Le bureau de l'association est dans un immeuble d'habitation près de l'hôtel de région², voisin avec des bureaux de bailleurs sociaux et des logements. Au moment où nous arrivons, quatre personnes sont présentes, toutes salariées. L'ambiance est agréable, c'est un lieu calme, rempli de douceur. On nous propose des thés et infusions bio, nous nous fauflons jusqu'à la salle de réunion entre les bottes en plastique et les rouleaux de géotextile.

Une arrivée commanditée par l'aménageur

Dans le cadre du projet Doulon-Gohards, Ecos est d'abord sollicité par Nantes Métropole Aménagement et la SNCF -propriétaires de jardins familiaux- pour réaliser une étude sur les jardins de la ZAC. Pour Oriane, cet appel traduit une « volonté d'intégrer les jardiniers dans la concertation », et ici Ecos se place comme représentant des jardiniers, porte d'entrée et porte-parole. Leur mission a été de réaliser un diagnostic

1. Entretien, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018

2. Ils ont aujourd'hui quitté ces bureaux après un cambriolage, ils sont hébergés temporairement au Triempolino et cherchent de nouveaux locaux.

des 6 principaux secteurs de jardins collectifs, partagés ou familiaux du quartier.

D'abord la Croix-Rouge, Noë Garreau et la Papotière en 2016, puis Nantes Métropole Aménagement est revenu vers eux en 2017 pour les Chaupières, les Ronces et le Bois des Anses. Il s'agit d'une analyse du foncier : à qui appartiennent les terrains ? est-ce public ou privé ? Ainsi que d'une analyse des pratiques :

« Qu'est ce qui est mis en place par les jardiniers ? Est ce qu'ils mutualisent leurs graines ? est-ce qu'ils mutualisent leurs outils ? est ce qu'ils récupèrent de l'eau ? est-ce qu'ils prennent l'eau du puit ? Voir leurs pratiques, vraiment c'était ça, voir aussi les échanges qu'ils avaient avec le quartier. »

Comme il y a souvent peu d'interconnaissance entre les différents jardins, c'était aussi l'occasion de rencontrer les jardiniers et de leur faire découvrir les autres jardins lors d'une balade. À la suite des deux études, l'association a publié des « carnets de voyages » pour en rendre compte.

Pour Nantes Métropole Aménagement, faire appel à Ecos pour le diagnostic foncier a ouvert une porte d'entrée privilégiée par rapport à ces usagers jardiniers.

« Nous vu qu'on est assez... Enfin on connaît plutôt bien les jardins, on a tendance à travailler pas mal dans l'accompagnement de jardins partagés, collectifs, familiaux... C'était possible pour nous de faire une étude »

La position d'acteur associatif et l'habitude d'être en contact avec les jardiniers ont permis de les mettre en confiance et d'avoir un regard avisé sur leurs pratiques. De plus Ecos est bien ancrée dans la pratique du jardinage à Nantes et leur expérience peut permettre de justifier leur introduction dans le quartier pour les usagers des jardins. Ainsi le premier contact n'induisait pas un rapport usager-institution mais plutôt un rapport usager-usager, effaçant les angoisses possibles liées au projet urbain et à la perte potentielle du contrôle de son jardin.

Ces jardins ont tous des réalités très différentes. Ceux de la Croix-



Jardin de la Croix-Rouge

©Ecos



Jardin Noël-Garreau

©Ecos



Jardin de la Papotière

©Ecos

Rouge par exemple sont détenus par la SNCF qui historiquement les mettait à disposition des cheminots, la superficie des parcelles est semblable à celles des jardins partagés gérés par la ville de Nantes. Au jardin de la Papotière, une partie du terrain appartient à Nantes Métropole et l'autre partie appartient à des propriétaires privés qui mettent à disposition ou louent des parcelles à des particuliers. Certains sont aussi des lieux d'habitations comme le Jardin Noë Garreau, particulièrement hostile à l'intervention de personnes extérieures. Ici se côtoient potagers nourriciers et habitats informels.³ Si certains jardins et potagers relèvent du loisir, d'autres sont des lieux de subsistance, l'enjeu de leur aménagement est donc crucial.

C'est en réalisant ce diagnostic qu'Ecos s'ancre dans le quartier et commence à devenir une interface entre les jardiniers de ces six jardins et le projet urbain.

Ecos, le jardin des ronces & l'étiquette Nantes Métropole Aménagement

À la suite de ce diagnostic l'association se retrouve symboliquement associée à l'aménageur,

« Dès qu'on est arrivé sur le quartier on avait cette étiquette Nantes Métropole Aménagement [...] elle nous a été donnée de fait. Même si c'était pas ce qu'on voulait. [...] Nous on se veut pas du tout être le représentant de Nantes Métropole. »⁴

C'est principalement le Jardin des Ronces qui pose frontalement la question du rôle d'Ecos par rapport à l'aménageur. Ils n'ont pas souhaité coopérer avec Ecos pour le diagnostic des jardins, refusant d'être une « caution verte »⁵ pour ce projet de « bétonisation ». Dans un communiqué du 12 septembre 2017, le collectif du Jardin des Ronces explique son point de vue sur l'intervention d'Ecos :

3. *Ecos, Avril 2016.*

4. *Entretien, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018.*

5. *Collectif du Jardin des Ronces, Décembre 2017.*

« Commençons par l'association ECOS qui expérimente des projets transversaux liant écologie urbaine, art et pratiques alternatives dans les espaces communs, publics et partagés de Nantes et sa Métropole.

Dans le cadre d'un appel à projet de Nantes Métropole, cette association a intégré le projet urbain des Gohards, avec une mission assez floue de mise en relation des différents jardiniers, de dynamisation de cette activité sur la zone. Rapidement, on s'est questionné sur la mise en place d'un acteur devant impulser, dans le cadre du projet, ce que nous faisons naturellement en dehors. [...] Comment ne pas voir dans cette stratégie la volonté d'utiliser une association pour mieux légitimer l'expulsion de notre projet ? Nous avons rencontré des membres d'ECOS pour en parler. Ils ne semblent pas apprécier cette manœuvre de Nantes Métropole, et on espère qu'ils se positionneront sous peu publiquement aux intéressés. »⁶

L'introduction d'Ecos, une association qui porte des valeurs proches du Jardin des Ronces -réappropriation des espaces publics, échanges entre les personnes, végétalisation de la ville- inquiète car les pouvoirs publics invitent les jardiniers à se tourner vers Ecos à un moment où l'avenir du Jardin des Ronces est compromis⁷. Pour affirmer son opposition au projet, la stratégie du collectif des Ronces est de refuser toute collaboration avec Nantes Métropole. Aussi l'implication dans le projet d'organismes comme Ecos, Terre de Liens ou la Confédération Paysanne « déçoit » le collectif du Jardin, qui regrette de ne pas être plus appuyé.

Mais en dehors de l'interface médiatique, à titre plus personnel, le dialogue entre les salarié.e.s d'Ecos et les membres du collectif des Ronces n'est pas fermé. Paul raconte une de leur rencontre, c'est Ecos qui se déplace au jardin :

6. *Ibid.*

7. *À ce moment les jardiniers des ronces apprennent lors d'une réunion publique que le Jardin des Ronces n'est « pas à la bonne place » et que les jardiniers mécontents peuvent prendre contact avec Ecos pour être réaffecter.*

« Les filles qui sont venues [...] peut-être qu'elles avaient moins réfléchi à tout ça mais elles étaient toute prêtes à penser comme nous et le fait que l'association soit mise à contribution par la ville de Nantes pour faire la caution... Voilà du coup c'est la gentille petite association qui [...] fait l'interface et qui fait la vitrine. Ça les mettait mal à l'aise parce qu'elles pensaient un peu la même chose que nous, sur le fond, elles étaient dans cette association pour faire quelque chose de beau, et elles voyaient que l'asso se faisait retourner par la mairie et qu'elles se faisaient mettre à profit un peu. »⁸

La convergence de valeurs portées dans l'action d'Ecos et du Jardin des Ronces est évidente, mais c'est leur stratégie qui diffère. Ecos -en tant qu'association reconnue d'utilité publique- entretient sa relation avec Nantes Métropole Aménagement pour pouvoir porter les valeurs de l'association dans le projet. Le collectif du Jardin des Ronces est en rupture de dialogue avec l'aménageur et la métropole pour faire figure d'opposition ferme. Malgré tout, la posture d'Ecos par rapport au collectif du Jardin des Ronces est ambiguë car l'association semble critiquer l'utilisation de leur action par l'aménageur, alors que c'est ce même aménageur qui les a introduit sur ce territoire. La formulation de leur mission et la communication entretenue avec Nantes Métropole Aménagement posent question.

Pour clarifier son rôle et sa position par rapport au Jardin des Ronces, Ecos répondra par un communiqué le 1er Décembre 2017, dans lequel ils expliquent leur action à Doulon-Gohards pour Nantes Métropole Aménagement : l'état des lieux des jardins en 2 phases, un repérage des acteurs locaux de l'agriculture urbaine et l'ouverture de la Papote, maison mise à disposition par Nantes Métropole Aménagement. Ils soutiennent dans ce texte la dynamique du Jardin des Ronces en rappelant les enjeux du lieu :

« Le Jardin des Ronces, avec ses cultures communes, s'inscrit dans

8. *Entretien, Jardin des Ronces, 29 Avril 2018.*

cette dynamique citoyenne, autour de la construction d'espaces communs favorisant la biodiversité et le lien social. Il développe de nombreuses activités qui répondent à ces attentes : organisation d'événements collectifs, culture en permaculture, implantation de nouvelles espèces notamment de fruitiers, présence de ruches... tout cela dans une démarche collective et de transmission.

Ecos dans sa posture et ses missions de médiateur dans le projet urbain et son activité dédiée à l'écologie urbaine, souhaite transmettre ces attentes et besoins exprimés par les jardiniers et contribuer à la mise en place de solutions.

Elle souhaite ainsi par sa présence, défendre la conservation d'espaces à cultiver dans le quartier, la prise en compte des acteurs locaux dans le projet urbain, [...] »⁹

L'organisation collective du jardin et son action globale est valorisée mais il n'y a pas de positionnement pas sur la question de l'autogestion ou sur le positionnement politique. Ils assument leur relation avec Nantes Métropole Aménagement et se placent comme « médiateur dans le projet urbain » pour faire valoir les intérêts des jardiniers. Enfin, en expliquant qu'ils souhaitent « défendre la conservation d'espaces à cultiver » ils utilisent le vocabulaire de la lutte et semblent se placer comme alliés du Jardin des Ronces¹⁰.

Pour Aurore, le jardin des ronces est un acteur incontournable de la mutualisation sur le terrain et elle regrette que le dialogue n'ait pas été possible :

« ils sont absolument pas dans la discussion à partir du moment où il y a Nantes Métropole Aménagement derrière, et nous clairement

9. Ecos, Décembre 2017.

10. Dans les mouvements militants du territoire nantais qui s'opposent aux grands projets d'urbanisation ou d'infrastructure, il est souvent fait mention de collectifs « qui luttent » contre les dits projets. Et le terme « défendre » appartient à ce champ lexical. À l'entrée du Jardin des Ronces on peut lire « Jardin À Défendre », inscription qui fait référence aux ZAD (« Zone À Défendre ») comme celle de Notre-Dame-Des-Landes mais pas seulement. Ecos fait ici référence à ce vocabulaire de la défense des territoires.

ils nous voient comme étant un des acteurs utilisés [...] pour créer cet aménagement là ».¹¹

Mais l'association devait se positionner clairement en tant que structure :

« il y a eu des interpositions entre des gens des Ronces et d'Ecos, mais personnellement, les salariés d'Ecos vont au Jardin des Ronces où des trucs comme ça. Parce que on a les mêmes valeurs, voilà. Mais Ecos c'est une association apolitique, et on va pas rentrer dans la lutte parce que c'est pas voué à ça. »

Ecos en tant qu'association « apolitique » ne souhaite pas se positionner comme « acteur de la lutte » même si les convictions personnelles et les valeurs portées par ses salarié.e.s rejoignent celles du Jardin. Ecos est une association notamment financée par des subventions publiques et c'est un projet professionnel pour les salarié.e.s. Ainsi, leur positionnement doit toujours permettre d'entretenir de bonnes relations avec les pouvoirs publics et les aménageurs, pour se voir confier des missions dans les projets urbains et pour assurer leur pérennité. La santé financière de l'association dépend entre autres des pouvoirs publics locaux, ce qui n'est pas le cas du Jardin des Ronces.

Cette clarification de leur action était nécessaire pour Ecos en interne et pour les jardiniers de Doulon concernés par leur action. M. Leroux qui jardine dans les jardins familiaux de la Papotière -1ere phase de diagnostic- savait qu'ils étaient missionnés mais pas clairement pour quoi et pour qui :

« Moi j'avais pas compris au départ... que leur étude avait pour but de voir ce qu'on faisait de ces terrains, moi j'en savais rien. J'avais compris qu'ils avaient une mission par rapport à la ville mais laquelle précisément... »¹²

L'éclaircissement de leur positionnement a permis de rétablir la

11. Entretien, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018.

12. Entretien, Maison de Quartier, 21 Novembre 2018.

transparence avec tous les acteurs. Ecos assume sa relation avec Nantes Métropole Aménagement, il font ainsi remonter les attentes et les besoins des jardiniers dans le projet urbain et ils se placent comme « médiateurs ». D'ailleurs c'est souvent la position prise par les associations face à l'offre participative institutionnelle. Les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics sont une ressource supplémentaire pour l'action des associations et aller dans leur sens permet d'acquérir plus de légitimité et d'influence sur la scène institutionnelle.¹³ Leur stratégie est celle du « faire avec » les pouvoirs publics plutôt que de « faire à côté » comme peut le faire le Jardin des Ronces.

Doulon-Gohards, un nécessaire aménagement

Et si Aurore et Ecos ne soutiennent pas tous les aspects du projet urbain Doulon-Gohards, l'aménagement de ce morceau de territoire est nécessaire :

« cette zone-là ne peut pas rester comme ça actuellement quoi, parce que c'est pas vivable, actuellement je sais pas si vous avez pris certaines rues, mais il y a des nids de poule partout, la route elle est saccagée, il y des dépôts impressionnants de décharges sauvages quoi, et c'est pas viable quoi. »¹⁴

Ecos est d'accord avec l'idée que le quartier soit transformé, pour ne pas rester en « statut quo ». Certains espaces et notamment les voies de circulation qui bordent les campements où vivent des personnes roms, tziganes et gens du voyage sont en mauvais état et polluées par de nombreux déchets. C'est un point de crispation pour les élus et les habitants de Doulon qui sont de moins en moins tolérants et accueillants à mesure que la situation se dégrade. Comme M. Girard, l'ancien maraicher né à Doulon qui disait :

« l'image du quartier se détériore à vitesse grand V. Quand on

13. Rui, *Villechaise-Dupont*, 2005.

14. *Entretien*, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018.

va par ici là [montre sur la carte] faut voir, faut pas se promener, c'est une zone de non-droit »¹⁵

Cette critique de la « dégradation » physique du quartier et de l'augmentation de l'insécurité formulée par les habitants est un élément moteur pour l'aménagement, d'autant plus justifié que certaines associations y adhèrent. C'est une logique qui est souvent à l'œuvre dans les projets urbains et ici elle stigmatise particulièrement les populations roms, tziganes et gens du voyage. Comme le disait M. Girard :

« les gens sont impatients, impatients de voir les travaux commencer et puis de voir arriver des nouveaux gens, des nouveaux habitants. »

Les terrains occupés par les personnes tziganes, roms et gens du voyage sont pour la plupart destinés à être aménagés au cours du projet. M. Girard évoque donc le souhait de certains habitants de voir les camps repoussés hors de leur quartier pour laisser place à des logements standardisés et à « d'autres gens » qui permettrait un quartier « viable ».

Concernant Aurore, l'idée de réactiver des fermes urbaines lui paraît intelligente mais elle regrette qu'il n'y en ait pas plus. À propos des logements, le parti-pris lui paraît discutable car des logements vacants existent en centre-ville et pourraient être rénovés. Tout cela relève de choix et de décisions politiques sur lesquelles Ecos en tant que structure ne prend pas parti.

« L'aspect qui change un peu de l'ordinaire, dans ce projet urbain, c'est la réactivation des fermes, ou la prise en compte en tout cas des jardiniers, parce qu'il se veut un des quartiers de l'agriculture urbaine, sur Nantes quoi, clairement ils se positionnent là-dessus et c'est très politique aussi, chaque sujet est politique. Donc il faut aussi marcher à tâtons. »

Cela étant elle ne nie pas le statut très politique de créer un « quartier de l'agriculture urbaine », thème très à la mode dans les

15. Entretien, Maison de Quartier, 21 Novembre 2018



—Décharge sauvage Rue du Moulin du Marais © Jérôme fouquet / Ouest France

Dans deux articles publiés à un an d'intervalle (6.11.2017 et 18.11.2018), le journal Ouest-France expose la situation à l'est du quartier Doulon, entre la rocade et la route de Sainte-Luce. Des décharges à ciel ouvert apparaissent depuis plusieurs années et le problème persiste.

Le premier article donne la parole à un habitant d'un terrain familial de la ville loué à des familles de gens du voyage. Il ne supporte plus la décharge sauvage qui se situe devant chez lui, où particuliers et entreprises viennent jeter leurs déchets la nuit, et il déplore l'amalgame qui est fait entre les communautés de gens du voyage qui vivent ici -sédentarisés pour certains- et l'apparition de ces décharges.

Dans le second article c'est Catherine Touchefeu, l'élue de quartier qui s'exprime sur cette confusion : «on a trop tendance à mettre les dépôts sauvages sur le dos des gens du voyage [...] C'est un amalgame, c'est trop facile.»

métropoles qui réussissent. Ici la création d'un quartier qui intègre des fermes urbaines est valorisée par une communication jouant sur l'innovation et l'écologie que la politique nantaise permet. Aurore expose donc le caractère paradoxal de leur positionnement, entre volonté d'« apolitisme » pour ne pas compromettre leurs relations aux pouvoirs publics ; et leur participation à ce projet urbain qui est l'expression directe de choix politiques.

Ecos cherche sa place entre être un outil de la maîtrise d'ouvrage et des aménageurs et se faire le défenseur des pratiques et des intérêts des citoyens. Mais dans tous les cas l'association qui œuvre pour l'écologie et la nature en ville se doit de faire partie de ce projet urbain, « d'en être », la difficulté étant d'y ancrer concrètement leurs valeurs.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS À L'INFORMATION

2. La Papote, un espace relai peu visible

La Papote, enjeu de l'occupation

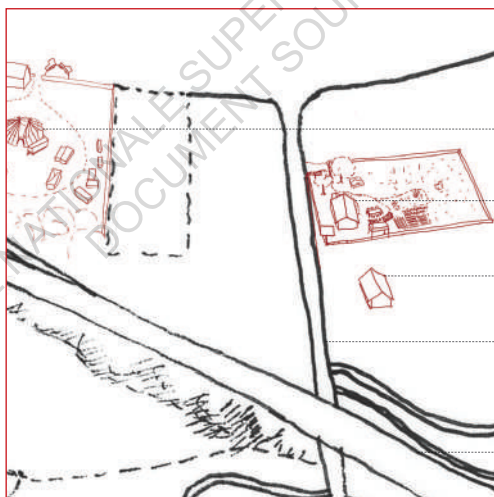
En juin 2017, une maison est mise à disposition d'ECOS par Nantes Métropole Aménagement pour « préfigurer de nouveaux usages et pratiques dans le quartier autour du jardinage en ville »¹. Suite au diagnostic réalisé sur 6 jardins, cette maison permet à l'association de pérenniser sa présence à Doulon.

Pour Aurore, le but est « de mutualiser les pratiques, d'avoir un point d'ancrage pour faciliter les choses, faciliter les échanges, pouvoir faire une réception par exemple de compost, de paille et pouvoir après re-dispatcher dans les jardins ». C'est un lieu de centralisation de la matière, des outils mais aussi de la connaissance. Des ateliers de création sont organisés, l'association essaie d'élargir son public en faisant varier les thèmes : jardinage, bricolage, « dans tous les cas on revendique une idée de faire soi-même, de système D créatif ». La Papote tend à devenir un lieu de rencontre, en créant des discussions sur des problématiques culturelles ou des événements festifs. Ils ont par exemple fait intervenir l'association Roata² au cours d'un temps d'échange entre des habitants roms et des habitants des maisons et appartements du quartier. Le Quai des Chaps qui accueille des artistes du spectacle est aussi intervenu.

Autant pour Nantes Métropole Aménagement que pour Ecos, la démarche à la Papote est expérimentale. Pour Aurore, « la seule attente qu'ils ont vraiment c'est qu'on occupe le lieu ». En effet la maison est régulièrement squattée du fait de son isolement géographique. Le prêt de cette maison à l'association est probablement un moyen pour Nantes Métropole Aménagement de prévenir le squat et l'occupation illégale de sa propriété. De plus, Ecos valorise la maison en investissant dans son

1. www.ecosnantes.org/la-papote

2. Roata [la « roue » en roumain], association nantaise qui lutte pour le « vivre ensemble » et accompagne le projet de vie et l'accès aux droits de familles migrantes roumaines.



Le Quai des Chaps

La Papote

Le voisin

Rue de la papotière

Le périphérique

— Situation de la Papote



_La Papote vue depuis la cour

photographie personnelle

entretien, même si cela se fait de façon modeste en peignant une fresque sur la façade, en posant un nouveau verrou ou en « faisant fonctionner le chauffage. C'est une situation assez récurrente où des associations, des collectifs d'artistes ou d'architectes, sont missionnés par les pouvoirs publics pour assurer la transition dans des lieux qui pourraient être squattés. Tout en assumant le gardiennage et en empêchant l'informel de s'installer, ils valorisent l'action publique et montre que des moyens sont donnés aux associations pour innover. Bien qu'Ecos ne pensait pas cela nécessaire au début, des retours sur l'utilisation du lieu sont attendus par l'aménageur :

« il y a quelques temps ils nous ont dit 'bah on a besoin de vos retours, on a besoin de savoir un peu ce qu'il se passe, parce que c'est important pour nous, c'est important aussi pour le projet urbain, pour la globalité aussi, et faut pas que vous fassiez les choses dans votre sens. C'est assez nouveau aussi pour ECOS de s'intégrer à un projet urbain comme celui-ci, parce d'habitude on est au plus près des habitants, et on doit aussi s'adapter en fonction des interlocuteurs qu'on a quoi. »³

L'aménageur ne veut pas que la maison serve les seules actions et intérêts d'Ecos mais que ce lieu soit un outil du projet et alimente les ateliers de « concertation ». Comme on l'a vu plus tôt, à l'issue des ateliers menés avec Scopie, le processus s'est arrêté contrairement à ce qui avait été annoncé par la maîtrise d'ouvrage. L'aménageur prend alors appui sur la Papote pour contrer ce manquement alors même que leur action n'avait pas vraiment été communiquée jusqu'ici. Dans le journal de projet n°5 (novembre 2018), catégorie « concertation », Nantes Métropole officialise l'intervention d'Ecos dans le quartier et fait de la publicité pour la Papote. Ils indiquent d'ailleurs l'adresse de la maison -où Ecos est présent de manière très occasionnelle- mais pas le contact de l'association. On peut douter que leur volonté soit vraiment de mettre en relation les habitants et Ecos dans ce contexte, mais cette communication donne l'impression que la continuité de la concertation est assurée.

3. Entretien, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018



ZOOM

Ça jardine et ça papote !

ECOS, association d'écologie urbaine, a été missionnée en 2015 pour identifier les différents sites de jardins et les pratiques des jardiniers œuvrant dans divers cadres juridiques plus ou moins formalisés : jardins Sncf de la Croix-Rouge et de la Noë-Garreau, jardins de la Papotière, jardin autogéré des Ronces, jardins municipaux des Chaupières et du Bois des Anses. En juin 2016, l'association a ouvert un lieu d'échanges. Plusieurs ateliers ou manifestations y ont été organisés : troc de graines, battage de graines, atelier conservation de légumes, ateliers de construction de châssis, de compostage, de greffe d'arbres fruitiers, Noël à la Papote, fête de printemps, atelier signalétique et fresque. Des collaborations ont été nouées avec l'Institut spécialisé – ITEP des Moissons Nouvelles et le lycée du Grand Blottereau.

Contact : La Papote, 102 rue de la Papotière.



Article sur La Papote, onglet « concertation »

Journal de projet n°5, novembre 2018

©Nantes Métropole

Concernant les ateliers de concertation Ecos n'a pas été sollicité comme coordinateur ou acteur, mais Oriane a participé comme spectateur.

« on est amené à en faire des concertations, mais [...] on fait en sorte que ce soit une concertation, que ce soit... que les participants de la concertation puissent se l'approprier. »

Pour elle l'idée de concertation n'est pas vraiment respectée, l'aspect trop dirigé des ateliers empêche les usagers de se saisir de sujets qui les touchent.

« ça reste typique d'une concertation de ZAC. Ça pose pas vraiment le... C'est très très limité. »

Aurore a fait des études dans l'aménagement urbain, pour elle l'intervention de Scopic n'apporte pas de remise en question du processus classique et aucun résultat probant n'émerge. On remarque qu'Ecos n'est pas invité à mettre en œuvre toutes ses compétences, l'association a un regard critique sur le processus de concertation mais l'aménageur ne l'intègre pas au projet. Nantes Métropole Aménagement semble faire

intervenir Ecos sur des actions localisées et ne leur donne pas de levier pour être acteur de la construction de la concertation. La compétence critique d'Ecos sur ce dispositif de participation institutionnel est probablement crainte par l'aménageur et d'ailleurs les associations qui auraient pu créer un contre-pouvoir⁴ -ou du moins remettre en cause certaines décisions ou modes de fonctionnement- au sein de la concertation (Ecos, Roata) ne semblent pas avoir été conviées.

La Papote, figure de relais de l'information descendante

Avec son étiquette Nantes Métropole Aménagement acquise à son insu lors de la mission diagnostique, l'association est souvent questionnée sur l'avancée du projet.

« On a notre voisin qui vient presque tous les lundis nous poser des questions sur : 'bah ils font quoi là parce qu'on a vu 5 tractopelles... et tout le jardin vient d'être rasé' [...] »⁵

De nombreuses questions des habitants sont laissées sans réponse par les pouvoirs publics, notamment en février-mars 2018 où plusieurs terrains ont été défrichés pour lancer les fouilles archéologiques préventives. Beaucoup d'arbres ont été coupés, broyés et le sol préparé pour accueillir les fermes mais l'aménageur n'a pas mis en place la communication nécessaire.

Ainsi Ecos qui a un point d'ancrage connu de certains habitants devient une interface avec le projet, un interlocuteur accessible et visible.

« Il faut savoir comment ça se passe un projet urbain, pour savoir qui tu contacte, parce que déjà t'habites dans un quartier tu crois que c'est la ville de Nantes qui va t'informer [...] la base c'est de pouvoir identifier qui appeler, et c'est déjà un gros travail »

Ecos aide les usagers à identifier à quelle structure s'adresser.

4. Rui, Villechaise-Dupont, 2005.

5. Entretien, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018



_Permanances des services civiques à la Papote, Mars 2018 ©Ecos



_Permanances des services civiques à la Papote, Mars 2018 ©Ecos

Dans le cadre d'un projet métropolitain, il y a une multiplication des acteurs et il est souvent difficile de savoir qui assume quel rôle entre la municipalité, Nantes Métropole et Nantes Métropole Aménagement. Cette multiplicité des acteurs leur permet aussi parfois de se renvoyer la balle et finalement personne n'assume la responsabilité du problème de communication.

En échange de l'occupation de la maison, l'association demande donc à être informée de l'avancée du projet. Quand ils ne peuvent pas répondre aux habitants les inquiétudes se renforcent et étant directement sur le terrain, Ecos doit gérer ces craintes. Pour Aurore, Nantes Métropole Aménagement est conscient du manquement,

« ils le savent qu'il y a un problème de communication et ça va dans les deux sens. À la fois eux ils arrivent pas à faire soulever les questions et à répondre aux inquiétudes sur le projet urbain, et à la fois vu qu'on est pas au courant de ce qui se passe ça soulève des inquiétudes donc en fait c'est un cercle vicieux. »

Les interlocuteurs associatifs à l'image d'Ecos sont des clés dans la résolution de ces problèmes mais c'est également un moyen de décharge de responsabilité pour Nantes Métropole Aménagement. Finalement ils assument certaines de leurs obligations avec un budget limité et des horaires de travail rémunéré qui ne permettent pas d'être pleinement disponibles. De plus le public de la Papote est assez ciblé et elle ne permet d'informer qu'un petit nombre de personnes.

Moyens, Limites et perspectives

L'animation de la Papote commence en novembre 2017, elle est possible grâce à trois personnes en service civique engagées par l'association. Elles tiennent deux permanences par semaines, le lundi et mardi de 14h à 18h et organisent des événements ponctuels pendant 8 mois. À la fin de leur mission en juillet 2018, les permanences s'arrêtent

et la maison est occupée sur des « temps forts » plus ponctuels.

Les permanences ne permettaient que d'atteindre un public relativement restreint en raison de leur temporalité, difficile d'accès pour les actifs à horaires fixes notamment. Pour étendre leur réseau à Doulon, il aurait fallu faire varier les lieux, les horaires et accentuer la communication. Mais l'association avec ses 4 ou 5 salariés et ses missions dans l'ensemble de Nantes n'en a pas les moyens. Ces temps permettaient par contre de créer un repère régulier et une continuité d'action.

« C'est pas évident pour nous non plus d'être sur un terrain comme ça quoi, on y met beaucoup d'énergie aussi et beaucoup de temps, et puis pour l'instant c'est pas un quartier qui est propice au développement d'initiatives collectives comme la Papote le souhaiterait »⁶

Pour beaucoup de projets, l'association essaie d'abord de créer une dynamique au niveau des habitants/usagers pour ensuite les laisser porter le projet et pouvoir en initier d'autres ailleurs. Mais à la Papote la dynamique est lente à se créer et difficile à maintenir. Pour Ecos les subventions se raréfient, l'équipe ne peut pas s'agrandir et la présence à Doulon est discontinuée.

De plus la Papote semble être un projet particulier car elle ne répond pas directement à un besoin formulé par des habitants ou la collectivité. Ailleurs à Nantes, sur la création de parcelles de culture collective, l'association répond à la demande de jardiniers qui n'avaient pas de lieu de cultures. Ici l'intervention est à l'initiative de l'aménageur dans un premier temps et de l'association ensuite.

Un autre facteur limitant pour le développement de ce lieu d'échange est son manque de visibilité. La localisation de la maison est difficile, coincée entre le périphérique et une zone d'activité, loin des quartiers d'habitations. Elle longe la rue de la Papotière, difficile d'accès pour les piétons. Il est difficile de tomber par hasard sur la Papote, c'est un lieu de destination où on se rend pour un événement dont on a été informé

6. Entretien, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018

à l'avance.

La communication dans les réseaux associatifs en place semble également faible. M. David⁷ qui est très actif dans les associations et qui connaît beaucoup de gens à Doulon ne connaît pas Ecos, il a entendu parlé de la Papote mais n'a jamais visité le lieu car il ne s'intéresse pas au jardinage et est déjà beaucoup prit. Plusieurs personnes interrogées méconnaissent pareillement l'association et le lieu. Il semble que la pratique du jardinage à Doulon se fasse de manière localisée, individuellement ou en petit groupe et hors du réseau associatif. La Papote semble être un espace peu visible pour les habitants qui ne jardinent pas dans les jardins partagés ou familiaux.

Enfin le stockage de matériel est risqué en raison des squats réguliers, c'est un frein pour faire de la Papote un lieu de centralisation de matériel pour les jardins.

Quoi qu'il en soit pour Ecos la Papote permet de s'implanter dans ce territoire, futur « quartier de l'agriculture urbaine ». D'ailleurs Ecos appartient au Collectif Lab'AU⁸ qui porte le projet de la Maison des Agricultures Urbaines⁹. Le projet est en cours de développement mais déjà le Lab'AU prévoit comme première étape la construction d'une micro-architecture démontable, à l'image d'un fab-lab¹⁰ de l'agriculture urbaine. Ce module permettrait des « résidences d'agriculture urbaine », à l'image des résidences d'artistes et constituerait un lieu identifiable de création et de discussion. Cette micro-architecture et les premières expérimentations prendraient place à la Papote. Le lieu s'inscrit donc

7. Entretien, Maison de Quartier, 15 novembre 2018

8. [Laboratoire de l'Agriculture Urbaine], avec BioTfull, Nantes Ville Comestible, Bio-T-Full, Permaculture 44, Riche Terre et des personnes indépendantes

9. « Projet pour un lieu ressource [...] permettant de rendre visible et de démocratiser l'agriculture urbaine, d'accompagner les citoyens et porteurs de projets, de fédérer un réseau d'acteurs autour de cette problématique », www.ecosnantes.org

10. « fabrication laboratory », laboratoire de fabrication où des outils et machines sont mis à disposition des adhérents pour la réalisation de projets.

dans une dynamique bien plus large que celle du territoire Doulon-Gohards et résonne à l'échelle métropolitaine.

L'enjeu est également de conserver ce lieu le plus longtemps possible, pour ne pas s'y investir vainement et parce que les possibilités offertes par la taille du terrain sont très appréciables. Des logements collectifs sont prévus à l'emplacement actuel de la maison.

« Notre objectif à nous aussi c'est de s'inscrire à long terme, avec la Papote, sauf qu'elle va être détruite, c'est un lieu éphémère [...] Chez Nantes Métropole, ils ont une vision sur 30 ans [...] nous quand on va sur le terrain de la Papote et qu'ils nous disent que l'année prochaine on ne l'aura plus, ils se rendent pas compte que même les jardiniers ça les bloque, parce que du coup ils se disent que ça sert à rien de s'investir dans un jardin collectif, qui en fait est là que pour une saison, et donc en fait qu'est-ce que je vais pouvoir faire ? Juste m'éreinter pour rien quoi finalement. Donc après, c'est à nous de voir pour essayer de pérenniser la Papote [...] qu'elle soit détruite vraiment au dernier moment, comme ça on peut vraiment lancer une dynamique et que ce soit un lieu de transition pour pouvoir s'intégrer plus durablement sur le territoire. »

L'enjeu de Doulon-Gohards pour Ecos est de pouvoir se placer comme acteur privilégié de l'agriculture urbaine à Nantes, c'est une opportunité professionnelle importante qui permettrait de renforcer sa légitimité.

Aurore parle aussi de la « dichotomie » entre la vision de Nantes Métropole Aménagement et celle d'Ecos. L'aménageur a une vision prospective sur le long terme qui semble plutôt détachée de la réalité physique et sociale du territoire et de l'existant. Ecos à l'inverse est présent sur le terrain et fait face aux personnes qui habitent ce territoire actuellement et qui ont besoin de garanties pour s'engager. On peut se questionner sur la volonté de Nantes Métropole Aménagement quand ils donnent des échéances aussi courtes à Ecos pour la destruction de la maison. En effet cette parcelle devant accueillir des logements collectifs,

elle ne devrait pas être aménagée avant au moins 2 ou 3 ans minimum.¹¹ Comme l'explique Aurore, l'aménageur ne permet pas à Ecos de se projeter sur le long terme et cela peut expliquer la déprise de certains jardiniers pour ce lieu incertain. De plus l'association -et c'était aussi le cas avec Scopic- est maintenue dans une certaine incertitude quant aux suites de son action à Doulon-Gohards. Cela la rend dépendante des décisions de l'aménageur et leur capacité critique est ainsi réduite.

Le public d'Ecos

Fête du battage à la Papote

13 Octobre 2018

Aujourd'hui c'est la fête du battage à la Papote. Ecos a subi quelques coups durs dernièrement, les effectifs se réduisent et les bureaux ont déménagé de leur ancien local après avoir été cambriolés. Les permanences à la Papote sont stoppées depuis l'été et ce rendez-vous est un des derniers temps fort avant l'hiver.

L'idée de l'événement est de battre les graines de l'association pour soi ou pour alimenter la « Grainothèque » en apprenant les différentes techniques. Tous les jardiniers du réseau sont conviés à apporter leurs graines. C'est également l'occasion de partager un moment convivial et d'échanger autour des projets de l'association, un repas est organisé le midi, boissons et en cas sont à disposition. Sur le chemin de la Papote, la route devient très inhospitalière une fois passé le jardin des Ronces. Les voitures et les fourgonnettes roulent à toute vitesse sur une voie trop étroite pour cela, la visibilité est moindre en raison des virages et des haies qui la longe. Il n'y a ni trottoir ni piste cyclable, une allée en gravillons discontinue borde la route à certains endroits.

Devant la Papote, deux voitures et deux vélos. Des panneaux gravés en bois signalent le lieu. Venir à pied depuis Doulon est

11. *Journal de projet n°5, Novembre 2018.*



11:30_Avant le déjeuner. la Papote, les palettes et le soleil

photographie personnelle

dangereux. Un peu plus loin se trouve un arrêt du bus C7, l'accès est possible en transport en commun. On peut passer devant la maison en voiture mais avec la vitesse moyenne des véhicules il paraît difficile de voir ce qui se passe à l'intérieur.

11:30

J'arrive un peu avant l'heure du déjeuner, l'événement a commencé depuis 1h. Nous sommes 9 pour commencer les différentes tâches proposées : tri des graines, battage manuel, techniques de triage au tamis ou au vent. Je retrouve Marion qui a intégré le Conseil d'Administration (C.A.) d'Ecos pour son mémoire en sociologie de l'environnement, elle est surprise qu'il y ait si peu de monde car l'année dernière 80 personnes étaient venues sur la journée. On se dit que c'est le début. À l'heure du déjeuner, nous sommes finalement 7 à prendre place à table dont Marion, Claire-Marine -salariée chez Ecos- qui organise l'événement, 3 adhérents : Bertrand, Johar et Catherine, et Colette qui fait partie d'un « jardin communautaire » à Zola et qui pense adhérer bientôt à l'association. Bertrand jardine surtout chez lui mais participe à quelques événements et cours, Catherine jardine avec Ecos aux 3 moulins à Rezé où elle habite, Johar habite en appartement à Nantes et il s'est occupé des bacs plantés de la Ressourcerie à Rezé pendant l'été. Personne n'habite donc le quartier, excepté Marion qui est venue à Nantes pour étudier Ecos.

On parle de l'engagement dans le milieu associatif et de l'investissement que cela demande. Bertrand est un retraité très actif, il faisait partie du C.A. d'Ecos mais il a arrêté, ça l'a « gavé ». Pour lui il faut que chacun puisse être vecteur d'initiatives dans une association, ce qui n'avait pas l'air d'être le cas. Il faut que la participation soit un biais de responsabilisation et que les personnes ne soient pas seulement des faiseurs dirigés par des responsables. Catherine nuance ce propos en parlant d'échange de connaissance ; donner de son temps et de son énergie lui convient si on apprend quelque chose. Le repas se termine

et nous continuons l'après-midi en nous occupant des graines et en discutant. L'ambiance est détendue, conviviale, le soleil au rendez-vous. Malgré tout la fréquentation est minime, une petite dizaine de nouvelles personnes viendront participer dans l'après-midi. Je n'identifie que des adhérents de l'association qui jardinent ailleurs qu'à Doulon.

L'événement a été communiqué dans les réseaux de jardiniers de l'association mais le lieu est situé au-delà du périphérique à l'est de la ville. Les jardins gérés par Ecos se situent principalement à Rezé ou Nantes-Ouest, la distance à parcourir est un facteur décourageant. De plus l'événement a été communiqué via les réseaux sociaux mais cela ne concerne que le public qui suit Ecos. En tout cas, aucun habitant du quartier n'est venu, même pas le voisin dont la parcelle longe celle de la Papote. Ecos faisait pourtant figure de relais entre habitants et projet, notamment sur les inquiétudes soulevées par le début des fouilles archéologiques et des défrichages. En ce moment l'activité sur les terrains en friche est moindre, les archéologues font leurs recherches mais sont relativement discrets, aussi les inquiétudes sont probablement moins vives et les réponses moins urgentes. De plus certains habitants assimilaient Ecos à un acteur du projet après qu'ils aient réalisé le diagnostic foncier des jardins mais cette étude date d'un an et demi. Il est possible que le lien entre Ecos et l'aménageur ne soit plus évident aujourd'hui et la position d'interlocuteur et d'informateur s'estompe.

Enfin avec la fin des permanences à la Papote, l'animation du lieu est discontinuée. Aussi on peut supposer que le lien avec les habitants s'amoindrit si les événements sont très occasionnels, peu de personnes se tiennent informées de l'activité. Le lieu n'a pas l'air d'être un lieu commun du quartier, il sort des espaces publics fréquentés par les habitants et intéresse surtout les adhérents actifs d'Ecos.

Comme l'expliquait Aurore, il y a toujours un groupe d'habitues récurrents dans les événements,

« dans les projets collectifs, tu as besoin d'avoir une base. Un noyau quoi, et c'est vrai qu'il y a des personnes qui reviennent systématiquement et ça pourrait pas se faire sans eux, donc ils sont essentiels. »¹²

Ce « noyau » ne vient pas forcément de Doulon et cela peut expliquer le petit nombre de participants. Dans ce quartier, l'association s'adresse d'abord aux personnes cultivant les jardins partagés, familiaux ou privés préexistants. Avant leur arrivée, les jardiniers avaient déjà leurs habitudes de fonctionnement, leurs logiques d'entraide et la plupart ne vont pas visiter les autres jardins car des dynamiques d'échanges plus ou moins fortes existent déjà sur chacun des sites. Ainsi il est difficile de créer un groupe moteur mais cela ne veut pas dire que les jardiniers ne s'intéressent pas à l'action d'Ecos comme nous le verrons. Comme l'association le dit, la Papote a vocation à « initier de nouveaux échanges et pratiques autour du jardinage en ville » ; tout le travail est donc à faire, la base d'habitants qui peuvent porter le projet est à créer. De plus Doulon étant un territoire relativement peu dense au sein de Nantes, il est plus facile d'accéder à la pratique du jardinage en privé, par ses propres moyens.

L'association essaie de faire varier les thèmes des événements -bricolage, activité créatives, ateliers DIY¹³- pour intéresser un public plus large et favoriser les échanges.

« Quand y a 10 personnes autour de la table qui ont les même problématiques ça tourne vite fait en rond et c'est pas... C'est enrichissant mais ça a pas la même force des fois que des échanges entre des personnes qui s'y connaissent pas du tout et des personnes qui s'y connaissent, [...] quand y a vraiment des profils différents là tu dis c'est cool quoi ! Il peut y avoir des jeunes, des retraités, des actifs, des personnes qui sont pas

12. Entretien, bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018.

13. [Do It Yourself], faire soi-même.

actifs, des personnes qui sont là juste pour bricoler et d'autres qui veulent connaître des choses sur le compost... »

Cette ouverture semble assez difficile à mettre en oeuvre. Bien qu'Eclos ne soit pas uniquement centrée autour de la nature en ville, ils sont particulièrement présents sur des activités de jardinage et le public reste donc « intéressé à la question ».

Il en va de même pour ouvrir les événements festifs comme celui-ci à des personnes extérieures à l'association. Particulièrement ici, on ne se trouve pas en présence d'un événement public dans un lieu commun du quartier, ouvert et passant. La Papote est un lieu relativement petit et clos, dans lequel se retrouve un réseau d'interconnaissances. Malgré toute la bonne volonté que déploient l'association et ses adhérents, cela peut être un frein particulièrement si peu de personnes sont présentes. En arrivant on est regardé, avec bienveillance mais globalement quand le groupe présent est restreint, il faut se présenter et engager la conversation, ce qu'un simple promeneur guidé par la curiosité n'a pas forcément envie de faire.

Mais de manière générale l'association arrive toujours à mobiliser autour de ses événements et de ses ateliers,

« pour la participation pour l'instant on a pas de souci parce que là on a réussi à se faire ce noyau d'acteurs qui vient régulièrement, mais c'est vrai que pour l'instant ça peut rester un peu en stand-by. »

Ce n'est pas à la Papote que l'action est la plus fédératrice, pour Aurélie ce n'est « pas propice à ça » pour les différentes raisons explicitées précédemment.

Néanmoins cet événement de petite ampleur était l'occasion de rassembler des personnes de milieux et d'âges différents. Je m'attendais à trouver des personnes intéressées par le jardinage et plus ou moins engagées pour l'écologie. Mais il y avait aussi des personnes comme Johar, qui semblait ne pas s'intéresser au jardinage avant de rencontrer l'association et qui -si l'on se fie à sa manière de parler- semblait venir

d'un milieu populaire. Il n'était pas forcément très actif sur les activités proposées mais venait ici pour partager un moment de convivialité en ce dimanche et discuter. Il semblait également s'initier à la culture potagère via l'association et cela le faisait réfléchir sur son alimentation, les circuits-courts, etc. De plus cet été il s'était occupé d'entretenir les plantes de la serre géodésique située sur le parking de la Ressourcerie à Rezé. C'était une activité quotidienne qui lui permettait de sortir, il allait « boire une petite bière tranquille » à la serre et avec les plantes il « était bien ». Occasionnellement il croisait des curieux et leur expliquait le projet, c'était un vecteur de sociabilité et il semblait « fier » d'avoir eu cette responsabilité.

3. Mettre en réseau les pratiques, révéler les désirs de ville

La mise en réseau des pratiques

Ecos est une association très active à Nantes : ateliers récurrents à la Maison de Quartier Nicole-Champs-de-mars, gestion du micro jardin du Lieu Unique, serre géodésique anciennement sur l'Île-de-Nantes et maintenant implantée à la Ressourcerie¹, participation au collectif de la Nizanerie², jardin partagé de Rezé, projet de la future maison de l'agriculture urbaine, etc. Leurs actions sont multiples et ils sont souvent sollicités par les habitants qui ont besoin de soutien pour des initiatives ou par les municipalités pour porter des projets autour des circuits courts ou de l'agriculture urbaine.

À Doulon, Ecos souhaite d'abord faire le lien entre les jardiniers. Qu'ils soient membres de jardins partagés, familiaux, ouvriers, autogérés ou particuliers, l'association essaie de créer un réseau car, sur ce territoire, il y a très peu de perméabilité entre les jardins. Peu après le diagnostic, une balade inter-jardins a été organisée pour favoriser l'interconnaissance entre les jardiniers. Outre l'organisation d'ateliers ou de petits événements, des services au jardiniers sont proposés comme la mise à disposition d'un broyeur, d'un batteur de graines, la centralisation du compost et son acheminement, etc. Ils entendent également inscrire les jardins de Doulon dans certains de leurs projets à l'échelle de la ville, comme la « Grainothèque » qui répertorie des graines d'espèces anciennes.

Leur démarche de mutualisation s'applique aussi bien aux jardins qu'au réseau associatif du quartier. En arrivant à Doulon, Ecos avait la volonté d'être complémentaire à ce qui préexistait et non pas de

1. magasin d'objets et matériaux récupérés à Rezé

2. collectif gérant « la Nizaneire », espace public avec Skate Parc, assises, potager animé par des associations et initié par le Collectif Fil



*_ Un jardinier de la Croix-Rouge présente le lieu,
dans les visiteurs il y a M. Leroux du jardin de la Papotière.*

©Ecos

remplacer. L'association a d'abord fait l'inventaire des acteurs et des rôles de chacun :

« je suis persuadée qu'on est plus fort ensemble et c'est important de faire un réseau et de rendre visible d'autres acteurs, et de pas se marcher dessus avec des actions similaires »

L'idée était aussi de mettre en lumière des acteurs qui n'auraient pas assez de visibilité pour que la mutualisation des pratiques puisse être efficiente.

L'association a peu de moyens et le recours régulier à leur réseau de connaissances semble structurant dans leur démarche. Par exemple pour la fête des battages, deux entrepreneurs spécialisés dans la fabrication de produits provenant des bouleaux avaient amené leur batteuse-trieuse à grains en échange de quoi ils présentaient leur démarche et leurs produits aux visiteurs. Dans l'action d'Ecos, les services rendus, le prêt, le troc et la gratuité sont des valeurs importantes qui permettent d'encourager des systèmes d'échanges alternatifs.

Connecter par le faire

Visite de jardins avec Ecos

et présentation du projet « Boutur'ages »

4 Octobre 2018

18:00

Aujourd'hui Ecos organise une visite de « jardins intergénérationnels » dans le cadre du projet « Boutur'ages ». Il s'agit de mettre en lien des personnes possédant un potager qu'elles ne peuvent plus exploiter entièrement et d'autres qui n'en possède pas mais sont désireuses de jardiner. Le rendez-vous est donné au pied de l'église Saint Jean-Baptiste, dans la partie nord de Doulon, côté Doulon-Bottière. L'événement est communiqué via le site d'Ecos et leur page Facebook, une trentaine de personnes « intéressées ».

À l'arrivée, quelques personnes sont regroupées.

« Et bah on est un bon petit groupe » prononce celle qui semble guider l'ensemble. Je ne saisis pas d'ironie dans son propos, le volume de participants aux événements d'Ecos à Doulon me pose question. Nous sommes huit pour cette visite, Paul et Benoit qui cultivent respectivement les jardins de Annette et de Marine-Nicole également présentes, Gaëlle qui dirige le projet chez Ecos, Marion qui a intégré le CA d'Ecos pour son mémoire en sociologie de l'environnement, Tania qui arrive à Nantes après avoir fait des études « dans l'écologie » et moi-même. Nous visiterons les deux potagers commentés par leurs cultivateurs, celui d'Annette qui est situé rue de Toul et le second rue des Maraichers. La visite fait d'abord penser à un voyage d'étude où serait présenté un projet pilote à des étudiants ou des chercheurs. En effet hormis les personnes concernées par le projet, nous sommes toutes ici pour observer dans un cadre presque scolaire. Personne n'est venu se renseigner dans le but de s'intégrer au projet et aucun habitant du quartier n'a fait le déplacement.

Nous cheminons entre les légumes en parlant de l'intérêt que trouve chacun dans ce projet mais également de pratiques de jardinage, échangeant conseils et recettes.

Au cours de la deuxième présentation, une question est glissée à Paul sur son implantation pour la saison prochaine. Il répond :

« Je n'en sais rien, ça dépendra de la future propriétaire », en regardant Gaëlle, rieur. « Je ne comptais pas en parler mais comme on me pose la question... ». Gaëlle rachète donc cette maison. En aparté, Marine-Nicole confie à Annette qu'elle est très contente de cette transaction, la maison demande beaucoup de petits travaux qu'elle n'a ni la force ni l'envie de prendre en charge. Elle semble avoir confiance en Gaëlle et elle a une charge affective forte pour cette maison, son potager et le petit monde qui s'est créé autour de lui. Elle accorde de l'importance à ce que cette activité potagère perdure, créant une sorte d'héritage permis par



*Benoit nous explique le fonctionnement du jardin,
chez Marine-Nicole*

©Ecos

l'entretien régulier de la parcelle par Marine-Nicole et une continuité de ses pratiques malgré son départ. Cette transaction m'étonne au premier abord mais cela révèle des liens de confiance qui se créent quand des personnes sont réunies par des pratiques communes. Ici il y a Gaëlle, jeune femme d'une trentaine d'année, portant le voile donc supposée pratiquante de la religion musulmane, dynamique, possédant un franc parlé certain et travaillant dans le milieu associatif. Face à Marine-Nicole, retraitée vivant seule dans une petite maison modeste, portant un prénom à la référence biblique prononcée et s'exprimant avec réserve, très discrète. À première vue il y a peu de points communs entre ces deux femmes, pourtant le fait de s'être rencontrées autour d'un centre d'intérêt partagé semble avoir créé un rapport d'identification de l'une à l'autre en dépit de leurs distances culturelles et générationnelles.

Au terme de la visite, nous sommes dans l'arrière-cour de la maison de Marine-Nicole et Gaëlle nous propose de boire un verre offert par l'association. C'est à ce moment que l'on commence à discuter un peu plus personnellement et que l'on sort de la visite d'étude. C'est avec Annette que le dialogue est le plus intéressant. La conversation s'ouvre sur notre intérêt partagé pour le jardinage, puis nos modes de vie respectifs. Moi en collocation avec cinq autres étudiants, elle seule dans sa maison de Doulon, Annette est veuve. Elle semble très intéressée par mon sujet de mémoire et mes études. Quand je lui pose à mon tour des questions sur sa vie, elle me répond instinctivement :

« J'ai fait bénévole, beaucoup, oui. Une vie de bénévolat »

La formule est inédite pour moi et elle la prononce avec assurance, comme on annoncerait une revendication. Annette est de la génération de mes grands-parents, nés dans les années 30-40 et j'ai l'impression que les personnes de cette génération que je côtoie ont toujours tendance à évoquer d'abord leur profession ou leur statut de parent au foyer quand on leur demande ce qu'ils faisaient avant la retraite. Peut-être parce qu'à l'époque on se définissait socialement par

sa profession et il y avait un tabou autour des personnes sans emploi. Pour moi ce tabou existe moins aujourd'hui car le marché de l'emploi est beaucoup plus difficile à intégrer et les activités non rémunérées de l'ordre du bénévolat sont plus valorisées socialement. Je montre mon enthousiasme mais elle a perçu ma surprise. Elle commence donc à m'expliquer comment elle en est arrivée là mais cette fois-ci le ton est beaucoup plus hésitant, elle marque beaucoup d'arrêts et cherche ses mots.

« Moi j'ai fait secrétaire, malgré que je n'aimais pas du tout du tout... Mais bon, vous savez... on m'a pas trop laissé le choix... à l'époque vous voyez... enfin...c'était pas comme maintenant quoi... En fait j'ai élevé mes 3 enfants et puis... enfin c'était une époque quoi... hein, c'était comme ça quoi à l'époque... »

Annette a la voix tremblante et presque les larmes aux yeux. Elle m'évoque tout cela très succinctement comparé au reste de notre conversation, comme si elle n'y accordait pas d'intérêt. Ou comme si elle estimait que cela n'en aurait pas pour moi. De plus, elle invoque à plusieurs reprises « l'époque » pour expliquer sa situation, comme si son statut avait besoin d'être justifié, comme si elle en avait honte. C'est quelque chose auquel je suis parfois confrontée quand je raconte mes études à mon entourage familial. Il arrive que les personnes en face de moi dévalorisent leur profession quand ils la racontent, particulièrement si ils n'exercent pas un métier de « créatif »³. Peut-être parce que leur épanouissement personnel est difficile à concilier avec leur profession ou parce qu'ils n'ont pas eu la chance de choisir leurs études. Mais en tout cas il y a une différenciation pour eux de leur situation et de la mienne, un écart de « monde ». Il est très difficile d'accepter que ces rapports de « classes » soient aussi prépondérants dans les dialogues et dans notre manière de nous autoévaluer. Sans nier leur existence, l'appartenance à la « classe créative » créer une distance avec les classes plus populaires

3. au sens de la classe créative de Richard Florida : personnes dotées d'un capital créatif exerçant des professions les 4 types de secteurs : les technologies, l'art et la culture, le management et l'éducation

qu'il est difficile d'assumer quand on vient de ces milieux et qu'on y est très attaché.

La rencontre avec Annette m'a beaucoup fait relativiser sur l'enjeu de ce genre de projets. Pour la visite, nous sommes un groupe d'intéressés plutôt restreint et pour l'instant c'est un projet à micro-échelle. Mais c'est tout de même un lieu de rencontre et d'échange entre plusieurs générations et plusieurs réalités. Le seul dénominateur commun des personnes présentes est l'intérêt pour le jardinage, aussi bien pour sa pratique que pour son enjeu dans la ville. Pour Annette et Marine-Nicole qui représentent une génération d'habitants qui ont connu le Doulon maraicher proche de la ruralité, le jardinage semble être une évidence ayant notamment guidé leur parcours résidentiel. Pour les personnes de ma génération, ce n'est pas un réflexe, il y a un regain d'intérêt pour cette pratique mais cela ne guide pas forcément nos choix quotidiens. Dans cet événement convivial nos visions se croisent.

En plus de créer un lieu de rencontre, la pratique partagée du jardinage crée un espace d'apprentissage et de transmission des connaissances très riche. Que ce soient Gaëlle d'Ecos, Marine-Nicole et Annette ou les jeunes jardiniers, chacun explique sa technique et essaie de résoudre le problème de l'autre.

De plus le moment que nous partageons ici est convivial, Annette qui semble également touchée par cette rencontre était curieuse de savoir ce que je faisais. Ce genre de moment est probablement pour elle l'occasion d'apprendre des milieux et des problématiques qu'elle connaît peu. Et ce moment est gratuit, -comme une majorité d'événements d'Ecos⁴- ce qui est de plus en plus rare. Cette gratuité est possible grâce à l'investissement de personnes comme Gaëlle qui anime la visite sur son temps de repos. Cela semblait être un moment important pour les deux jardinières au repos : Marine-Nicole confiait qu'avant de faire partie du projet elle avait abandonnée progressivement la culture de son potager.

4. Sauf les ateliers type «cours» avec des intervenants extérieurs

Elle était de plus en plus fatiguée et déprimait à l'idée de cultiver seule pour elle-même, l'arrivée de Benoit et Pablo l'a remotivée pour continuer à pratiquer.

Pour certains, Ecos devient un repère de sociabilité et de convivialité où la rencontre est possible avec des personnes que l'on ne côtoie pas forcément au quotidien.

Rencontre : enjeu sensible et politique d'une pratique

Dans le cadre d'une discussion autour du processus de concertation préalable, j'ai pu rencontrer M. Leroux⁵ qui, sans habiter le quartier, y est très investi. Il habite une maison près du jardin des plantes où il n'est pas possible de cultiver, « je peux mettre quelques fleurs mais c'est tout ». Il commence à éprouver le territoire de Doulon alors qu'il milite au sein de la Ligue des Droits de l'Homme et fait partie du « collectif de soutien aux expulsés de la rue des stocks ». Ce collectif soutient entre autres un squat de personnes exilées ayant pris place dans l'ancien presbytère de Doulon. C'est aussi dans ce presbytère que le collectif du Jardin des Ronces est né, cultivant un potager dans la cure. M. Leroux tisse alors ses premiers liens avec le quartier et ses usagers, Doulon devient un territoire du quotidien et il y développe une accroche sensible et affective.

Concernant sa pratique de jardinier, à ce moment il « squattait » un jardin rue du préfet Bonnefoy. Un de ses amis lui fait part d'une parcelle qui se libère à Doulon dans un jardin familial⁶. C'est par « pur hasard » que l'occasion se présente mais M. Leroux hésite tout de même,

« Quand on m'a proposé le jardin je suis pas allé le voir tout de suite. J'ai regardé d'abord sur une carte et j'ai vu que ça faisait 5km, ça fait quand même un peu loin. »

5. Entretien, Maison de Quartier, 21 novembre 2018.

6. Au jardin de la Papotière, parcelles privées indépendantes mise à disposition de particuliers non propriétaires

L'homme se déplace exclusivement à vélo ; après une relance il décide tout de même d'aller visiter la parcelle, « en revenant je leur ai téléphoné directement : mais bien sûr que je viens ! c'est trop beau quoi c'est vraiment magnifique ». Il est séduit par l'authenticité du lieu, qui contraste avec les possibilités offertes par la métropole dans les dispositifs institutionnels, « les jardins familiaux moi ça me plaît pas. C'est le côté parcelle identique, cabanes identiques [...] nous notre coin, c'est de bric à brac, c'est du matériel de récupération pour tout le monde et ça a beaucoup de charme ».

Ce jardin appartient à un propriétaire privé, ses enfants le cultivaient mais ne sont plus en mesure de le faire et mettent donc le terrain à disposition gratuitement pour qu'ils soit entretenu, et les impôts fonciers sont réglés par le propriétaire.

Ici tous les jardiniers sont indépendants ; il y a une bonne entente, un peu de mutualisation pour les outils et de l'échange de graines ou de plants : « on vit ensemble mais sans être véritablement un jardin partagé. D'abord c'est complètement privé et pas au départ en association avec une volonté de partage [...] on jardine chacun dans son coin. [...] De temps en temps on fait ça, on va chercher du compost ou... mais c'est difficile à organiser. Moi je suis retraité mais les autres ils bossent, et donc ils ont beaucoup moins de disponibilités. »

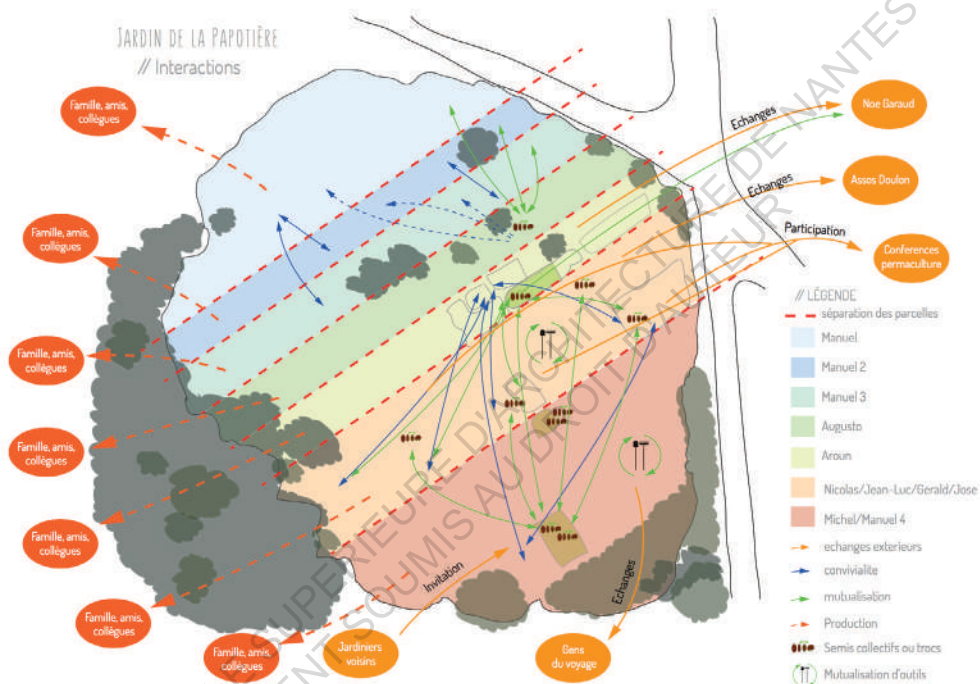
Les jardiniers ont tous des situations de vie différentes, professionnellement et financièrement et leurs pratiques sont adaptées. L'activité potagère de M. Leroux n'est pas vivrière, « je mange ce que je produis et j'en donne mais je pourrais m'en passer. À côté par contre y a des jardins qui sont cultivés par des personnes qui en vivent, qui se nourrissent dessus. Il constitue un revenu d'appoint important pour eux. Pour moi c'est du loisir, qui est agréable parce que j'aime bien manger ce que je produis. Et puis ça me permet d'offrir aussi ».

La taille importante des parcelles permet aux plus précaires d'en faire leur source de nourriture, ce qui ne serait pas possible avec une surface « standard » comme celle des jardins partagés de Nantes Métropole.



Jardin de la Papotière
Extrait du « carnet de voyage n°1 »

©Ecos



Jardin de la Papotière, Interactions
Extrait du « carnet de voyage n°1 »

©Ecos



Rue de la papotière

*Maison squattée
par des exilés
Le jardin*

Terrain vague

Caravanes

_Situation du Jardin de la Papotière

Aussi l'avenir de ce jardin est conditionné par le rachat ou non des parcelles par les pouvoirs publics, « on ne sait pas qui sera propriétaire. On a su assez rapidement que cette partie ne serait pas construite, ce qui n'était pas du tout évident au départ. »

Pour M. Leroux, compte tenu des logements collectifs qui vont apparaître autour du jardin, il serait plutôt normal que l'organisation des parcelles évolue, « y a aussi les nouveaux habitants qui vont venir et qui auront éventuellement des envies de jardin ».

Comme on l'a dit précédemment, M. Leroux faisait partie du panel de la concertation préalable et c'est en indiquant la présence de son jardin lors de la visite sur site⁷ qu'on l'a dirigé vers Ecos, « on m'a mis en relation avec Ecos et puis moi je les ai mis en relation avec les autres jardiniers. C'est comme ça que ça s'est fait. [...] Et puis après je suis devenu en fait adhérent d'Ecos. [rires] Bah ouai c'est comme ça que je les ai connu, bon on a sympathisé d'une part et j'ai trouvé leur projet intéressant. Je fais partie du groupe Grainothèque⁸ »

D'ailleurs il était malade pour la fête des battages ; sinon il serait venu « je devais même être un des acteurs », il connaît bien la Papote et participe volontiers aux événements d'Ecos comme les visites de jardins par exemple. Une proposition lui a été faite d'intégrer le groupe d'appui pour l'agriculture urbaine, groupe issu en partie des ateliers de concertation qui réfléchit au développement des jardins, potagers et fermes urbaines dans le projet. Au sein du groupe, il défend la pratique du jardinage aussi comme un vecteur d'alternative et s'engage pour valoriser l'action d'Ecos et également du Jardin des Ronces qu'il a découvert au presbytère.

7. Atelier n°1 de la concertation préalable, Décembre 2015

8. Projet d'un répertoire des graines d'espèces anciennes récoltées dans tous les projets d'Ecos et grâce aux adhérents



Jardin de la Papotière
Extrait du « carnet de voyage n°1 »

©Ecos

Cette rencontre était très riche car M. Leroux est impliqué à Doulon de manière multiple et cela met en évidence les relations de proches existantes entre les entités de la concertation, d'Ecos et du Jardin des Ronces. Ecos est un support pour ces usagers-jardiniers non habitants, qui leur permet de découvrir et s'ancrer plus collectivement dans le quartier tout en créant des liens amicaux.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Espace 3

[La cité s'occupe]

*

1. Le Jardin des Ronces, un espace de paroles alternatives

Le collectif du Jardin des Ronces : naissance et frictions

Le collectif du Jardin des Ronces est actuellement composé d'une quinzaine de membres actifs et autant de satellites. Le collectif qui a donné naissance au Jardin qu'on connaît aujourd'hui, a une histoire plus ancienne. Un groupe d'amis commence en 2012 à cultiver le jardin d'une première maison vacante, ailleurs dans le quartier, puis une voisine les oriente vers le presbytère de Doulon quand la maison est vendue. Au même moment le presbytère est occupé par des personnes exilées avec qui le collectif tisse des liens ; il faut ensuite envisager un autre endroit de culture car le jardin du presbytère accueille de plus en plus de logements informels.

Ils repèrent alors une friche cultivable à l'abandon en face du cimetière du Vieux-Doulon, « préemptée de longue date et en cours de rachat par Nantes Métropole »¹. La mise en culture de ce terrain commence et le groupe de jardiniers découvre simultanément le projet de la ZAC Doulon-Gohards. Au même moment, des mouvements issus de la ZAD de NDDL² -« Sème ta ZAD »- accompagnent matériellement les dynamiques d'occupation de terrains agricoles sur le territoire Nantais. C'est alors que « l'envie de faire de cet espace un lieu collectif de résistance à ce projet [de ZAC] émerge ». Au terme d'un chantier de défrichage, le Jardin des Ronces naît et l'aventure collective commence en 2014.

Le Jardin des Ronces est déjà fréquenté par des enfants du quartier et des personnes sans-abris habitent parfois la maison abandonnée qui sépare la friche de la rue. Les jardiniers décident de cohabiter avec ces personnes malgré les difficultés que cela implique, comme la destruction de leurs premières installations.

1. *Collectif du Jardin des Ronces, Décembre 2017.*

2. « Zone à Défendre » de Notre-Dame-Des-Landes : ensemble d'habitations, d'activités, de projets agricoles et d'espaces publics autogérés et autoconstruits, développés pendant et à la suite de l'occupation des terres pour s'opposer au projet de l'aéroport grand ouest.



_1er pas au Jardin des Ronces, 2014

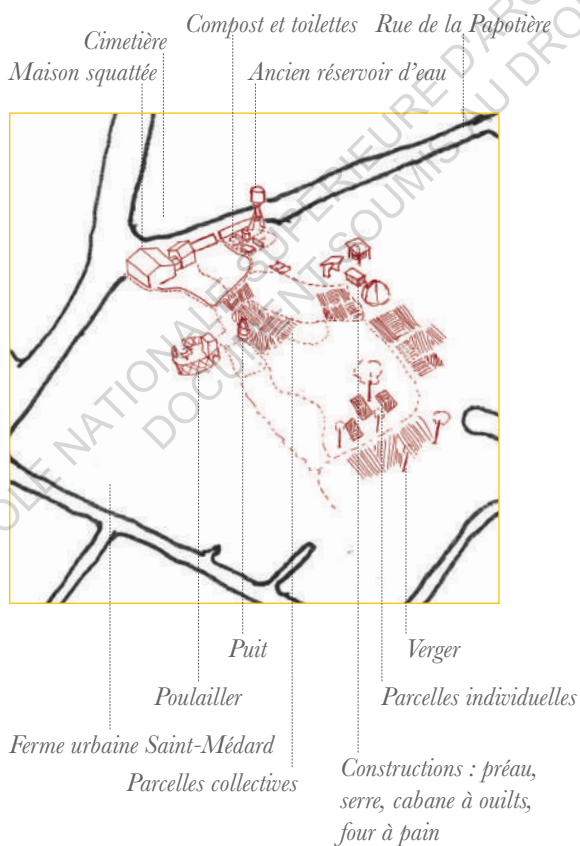
©lesronces.noblogs.org



_Construction de la cabane à outils

©lesronces.noblogs.org

_Situation du Jardin des Ronces



La volonté est d'avoir un fonctionnement totalement indépendant de toute institution, collectif et ouvert à tous. L'autogestion est choisie pour organiser le lieu ; le fonctionnement en association qui est plus contraignant n'intéresse pas les jardiniers.

« Ici, tout se construit et s'invente en continu. [...] La vie du lieu ne repose que sur l'implication de chacun et chacune. Il n'y a pas de rapport hiérarchique, chaque personne a le même poids dans les décisions, et tout personne qui vient au jardin peut intégrer le collectif et participer à l'organisation. Il n'y a même pas de quelconque inscription. En font partie ceux qui viennent, tout simplement. [...] on tente de créer un espace où chacun est respecté dans ce qu'il est, où on essaie de dépasser les préjugés et représentations, où la dimension humaine est finalement tout aussi importante que l'aspect jardinage. »³

Aucune discrimination n'est admise et tout le monde est donc le bienvenu si tant est que l'on adopte un comportement respectueux. Les décisions sont prises lors des assemblées générales un dimanche par mois et les rendez-vous de culture collective sont le jeudi et le dimanche après-midi. Les coûts de fonctionnement de Jardin sont financés par la fête de printemps.

« Le jardin des ronces est donc aussi un lieu de sociabilité dans le quartier.

Chacune des activités que nous effectuons permettent échanges, rencontres et découvertes, et nombreuses sont les personnes qui osent franchir l'entrée de ce mystérieux jardin. A chaque fois, des rencontres nouvelles qui donnent une nouvelle touche à l'histoire du lieu. La force et l'originalité de cet espace réside sans doute en ce point. Rares sont les endroits en Métropole où peuvent se mélanger des personnes si différentes.»

Le collectif revendique également le Jardin comme un espace public aux usages divers. L'idée est de travailler l'ensemble comme un écosystème permettant de recevoir promeneurs et curieux. Et les

3. Collectif du Jardin des Ronces, Décembre 2017.

jardiniers diversifient petit à petit les activités : ruches, puit réhabilité, poulailler, verger, four à pain, « tour à feux » sont autant de dispositifs que les jardiniers aiment faire découvrir aux nouveaux visiteurs. Toutes ces installations sont le support de moments de convivialité pas seulement autour du jardinage.

Les activités du Jardin sont diverses, et la remise en cause radicale du projet des Gohards est une constante qui, malgré son évolution, a beaucoup influencé la relation entre les habitants du quartier et le collectif du Jardin. La position du collectif a toujours été dans l'opposition frontale et le refus de coopérer avec les pouvoirs publics, notamment lors des réunions publiques et des ateliers de concertation au cours desquels des membres du collectif du Jardin ont exprimé leur vision de la méthode de concertation.

Pour Léna de l'agence Scopic la participation du Jardin des Ronces aux ateliers a été difficile,

« [il y] avait deux gars qui étaient pas mal en opposition, très dans le conflit dans la concertation. Donc ils sont venus clairement pour revendiquer des choses... pour remettre en cause plutôt la méthode. »⁴

Ils ne viennent donc pas pour participer aux ateliers mais pour les questionner, voir pour s'y opposer. Pour Paul du jardin, c'était effectivement le cadre de la concertation et des ateliers que le collectif rejetait :

« des gens du jardin sont allés, pour prendre la parole pour dire : le cadre de la consultation ne nous convient pas parce qu'il est trop restreint et on a pas l'impression qu'on ait la possibilité de bouger ce cadre, donc on participera pas au-delà. Moi je n'y étais pas mais crois que cette parole elle a été difficile à dire, parce que dans ce genre de réunion, ils ont pris la parole plus tôt que ce que la mairie voulait, donc ça s'est pas goupillé vraiment comme ils voulaient. »⁵

Cette remise en question du processus était partagée -comme vu

4. Entretien, bureaux de Scopic, 3 mai 2018.

5. Entretien, Jardin des Ronces, 29 avril 2018.

précédemment- par une partie des habitants et d'autres concernés. Ceci étant, beaucoup de participants trouvaient la méthode intéressante. Ils étaient conscients de ne pas pouvoir changer profondément le projet mais ils appréciaient l'initiative et trouvaient enrichissant que chacun puisse faire connaître son avis et s'informer.

La tentative du collectif du Jardin des Ronces d'incarner un contre-pouvoir au sein de la concertation a été rejetée par certains autres participants unis et confiants dans l'action des élus locaux et le reste du panel « docile »⁶ n'a pas contredit. L'opposition frontale et le refus de participer ont entraîné le rejet du collectif par quelques personnes, qui ont choisis de couper court aux protestations.

M Leroux explique l'ambivalence existante pour ceux -comme lui- qui soutiennent le Jardin des Ronces mais ne veulent pas s'opposer aux élus comme le fait de le collectif :

« Sur le Jardin des Ronces c'est très clair. Il leur a été proposé de participer à la concertation, ce qu'ils ont refusé énergiquement, de manière frontale. Ici d'ailleurs ils ont fait une déclaration en disant 'non'... J'en avais discuté avec eux en disant que moi j'étais pas d'accord avec cette position. [...] Je leur ai dit que je comprenais leur position mais que je la partageais pas. Que je comprenais aussi les limites de la concertation, que j'en étais parfaitement conscient. Que comme eux j'étais contre la métropolisation, j'ai exactement la même position mais que j'avais pas envie de me battre de la même manière. Pas d'opposition frontale »⁷

L'opposition frontale amène du conflit dans le processus, qui est nécessaire pour faire émerger un vrai débat contradictoire ; mais dans l'espace politique local tout est fait pour le désamorcer avant son apparition. Aussi la posture d'opposant est difficile à tenir parfois et empêche l'adhésion totale au Jardin des Ronces des personnes plus modérées, ou des personnes qui ont intérêt à s'entendre avec les élus.

6. Rui, *Villechaise-Dupont*, 2005.

7. *Entretien, Maison de Quartier, 21 novembre 2018.*

Jardin des Ronces dans le Vieux-Doulon : déconnexion de valeurs

Pour M. Girard, qui a participé à la concertation et qui connaît bien avec les élu.e.s dont Mme Catherine Touchefeu et Mme Colette Servage et Mme Céline Coutant⁸, le collectif du Jardin des Ronces a été difficile à accepter dans la concertation

« ils [le collectif du Jardin des Ronces] y ont assisté [aux ateliers] parce que tout le monde pouvait venir. Ils sont venus au début et puis on a vu clairement ce qu'ils voulaient. Ils mettaient des barres dans les roues à tout le monde. [...] le projet de 3000 logements ça ils en veulent pas... c'est clair... Donc je me suis énervé un soir de réunion, parce ce qu'ils accusaient Mme Coutant et la ville de ne pas avoir fait de comment... d'appel d'offre pour des architectes urbanistes, alors que c'est faux. »⁹

Les à priori de M. Girard vis à vis du jardin sont en partie liés à sa méconnaissance du lieu et du collectif ; en effet il n'y est jamais allé et se sent globalement en rupture avec ces personnes. Mais ici on voit que la remise en question du processus par le collectif du Jardin des Ronces n'a pas été perçue comme une mise en discussion mais comme un frein, « des barres dans les roues à tout le monde ». Autrement dit, l'intervention est vue comme un élément perturbateur qui empêche le bon déroulement de l'atelier.

Pour Léna de Scopic cette réaction des participants peut s'expliquer par le temps court des ateliers,

« On a 2h30 voir 3h et plein de sujets. Et eux ils prenaient la parole au début pour revendiquer leur truc, et les gens ça les a saoulés parce qu'ils avaient l'impression que ça les empêchaient de travailler, et eux ils étaient rentrés dans une dynamique avec l'archi et tout et ... Du

8. Respectivement élue de quartier Doulon, responsable de l'équipe de quartier Doulon, Chef de projet pour Nantes Métropole.

9. Entretien, Maison de Quartier, 21 novembre 2018.

coup voilà, une fois, deux fois, et trois fois... et au bout d'un moment c'est même pas nous qui avons dit c'est les gens quoi... »¹⁰

Le fait que le collectif du Jardin « prenne » la parole peut aussi expliquer le rejet dont ils ont fait l'objet, dans ces ateliers où la parole est rigoureusement distribuée selon les temps et organisée selon les thèmes prédéfinis. Une autorégulation a donc eu lieu sans l'intervention des encadrants. Les membres du collectif du Jardin des Ronces ont continué à venir mais plutôt en observation.

« ils laissaient les gens bosser, ils écoutaient, ils essayaient d'avoir de l'info je pense. »

Les positions exprimées par le collectif étaient trop radicales par rapport au projet et aux décisions politiques des élus locaux pour être retenues. Ils remettaient aussi en question de manière trop profonde le mode de concertation déjà admis par les participants. Pour M. David par exemple, c'était aussi trop idéaliste pour émerger lors de la concertation,

« ces jeunes disaient 'scopic c'est de la magouille avec la ville de Nantes, il faut repartir à 0, une feuille blanche, on travaille collectivement on repars à 0'. Alors moi je suis un ancien j'ai passé l'âge de penser que tout part d'une page blanche et qu'il y ait pas de préparation avant ça me semblait... pas sérieux quoi et à d'autres non plus. Et comme les anciens étaient plus nombreux que les jeunes... les anciens y a eu une sorte de désapprobation muette. Ils ont compris, ils ont replié et ils sont restés, ce que je trouve très bien... »¹¹

M. David voit dans cette contestation avortée une confrontation générationnelle. Son âge lui permet d'avoir une vision pragmatique sur ce qui est possible dans ces réunions, ce qui est aussi lié à son expérience de nombreuses concertations. Néanmoins on voit qu'il approuve la participation du collectif du Jardin des Ronces, tant qu'elle ne dépasse pas du cadre admis.

Il est intéressant de voir le vocabulaire que chacun utilise : pour

10. Entretien, bureaux de Scopic, 3 mai 2018.

11. Entretien, Maison de Quartier, 15 novembre 2018.

M. David c'est une « désapprobation muette » qui aurait été comprise sans être énoncée clairement ; pour M. Girard, « je me suis énervé », sous-entendu une prise de parole et un échange tendu ; pour Léna de Scopic « c'est pas nous qui avons dit, c'est les gens » ce qui suppose qu'un groupe de personnes aurait protesté pour faire cesser cette parole dissidente. Et enfin pour Paul du Jardin des Ronces « cette parole elle a été difficile à dire [...] [les membres du collectif présents] ont pris la parole plus tôt que ce que la mairie voulait, donc ça s'est pas goupillé vraiment comme ils voulaient »¹². Il n'était pas présent lorsque cela s'est passé aussi il ne parle pas de l'interaction avec les autres participants. Suite à cela, le Jardin des Ronces a tenté de mettre en place un espace de concertation parallèle.

Pour prendre le temps nécessaire à une discussion de fond sur le projet et les orientations politiques de Nantes Métropole en terme de développement et de logements, le collectif du jardin a proposé un espace autre de discussion au jardin.

« Il y a eu des réunions publiques qui ont été proposés au grand public par les gens du collectif. Et après ça a un peu pris, bon, moi j'étais pas trop là à ce moment-là [...], en tout cas ça a pris mais c'était pas ça. »

Les participants du panel de concertation n'ont donc pas saisi la proposition du collectif du Jardin des Ronces. L'intervention des jardiniers au sein de la concertation, qui était pour certains participants leur première et seule interaction avec le collectif a plutôt renforcé les clivages. L'attitude opposante est dévalorisée par les personnes du panel et certains d'entre eux préfèrent coopérer avec les élus plutôt que d'entamer une réflexion alternative au dispositif institutionnel.

Les participants à la concertation semblent ne pas vouloir discuter aussi profondément le projet que les militants du Jardin des Ronces. Les militants remettent en cause les fondements du projet urbain en tant que décision politique et son organisation générale. On a vu que

12. Entretien, Jardin des Ronces, 29 avril 2018.

la concertation était finalement un temps de discussion et d'information plutôt qu'un réel temps de réflexion. Les participants interrogés semblaient conscients de n'avoir que très peu d'impacts sur les décisions, certains le déploraient mais cela rend l'investissement nécessaire à la participation moins important pour eux. La concertation est potentiellement accessible même si l'on n'a pas envie d'y passer trop de temps ou d'entamer une réflexion trop intense et les participants semblaient être en accord avec cela.

Le Jardin des Ronces, avec les réunions publiques parallèles, essayait d'initier un processus long et une profonde réflexion sur le devenir souhaitable des villes et des quartiers comme Doulon. Visiblement le public de la concertation n'était pas propice pour ces grands questionnements idéologiques, comme M. David qui trouve trop idéaliste et vain de repartir d'une « page blanche ». Ce public de concertés s'était engagé pour cinq ateliers de médiation et leur volonté d'aller au-delà pose question.

Comme l'expliquait M. Leroux, il est admis d'office qu'à la concertation on en discute pas « si on fait un nouveau quartier à Nantes ». Alors que pour le collectif du Jardin des Ronces tout est à repenser : les logiques d'acteurs du projet, la manière dont on construit aujourd'hui, l'orientation politique de la métropole, etc. Paul par exemple est très critique sur la politique de logement. Il a notamment fait des recherches qui montrent que si un nombre croissant de logements est à construire chaque année à Nantes, ce n'est pas seulement parce qu'il y a des nouveaux arrivants, cela vient aussi de l'individualisation des modes d'habité et de la séparation des foyers. C'est à dire que de plus en plus de personnes vivent seule dans leur logement. Pour lui il faudrait déjà que ces données, avec notamment la problématique des logements vacants soient intégrées dans la politique de la métropole nantaise.

Par ailleurs, les participants comme M. Girard et M. David semblaient s'en remettre beaucoup aux « experts » de la conception et aux élus, la concertation était pour eux une interface avec ces personnes et la perspective de réunions au Jardin des Ronces, sans les « savants



Juin 2018_Espace information « le projet des Gohards », à la fête du Jardin

photographie personnelle

» et sans les « gouvernants » peut perdre de l'intérêt pour eux. Il a été montré à Bordeaux que les espaces de réflexion alternatifs proposés par des associations ne réussissaient que s'ils s'inscrivaient dans des enjeux conflictuels. Or ici le conflit avec le projet est porté uniquement par le jardin et non par les concertés.¹³

Il y a aussi probablement une incompréhension pour les participants à la concertation quant à l'alternative globale proposée par le collectif du Jardin des Ronces. Dans leur discours, le collectif semble opposé à l'ensemble du projet parce qu'il s'inscrit dans la logique dominante des projets urbains : à savoir une mise en œuvre à grande échelle avec une mainmise des multinationales de la construction, une communication « green washing » qui met en avant les fermes urbaines, le choix de Scopic et de la maîtrise d'ouvrage qui malgré les appels d'offres sont des acteurs récurrents et connus pour aller dans le sens des politiques. Mais le collectif n'est pas opposé à tous les projets si tant est qu'un projet « alternatif » soit possible. Le collectif initie d'ailleurs un projet de « cartographie utopique » pour Doulon-Gohards en essayant de mobiliser les acteurs « invisibles » lors de la concertation.

Pensée alternatives : un quartier qui ne prend pas

Suite à la tentative peu fructueuse de créer un espace de débat parallèle à la concertation, le collectif décide d'arrêter et de se concentrer sur la vie du lieu. Ils continuent malgré tout de sensibiliser les visiteurs mais plutôt à l'occasion des fêtes annuelles ou des événements déjà en place. A la fête du printemps par exemple, des panneaux avec organigrammes et textes sur le projet Doulon-Gohards sont affichés. L'absence d'informations diffusées par les pouvoirs publics laisse donc la place aux militants pour communiquer leur vision du projet.

« Là on voulait, sur la prochaine fête en juin, proposer, créer

13. Rui, Villechaise-Dupont, 2005.

un petit espace de débat et discussion. Le 2 décembre, au moment de la plantation des arbres il y a eu aussi prise de parole sur le sujet et possibilité d'en discuter après. Mais on n'a pas vraiment orienté le truc vers ça. On voit que dans le quartier de toute manière, ça ne prend pas forcément, on avait vu ça, et puis c'est pas un habitat très dense. Les gens, bon bah ils regardent comment ils vont s'en sortir pour eux et puis voilà c'est tout. »¹⁴

En effet, autant sur le projet que sur les modes de vies, le quartier de Doulon-Gohards n'apparaît pas comme celui de l'alternative ou de la remise en cause du mode de vie dominant. On se trouve dans un quartier où la population semble appartenir en majorité à la classe moyenne, et où la moyenne d'âge paraît assez élevée ; beaucoup de quinquagénaires avec enfants et de retraités sont présents. Globalement il semble qu'il y ait peu d'intérêt dans le quartier pour l'opposition politique que propose le Jardin des Ronces. Décroissance, partage, retour sur des valeurs humaines, nature en ville, sont autant de problématiques qui ont traits à la politique -au sens large- et il semble qu'à Doulon les moments de rassemblement et le dynamisme associatif se tournent plus vers le sport et les loisirs, détachés de toute appartenance. Il est possible également que les membres du collectif du Jardin, de par leur expérience ou leur à priori, appréhendent négativement les habitants de ce quartier pavillonnaire. Ces classes moyennes du péri-urbain sont souvent stigmatisées¹⁵, notamment par les personnes ayant un fort capital culturel et cette logique peut renforcer la rupture entre le Jardin et le reste du quartier.

Ainsi il est difficile pour le collectif de se faire une place dans le voisinage et des plaintes sont transmises à l'élue de quartier.

« Catherine Touchefeu m'a dit 'moi j'ai des plaintes du voisinage'. J'ai dit 'mais lesquelles ? les terrains sont propriétés de la ville, enfin

de la métropole. En quoi ça dérange les voisins d'avoir des gens qui

14. Entretien, Jardin des Ronces, 29 avril 2018.

15. Chauvier, 2012.

défrichent un champ de ronce [...] à part des gens obtus qui pensent que tout le monde doit vivre comme c'la [...] c'est plus le refus de personnes qui vivent différemment que des faits bien précis »¹⁶

Pour M. Leroux -qui avoue ne pas connaître précisément la nature des plaintes-, le problème vient d'un décalage de valeurs. Selon lui, c'est le caractère alternatif du jardin qui pose problème, dans un quartier où les espaces informels dérangent. Mais cette justification par la « plainte » pose question : concernant la relation entre l'élue et le citoyen, il y a une tentative de fidélisation de certaines personnes en tentant de répondre à leur problèmes personnels et l'intérêt général semble loin. Surtout si on fait l'hypothèse que ces « plaignants » sont les mêmes -ou du moins on les mêmes appartenance politiques, sociales voir même générationnelles- qui soutiennent aveuglément les élus lors des processus « participatifs ». Aussi leur surreprésentation dans la politique locale donne l'impression d'une intolérance générale vis-à-vis des quelques comportements « déviants » -déchets, squats- visibles à Doulon. Alors que peut-être une majorité d'habitants s'accommodent de ces comportements, qui ne les touchent pas directement.

Stratégies, futur et volontés

L'avenir du Jardin des Ronces est incertain. Néanmoins une évolution a eu lieu et le Jardin des maintenant pris en compte par les concepteurs du projets. Au commencement et pendant la concertation préalable, la parcelle du jardin était destinée à accueillir des logements. Les travaux de terrassement commençaient sur la parcelle voisine -ferme Saint-Médard- et c'est pour cela que le collectif du jardin a organisé le rassemblement de soutien du 2 décembre. À ce moment l'aménageur estimait que le jardin n'était pas à la bonne place et les jardiniers étaient invités à se tourner vers des structures plus officielles.

16. Entretien, Maison de Quartier, 21 novembre 2018.



2 Décembre 2017, Place du Vieux-Doulon

©lesronces.noblogs.org

Rassemblement

« Défendons le jardin des ronces »

2 décembre 2017

J'arrive au rassemblement en bus, un peu après l'heure du rendez-vous. A côté de moi un père et son fils, quand le bus arrive au niveau de la place du vieux Doulon, un groupe de personnes assez conséquent s'est formé. On peut voir une grande banderole marquée « le jardin des ronces résiste » ainsi qu'une exposition de quelques photos suspendues.

Père : « waw, mais qu'est ce qui se passe ici »

Fils : « c'est quoi les ronces, je sais même pas ce que c'est moi le jardin »

P : « encore une manif, t'façon à Nantes y a qu'ça »

F : « pourquoi ils se défendent, c'est nul un jardin de ronces »

P : « y a du monde quand même, bon bah viens on va aller voir »

F : « en plus y a à manger »

Ce dialogue m'interpelle. Ce père et son fils qui ont visiblement l'air de rentrer chez eux au Vieux Doulon ne connaissent pas le jardin. Ce n'est donc pas un lieu connu de tous et la communication développée n'atteint pas tout le monde. Le « waw » prononcé par le père exprime sa surprise devant ce rassemblement. Comparé aux rassemblements politiques visibles dans le centre de Nantes il n'y a pas tant de personnes, mais sur cette place qui paraît désertique et monotone, le rassemblement occupe l'espace et interroge. Concernant le jardin, le fils « ne sait même pas ce que c'est », il pose la question de la légitimité du rassemblement pour lui, habitant de Doulon. Le père catégorise d'instinct le rassemblement comme « une manif ». Il se base sur le contexte nantais où les militants sont plutôt présents dans l'espace public et dans l'espace médiatique, pas toujours pour leurs revendications mais plutôt pour les débordements associés. N'importe quel rassemblement politique, peu importe sa nature pourvu qu'il soit

déployé dans l'espace public est rangé dans la case « manif », effaçant son propos et empêchant de se questionner plus précisément sur sa forme. L'enfant questionne ensuite l'intérêt de défendre ce jardin vu l'hostilité qu'évoque son principal symbole : les ronces. Enfin, deux critères légitiment l'intérêt du rassemblement pour ces deux habitants : le nombre de personnes - et probablement la diversité d'âges - présentes et l'attrait pour la nourriture qui donne un côté distrayant et ludique.

Le rassemblement commence sur la place par un discours de Sylvain, le membre a priori le plus actif du jardin des ronces. Il expose la situation du jardin : les fouilles archéologiques et certains travaux de terrassement commencent, la parcelle du jardin est toujours concernée par un projet de logements qui inquiète le collectif de jardiniers. Ils critique et appelle à la mobilisation contre le projet global des Gohards et pour la défense du Jardin. Il faut montrer publiquement la force et la détermination des usagers qui veulent garder la gestion de leurs espaces publics. Il explique le choix de l'autogestion, pour échapper à la valorisation des aménageurs et rester indépendants. Viens ensuite le tour d'une femme membre de l'association Gasprom qui soutient des squats de personnes exilé.e.s à Nantes, déjà croisée dans des actions revendiquant le droit à l'occupation des lieux vacants. Novice du réseau militant Nantais, je suis d'abord surprise de ce rapprochement des luttes. Il apparaît vite qu'elles se croisent à de nombreux endroits, notamment parce qu'elles adressent leurs revendications aux mêmes institutions et vont dans un même sens de reprise de pouvoir par le citoyen sur la ville, et de reprise de sens en marge des grands projets urbains. Elle parle notamment d'une maison squattée dans le quartier « chez Evelyne » et de la problématique de la vacance ainsi que du processus d'expulsion par ordonnance qui n'oblige pas à prévenir les occupants. Le Gasprom a appris que leur squat était soumis à l'ordonnance quand les roms expulsés d'un autre terrain de la ZAC ont pris contact avec eux.

La rupture entre occupants informels et institutions est claire,

même quand cela est géré par des associations qui ont la volonté d'ouvrir le dialogue avec la mairie. On retrouve la même incertitude pour les membres du jardin des ronces qui occupent également un terrain vacant.

Chaleur humaine, musique, vin chaud, bar mobile. Lolo, habitant qui squatte la maison abandonnée du jardin prend la parole avant que le groupe quitte la place du Vieux-Doulon. Alcoolisé, il exprime son attachement au jardin, remercie les jardiniers qui l'animent et sont un soutien pour lui, ainsi que les personnes venues le défendre. Applaudissements et sourires.

En allant vers le jardin, je discute avec Maëldan. Ancien étudiant de l'école d'architecture il vient d'emménager à Doulon avec sa femme et leurs 2 enfants. Pour lui le jardin est un lieu de discussion et de fête selon les événements organisés. Il y vient aussi déposer le compost qu'il fait dans son appartement. Malgré l'atmosphère bon enfant visible d'aujourd'hui, les relations entre le jardin et les riverains sont parfois difficiles. La cabane de stockage vient d'être reconstruite. Elle a probablement été incendiée par un opposant au jardin, le contexte est donc tendu. Concernant le projet urbain, Maëldan et sa famille ont peu d'informations. Ils ont reçu la brochure de synthèse de la concertation chez eux mais ils n'ont pas pu participer car le processus était déjà entamé à leur arrivée. Pour les nouveaux arrivants il est difficile de se sentir intégré dans le projet étant donné la discontinuité du processus. Pourtant Maëldan, sa femme et leurs enfants sont directement touchés et intéressés.

Une fois dans le jardin, la plantation d'un verger commence. Cet acte symbolique fort entend s'ancrer dans le temps long, revendiquer une occupation durable de la parcelle et pérenniser le jardin. Nantes Métropole Aménagement dit vouloir conserver tous les jardins ouvriers et familiaux « officiels » et le Jardin des Ronces va être



2 Décembre 2017, Jardin des Ronces

©lesronces.noblogs.org

remplacé par un parc de logements. Cette action veut donner au Jardin une même légitimité que les autres jardins malgré son caractère illégal. « On verra ce qui se passe ici mais en tout cas ça permet quand même que les gens se posent des questions, ça sensibilise, ça créer un lieu social, de rencontre, de discussion »

Un jardinier expose sa vision du jardin et l'utilité du rassemblement d'aujourd'hui. Ce lieu et la multiplication d'événements associés sont un moyen de créer du lien entre les habitants et de les sensibiliser aux questions urbaines et métropolitaines. Pour lui, la sociabilité à Doulon-Gohards est faible notamment à cause de la faible densité du bâti : « y a pas ce truc des petits trucs des quartiers ouvriers où tout le monde parle et se connaît pas exemple ». Il voudrait que le jardin devienne un lieu de rassemblement inconditionnel, hors des structures institutionnelles, sans droit d'entrée ou d'adhésion et sans appartenance à un morceau de quartier comme c'est le cas des jardins familiaux. Pas non plus un lieu uniquement dédié au jardinage mais un lieu de détente où « tu peux venir jardiner mais pas que, tu peux juste venir boire un thé ou lire un livre ».

Le collectif du Jardin des Ronces souhaite développer des actions à l'attention des habitants et autres usagers mais ils considèrent qu'ouvrir un dialogue avec les aménageurs serait aller dans le sens du projet :

« il n'y a eu aucune discussion avec la mairie. Nous on s'est toujours dit, plus le temps passe, et plus on a une chance d'avoir une voix qui porte. En fait si on va les voir en disant : 'on voudrait que notre jardin', on est en position d'infériorité, alors que si le jardin campe sur ses positions sans trop s'exprimer ou demander des faveurs, la mairie devra forcément se positionner. Nous si on peut avoir des soutiens, des gens [...] qui comprennent aussi la démarche dans laquelle on est, et qui y trouvent un intérêt. Parce que c'est pas une démarche égoïste, c'est une démarche

qui vise quelque chose qui nous dépasse, un autre modèle. »¹⁷

La démarche de refus de coopération entend conserver le lieu en l'état le plus longtemps possible, pour le faire découvrir, l'ouvrir au plus grand et ainsi sensibiliser à la démarche.

Pour M. Leroux, la stratégie des élus n'est pas la bonne. Il défend le Jardin mais pas la stratégie d'opposition frontale, par contre il pense que les élus devraient s'y adapter intelligemment. Il exprime son point de vue dans le groupe d'appui à l'agriculture urbaine et quand il croise les élus locaux,

« ils développent le jardin, ils produisent leurs semences, ils ont fait un boulot énorme, c'est extraordinaire ce travail. Et moi justement à la dernière réunion du groupe d'appui [...] j'ai défendu ma position [...] : en quoi le maintien du Jardin des Ronces compromet le projet de Doulon-Gohards ? Moi je suis pas technicien, je suis pas un expert mais j'ai quand même l'impression que ça ne gêne en rien. Parce qu'il y a qu'eux qui déménageraient. [...] c'est vraiment vexatoire. »¹⁸

M Leroux valorise le travail effectué par les jardiniers et l'intérêt du lieu en terme d'écologie. Il souligne qu'à part le club sportif de la Saint-Médard, le Jardin des Ronces est le seul lieu public qu'il était prévu de déplacer. Or un autre emplacement est à l'étude pour le club sportif, ce qui n'est pas le cas du Jardin étant donné son occupation « illégale » du terrain.

« Ça ne peut que renforcer leur opposition. Alors qu'eux veulent une opposition frontale et à mon avis, la meilleure solution c'est l'esquive. C'est à dire ce que j'ai proposé à Catherine Touchefeu qui est l'élue du quartier. Je lui ai dit 'je comprends pas ta position, moi ce que je te propose c'est d'annonce assez rapidement que le jardin des ronces on n'y touche pas. On construit autour etcétera mais on y touche pas.' »

Il se heurte néanmoins aux élus qui ne sont pas prêts à lâcher du lest, invoquant les plaintes et la « position de principe ». En effet l'appropriation du terrain est « illégale » et un sentiment d'injustice peut

17. Entretien, Jardin des Ronces, 29 avril 2018.

18. Entretien, Maison de Quartier, 21 novembre 2018.

naitre pour certains habitants défendus par l'élue.

Le conflit de valeurs entre les défenseurs et les détracteurs du jardin est palpable. Par ailleurs, l'absence de dialogue rend l'accès à l'information difficile pour le collectif. Parfois obtenues par la presse ou par des sympathisants en lien avec Nantes Métropole ou Nantes Métropole Aménagement, les nouvelles sur le projet arrivent au compte-goutte et sont imprécises. Ici les élus et les aménageurs ne sont pas du tout dans une stratégie de désamorçage du conflit.

« Des fois il y a des documents officiels ou des documents de travail de la mairie auquel on a accès, comme tout le monde quoi, et donc, tiens on voit qu'on est sur le plan ... Mais après ça veut rien dire du tout, ça veut juste dire qu'ils nous ont recensés comme existants. [...] Après, des fois il y a telle ou telle personne qui a eu vent de tel ou tel truc... Mais globalement...

- Il n'y a rien d'officiel, on ne sait.

- On a appris que notre parcelle était priori épargnée des fouilles archéologiques dans un premier temps, en lisant le journal. »¹⁹

Aujourd'hui dans le journal de projet n°5²⁰ la carte des fermes urbaines et jardins familiaux, partagés ou collectifs a été remise à jour. Le Jardin des Ronces y est bien présent, mais il ne comporte pas la légende « jardin collectif » comme les autres, la parcelle indéfinie semble néanmoins épargnée par les constructions.

« Bah en fait on a du mal à se projeter j'ai l'impression. De toute façon on sera sûrement pas acceptés comme un petit îlot anarchiste au milieu du projet figé. A titre personnel je ne me projette pas trop, je sais que si on se fait dégager, ou si jamais les conditions sont ingérables, qu'ils veulent qu'on soit une association, et qu'on traite nos terres avec des produits chimiques, j'en sais rien je dis n'importe quoi, mais si ça devient trop compliqué, on dégagera je pense. Il y a tellement de projets alternatifs qu'on trouvera d'autres coins de terre pour jardiner, on prend

19. *Entretien, Jardin des Ronces, 29 avril 2018.*

20. *Journal de projet n°5, novembre 2018.*



Extrait du Journal de projet n°5, novembre 2018.

©Nantes Métropole

En bleu les périmètres à construire, en vert les jardins collectifs, le Jardin des Ronces est indéfini.



pas assez le temps de s'organiser sur d'autres beaux projets que voilà, on verra en fait. »

Comme l'explique Paul, il semble aujourd'hui difficile de croire que l'aménageur va laisser perdurer cet « îlot anarchiste ». C'est la même incertitude pour le jardin familial de M. Leroux : va-t-il y avoir une institutionnalisation de ces fonctionnements ou la variété des organisations va-t-elle être préservée ? En tout cas, le collectif du Jardin des Ronces tient à son indépendance et le maintien du lieu est conditionné à son statut autogestionnaire qui n'évoluera pas vers un statut plus officiel.

Cette organisation en autogestion est essentielle pour le collectif car elle permet une indépendance de toute structure institutionnelle et une flexibilité du groupe de participants : pas d'adhésion, la simple présence donne une légitimité pour s'exprimer, et une totale gratuité : le matériel est financé par les recettes des fêtes et festivals. Car comme le dit Paul il ne s'agit pas seulement de proposer un lieu de jardinage ouvert et convivial, mais bien de proposer un autre modèle d'espace public et d'ouvrir un débat pérenne sur les politiques d'aménagement des villes et sur nos modes de vies.

« je serai content si le jardin reste ici, c'est l'objectif, mais l'autre objectif serait le fait que le jardin soit là pour faire réfléchir. Comme Xavier je ne pense pas qu'on puisse arrêter le projet mais peut être qu'en restant là on pourrait faire infléchir la tendance, mais surtout réfléchir en fait. [...] l'enjeu pour moi il est bien au-delà de ça, il est de savoir quel modèle de développement on choisit, est-ce qu'on veut courir toujours plus, ce sont des grands schémas de pensées. [...] Est-ce qu'on veut amasser les gens dans les villes et puis faire mourir les campagnes ? Il y a toutes les questions du pétrole qui vont avoir du mal à arriver jusqu'à nous bientôt et du coup ces terres elles pourraient nourrir, aux portes de Nantes, pas mal de monde. Tous ces enjeux-là, pour moi, comme NDDL²¹, comme plein d'autres endroits c'est des occasions de faire évoluer des consciences en fait. »

21. à la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes

2. Un espace qui va doucement au-delà des stéréotypes

Entre militantisme et jardinage

La réunion du dimanche

17 Décembre 2017

Lors du rassemblement de défense du Jardin, j'avais rencontré quelques jardiniers mais de manière distancée, dans un contexte très publique. J'étais une oreille parmi d'autres, anonyme pour les jardiniers qui étaient alors -pour ceux qui s'exprimaient- dans une posture démonstrative de prise de parole, en représentation. Cette situation contrastait énormément avec le caractère intime et secret de ma première impression au jardin.

Avant le rassemblement, « Sylvain pour le collectif des ronces » m'informe que les jardiniers se retrouvent le jeudi et le dimanche et qu'il est possible de se rencontrer à partir de la semaine suivante. Je décide d'y aller un dimanche après-midi. Je pensais trouver les jardiniers en plein travail, préparant les terres pour l'hiver. En allant au jardin à l'improviste j'essayais de me détacher d'une situation d'entretien formel, il s'agissait aussi d'éprouver le caractère public du lieu, j'avais l'intuition qu'il était libre d'accès et de déambulation mais ce n'était pas une totale certitude.

Après avoir passé le mur, quelques personnes croisées, sourires et échanges succincts sur la position des vélos dans l'espace de dépose, j'arrive à l'emplacement des petites constructions. Les jardiniers avaient terminé le travail du jour et se rassemblaient sous l'auvent pour la réunion mensuelle. Je me présente à Sylvain et prends place autour de la table. La boîte à gâteau est ouverte, on peut commencer. Je me présente comme étudiante en travail de mémoire, mon sujet n'est pas encore stabilisé, aussi je préfère parler d'un questionnement personnel plus global sur l'interaction entre mon statut futur et mes convictions. L'architecture en tant que discipline est une source infinie

de questionnements et d'expérimentations mais la place de l'architecte dans les sphères projectuelles conventionnelles est souvent en rupture ou détachée du territoire. Comment exercer sans perte de sens après avoir été sensibilisée pendant 5 ans aux enjeux économiques, sociaux et écologiques que révèle la ville et l'habiter d'aujourd'hui ? Et quel rôle d'aménageur acquerrais-je de fait alors même que personnellement j'aurais tendance à défendre les espaces informels d'appropriation spontanée ? J'assiste à la réunion en tant qu'observatrice et je n'ai aucune impression de retenue du fait de ma présence.

Neufs personnes sont présentes, six femmes entre trente et cinquantes ans et trois hommes trentenaires. La majorité d'entre eux connaissent bien les enjeux du projet urbain et les implications dans le débat sont diverses, certains semblent plus engagés avec des avis tranchés, d'autres font figure de médiateur ou d'informateurs par rapport aux institutions. Il semble que beaucoup de personnes présentes soient engagées politiquement dans les réseaux militants nantais mais pas toutes. La présence régulière dans le collectif de jardiniers exprime aussi pour certains une simple envie de jardiner et d'avoir un projet commun. De plus toutes les personnes intéressées par les enjeux politiques du jardin n'ont pas la même posture ou la même appartenance culturelle.

Avant de dérouler l'ordre du jour on échange des nouvelles sur les habitants de la maison squattée dont certains ont pu être placés en foyer pour l'hiver. Lolo se joindra d'ailleurs à la fin de la réunion, il a beaucoup à dire et la patience des jardiniers permet de l'intégrer au débat. Puis plusieurs thèmes sont abordés.

En premier lieu le jardinage est évoqué, les améliorations à faire pour le calendrier de semis, un budget prévisionnel et le choix du fournisseur pour l'achat de graines car le verger planté au rassemblement précédent a coûté cher. L'idée d'une autre fête est discutée avant celle d'été. Il y a des problèmes d'évacuation d'air dans la serre, elle risque d'être soufflée par le vent cet hiver. Maintenant que



Le préau où se déroulent les réunions

©lesronces.noblogs.org

plus rien ne pousse c'est l'heure de couvrir les parcelles de feuilles pour l'hiver, c'est au programme des prochaines séances. Et l'essaïm d'abeilles est mort, c'est récurrent à beaucoup d'endroits à cette période. C'est aussi le moment de prévenir tout le monde que la totalité du jardin peut être récoltée, il sera bientôt trop tard, il faut lancer un appel par mail.

Ensuite c'est le débrief sur le rassemblement de défense du jardin. Concernant la presse, plusieurs articles sont parus dans Presse-Océan et Ouest-France, globalement tout le monde est déçu de cette production. Une question est posée, comment obtenir une visibilité sans passer par les médias quotidiens trop réducteurs ?

En tout cas, la mairie n'a pas réagi ni au rassemblement ni aux articles de presse. Certains sont remontés contre Presse-Océan qui déforme les paroles des jardiniers, pour d'autres « c'est important que les journalistes viennent tranquilles » pour l'image du jardin. D'habitude les jardiniers font appels aux médias de la ZAD pour diffuser leurs textes. Le réseau des Ronces semble très connecté avec celui de la ZAD et la référence est très présente en termes de modes d'organisation et de prises de position.

À la suite du rassemblement les militants de la France Insoumise (FI) Nantes ont publié un communiqué de soutien. Les jardiniers déplorent qu'ils ne se soient pas concertés et que leur propos soit centré uniquement sur la conservation du Jardin des Ronces et non sur la remise en cause du projet global.

En ce qui concerne l'actualité de la ZAC Doulon-Gohards, les fouilles archéologiques commencent et une jardinière a rencontré le responsable en charge de l'opération. Pour elle si on refuse les fouilles archéologiques, l'INRA peut demander des comptes et si on n'entretient pas des rapports cordiaux avec ce responsable, il peut revenir accompagné de la police et à ce moment là « on pourra rien faire ». Mais pour les autres c'est peu probable. Sylvie met en avant les qualités de cet homme, pour elle c'est un allié. Il veut d'ailleurs porter plainte contre Nantes Métropole. Sur une des futures fermes qui était occupée

par un campement de gens du voyage, l'expulsion a été ordonnée et l'ensemble du site a été retourné et creusé pour empêcher le retour des caravanes. Or à ce moment plus aucunes fouilles archéologiques n'est possible et cela a détruit la vie microbienne du sol qui permettait sa mise en culture dans de bonnes conditions. Personnes ne sait d'où est venu cet ordre mais il a été transmis dans le secret. Quoi qu'il en soit pour certains accepter les fouilles c'est rentrer dans le projet, c'est donner « un feu vert », il faut refuser. « Un peu comme à la ZAD, ils refusent systématiquement les enquêtes ». Le groupe reste sur cette position.

Enfin les jardiniers évoquent les autres acteurs associatifs du projet liés à la question de l'agriculture urbaine : Terre de Liens, la Confédération Paysanne et Ecos. Terre de liens est à priori le moins enclin à être affilié à Nantes Métropole, une collaboration serait possible, la Confédération Paysanne semble soutenir le Jardin des Ronces mais rien n'est clair, pour certains « fermer la porte c'est risqué d'être récupérés ».

Enfin concernant Ecos, le groupe est divisé, d'un côté les bénévoles d'Ecos sont dans la même démarche que le Jardin des Ronces : reprendre du pouvoir citoyen sur la ville par le biais de la culture du sol. « Ils ne veulent pas être utilisés pour dégager un jardin dans un processus proche de ce qu'ils veulent faire ». D'un autre côté le diagnostic des jardins qu'ils ont réalisé est très précis et pose question, avant l'aménageur avait peu de moyen d'appréhender ces parcelles cultivées informelles. Et Nantes Métropole dit vouloir conserver tous les jardins cultivés hormis les Ronces, alors pourquoi établir un diagnostic foncier si précis ? Pour une jardinière « ils peuvent faire bouger le projet de l'intérieur », il faut coopérer avec eux même s'ils négocient avec Nantes Métropole en tant qu'association « tout n'est pas binaire, on peut pas leur demander d'être contre Nantes Métropole ». Pour finir un jardinier les voit comme « un piège tendu ». Pour lui, ils ont été placés par l'aménageur comme des pacificateurs.

La réunion se termine sur l'idée proposée par une jardinière absente : réaliser une carte utopique de la ZAC. Les jardiniers questionnent leur légitimité à se faire porte-paroles : cela demande une connaissance très précise du territoire et il ne veut pas se mettre à la place des autres, « pour les zones naturelles on peut, pour le reste ce serait présomptueux. Ils ne veulent peut être pas la même chose que nous ! ». Des groupes de travail seront formés pour aller parler aux différents habitants : migrants, roms, personnes du quartier. La discussion s'éparpille en petits groupes vers des sujets plus quotidiens : la température, le gel, la dernière récolte. Nous finissons les gâteaux et le groupe se disperse.

Ce récit prend place au début de l'enquête et la problématique n'est pas encore stabilisée, c'est pourquoi j'avais relevé plus précisément ce qui avait attiré au côté « militant ». Dans la réunion, les problématiques pragmatiques liées à la gestion du jardin constituaient presque la moitié du temps de discussion avec une alternance des personnes actives dans le débat suivant les thèmes, même si les plus actifs s'exprimaient dans tous les thèmes. Cette dualité entre actions politiques qui renvoient à des grandes réflexions idéologiques sur nos modes de vies et actions de jardinage qui renvoient à une pratique concrète, accessible et partagée est significative de la vie et de l'histoire des Jardin des Ronces.

Le positionnement du collectif pendant la concertation préalable était très ouvertement politique et contestataire. Les idées n'ont pas perdu leur force et sont toujours revendiquées, malgré tout le collectif a changé d'approche pour s'adresser à un public plus large dans le quartier et pérenniser ce lieu.

« On s'est dit, au lieu de parler à la tête des gens, on va plutôt parler à leur cœur, leur faire aimer ce lieu, déjà on avait pas trop d'énergie pour faire à la fois le projet du jardin et un projet militant, donc on s'est dit qu'on allait surtout prioriser ce qui se vivait ici, c'est-à-dire le jardin plus

le côté collectif ».¹

Le dynamisme du jardin est tributaire de ces participants actifs -qui varient selon les saisons-, il semble qu'à l'intérêt militant qui existe depuis le début se soient rajoutées d'autres envies.

« Au début il y a eu une volonté un peu militante, puis une volonté de culture et puis de faire un peu la fête, mais c'est très variable puisqu'en fonction des gens qui sont là il y a des envies »,

A l'échelle nantaise, le Jardin des Ronces est un des lieux phares du réseau militant et à chaque événement la communication se fait par ce biais et le réseau se mobilise. Par contre au niveau du quartier, travailler plus sur le projet du jardin permet de rassembler et de sensibiliser des personnes non politisées aux valeurs de mise en commun, d'écologie, etc. Et lors des événements, le croisement de ces deux « mondes » est possible même s'il ne s'agit pas d'un rapport direct, on donne à voir l'autre et on permet la rencontre.

Dans le texte retraçant l'histoire du Jardin, le collectif explique cet aller-retour entre militantisme et pratique du lieu et ajoute une définition de leur vision du « politique »,

« Enfin, vous l'aurez compris, le Jardin des Ronces est aussi un lieu à usage 'politique' au sens premier de participation à la vie de la cité. Tout ce qui a été dit avant suffit presque à le justifier. A notre manière, nous faisons de la politique, pas au sens politicien, mais juste au sens noble du terme qu'il convient de faire revivre. En plus de participer à la vie du lieu et plus globalement à celle du quartier, ceci se traduit par notre mobilisation contre le projet urbain des Gohards. Plusieurs réunions publiques indépendantes avaient été organisées au jardin durant les deux premières années, l'occasion de discuter librement de ce projet en dehors des circuits biaisés de la concertation. Depuis, nos énergies ont plutôt servi à poursuivre l'implantation du jardin. Celui-ci s'étant désormais structuré et le projet urbain avançant, il convient dorénavant de préciser notre

1. Entretien, Jardin des Ronces, 29 avril 2018.

positionnement, et comment nous envisageons de nous battre pour changer l'avenir métropolitain promis à cette zone (cf. texte 'Comprendre la ZAC des Gohards pour mieux y résister'). »²

Sans admettre que les réunions publiques organisées au jardin avaient eu peu de succès, le collectif exprime sa volonté d'être acteur de la politique « au sens noble ». C'est à dire participer à la vie de ce lieu de manière collective et concrète, et par cela s'intéresser à l'organisation de la ville en général. Leur volonté est aussi de différencier d'une part la participation « politique », appropriable par chacun et basée sur des actions et des discussions accessibles et ouvertes, et d'autre part le monde « politicien » organisé en partis politiques selon des groupes d'appartenances sociales, régi par les échéances électorales.

Cette idée de prôner des valeurs par le développement d'un lieu collectif est défendue notamment par M. Leroux. Pour lui il faut développer des actions à l'attention des habitants du quartier car le Jardin a besoin de leur soutien pour s'ancrer.

« [les jardiniers] ont développé des actions qui font que... ils ont... une... alors quand j'emploie le terme légitimité ça fait hurler Catherine Touchefeu mais pour moi ils ont une légitimité »

La question de la légitimité est importante, car même si la perméabilité entre le quartier et le jardin ne cesse d'augmenter, pour l'élue de quartier c'est avant tout une source de tension. L'enjeu d'obtenir le soutien des locaux est décisif pour la suite, et le fait de mettre en avant les valeurs du Jardin plutôt que le seul aspect politique permet de rassembler plus de personnes. Pour une personne extérieure, il peut être difficile de se sentir à l'aise face à un groupe de militants convaincus si l'on n'a pas une culture politique et idéologique développée. Cela s'apparente à un groupe d'appartenance plus opaque que si l'on y observe des profils divers, plus ou moins politisés, plus ou moins dans l'opposition. Chacun peut y trouver une place entre débats, culture du sol et moments de convivialité.

2. Collectif du Jardin des Ronces, Décembre 2017.

En tous cas, l'aspect militant ne disparaît pas ; que ce soit par des déclarations ou des rassemblements, quand le projet réapparaît ou que l'avenir du jardin est incertain, les jardiniers agissent :

« Quand on a eu peur que le jardin se fasse raser de la carte au début de l'automne dernier, on a organisé la journée du 2 décembre pour mobiliser nos réseaux, et pour expliquer en même temps notre positionnement, on a écrit nos points de vue sur le truc de différentes manières, on a contacté la presse, donc en fait le côté militant il est revenu un peu par nécessité, parce qu'il y avait une menace voilà. »

C'est également ce qu'explique l'extrait de texte sur l'histoire du jardin, quand le lieu atteint un certain niveau de « structuration » et que le projet urbain s'affine, il faut reprendre position pour faire entendre régulièrement ses revendications aux élus et aux aménageurs.

Mauvaise réputation

Malgré tout, le jardin n'est pas considéré comme un lieu ouvert pour tout le monde et de nombreux stéréotypes l'entourent. Deux éléments récurrents sont évoqués par certains habitants comme des freins.

D'abord l'association récurrente entre le collectif du Jardin des Ronces et les habitants du squat de la maison abandonnée. L'entente est cordiale entre eux, l'habitant qui occupe majoritairement le squat est souvent présent aux discussions et aux réunions. S'il ne jardine pas forcément il s'entend bien avec les jardiniers et leur présence semble positive pour lui. Ce qui se déroule dans la maison squattée est indépendant de l'action des jardiniers et cette distinction n'est pas opérée par tous.

C'est le cas de Karine et Stéphane par exemple, rencontrés au marché : « Mon fils y va de temps en temps... et il fait pas toujours des bonnes rencontres, euh... la dernière fois il est rentré dans la maison, y avait des gens qui se droguaient... donc là je lui ai dit, ça va hein faut arrêter. »³

3. Discussion, place du marché, 28 Octobre 2018.

Leur connaissance du jardin semble se limiter à ce récit de l'expérience de leurs fils. En parlant avec eux et en essayant de nuancer le propos sur les activités présentes au Jardin, j'ai senti comme une rupture. Ils n'étaient visiblement pas prêts à admettre que des activités de jardinage ou des moments de convivialités qui pourraient les concerner, voir même leur plaire avaient lieu.

Par contre pour Mathilde, mère de famille rencontrée à la fête du jardin c'était différent⁴. Elle avait également un apriori négatif sur le jardin mais lors de la fête de printemps elle a « osé » en franchir la porte. D'abord elle « ne savait pas si on avait le droit » de venir, effectivement le lieu n'appartient à personne mais le fait qu'un collectif récurrent soit présent sur place peut être déstabilisant. Ensuite elle craignait que le lieu soit dangereux, probablement en raison de personnes mal intentionnées qui auraient pu s'y trouver. Mais elle a finalement décidé d'aller voir, motivée notamment par son fils et son désir d'aller s'y promener. C'était pareil pour Franck, rencontré pendant le festival d'automne,⁵ il était venu avec ses enfants et une voisine pour prendre l'air et profiter des animations mais il craignait qu'il y ait « de la castagne ». Il faisait référence à l'image violente que peut renvoyer un lieu informel qui abrite un squat, aussi parce que c'est inhabituel pour beaucoup, inconnu et donc difficile à comprendre. Se pose alors la question de ce qui est admis et cautionné socialement, de ce qui est mal vu, autre et qui intrigue au point de faire peur.

« Et puis moi je vais plus loin que ça ! c'est quoi le pire ?

Des mecs qui sont bourrés dans une maison squattée ou Carlos Ghosn ?! »⁶

C'est souvent l'expérience de la ZAD de NDDL qui revient dans les débats et qui sert de comparaison. C'est une référence évidente pour le collectif de jardiniers et pour les usagers réfractaires c'est une

4. Discussion, Jardin des Ronces, 10 Juin 2018.

5. Discussion, Jardin des Ronces, 6 Octobre 2018.

6. Entretien M Leroux, Maison de Quartier, 21 novembre 2018.

convergence qui effraie ou qui engendre la catégorisation rapide de cette initiative. M. Girard par exemple semble très attaché aux institutions, aux représentants politiques et au patrimoine nantais, pour lui c'est inacceptable.

« ils restent, ils sont toujours là, moi je vous dit franchement je suis pas d'accord avec eux de toute façon, je suis jamais allé voir, ça m'ferait honte. »

« ho oui oui parce que, c'est pas mon truc. C'est une drôle d'ambiance. Un moment de temps je me dis, ça va être comme les ZAD de l'aéroport là. Ils vont interdire tout et rien »

Ici sa réaction est forte et plutôt violente, ça lui ferait « honte » de s'ouvrir à ce lieu parce que selon lui, cela va à l'encontre de ses valeurs. Le fait même d'être dans l'opposition au projet d'aménagement développé par les élus lui semble absurde, « ils vont interdire tout et rien ». Il semble nier ou ne pas connaître l'idéologie qui se manifeste derrière ce refus et le « tout et rien » montre l'absurdité qu'il ressent dans l'opposition du collectif du Jardin des Ronces au projet urbain. Pourtant il a lui-même été victime de la préemption de sa propriété par la métropole et les a poursuivis en justice.⁷

M. David lui parle de « coloration un peu zadiste » pour parler de « ces jeunes » du Jardin des Ronces. En parlant de « coloration » il semble faire référence aux partis politiques, comme si le zadiste était un nouvel acteur du jeu politique. Pour lui, ce sont des jeunes « forts sympathiques » et il a « eu la curiosité de leur rendre visite » après qu'ils aient fait de la « pub », probablement la proposition de réunions parallèles lors de la concertation. Il évoque tout de même l'appropriation du terrain qui ne leur appartient pas.

7. M Girard est un ancien maraîcher dont la propriété a été préemptée par la ville dans le cadre de la Zone d'Aménagement Différée qui précédait la ZAC Doulon-Gohards. Se voyant proposer un prix de rachat dérisoire par la municipalité, il a monté un comité de défense et a obtenu en justice le double du prix, ce qui a fait jurisprudence.

La réappropriation spontanée de l'espace divise. Cela pose également la question du foncier et de la propriété privée, à qui doit-il appartenir ? Pourquoi donner des droits sur des terrains à ceux qui ne les ont pas payés ? Un sentiment d'injustice est souvent visible, notamment chez ceux qui ont fait de l'accès à la propriété une perspective d'avenir et une ambition. Mais dans le cadre du Jardin des Ronces, M. Leroux fait remarquer :

« c'est pas de l'appropriation individuelle, c'est une appropriation collective, ce qui est pas du tout la même chose, ça a rien avoir »

M. Leroux essaie de désamorcer les critiques qui sont parfois opposées à la ZAD de NDDL, c'est à dire que des personnes ou groupes de personnes s'approprieraient « illégalement » des terrains pour servir leurs seuls intérêts. Ici il fait valoir que l'on se trouve en présence d'un lieu ouvert au public et appropriable par tous, qui n'est pas habité par les membres du collectif de jardiniers et qui est situé sur une parcelle qui a été rachetée par Nantes Métropole.

« ça pose quoi comme problème ? ça pose un problème du foncier, pour une métropole comme la métropole nantaise ça ne représente rien. [...] la position de principe c'est savoir si on est d'accord pour que des solutions alternatives vivent ou pas. [...] je pense que l'expérimentation est intéressante, c'est une autre manière de vivre ensemble, moi je partage pas l'affrontement, mais en revanche je trouve ça très très bien ce qu'ils ont fait. Et notamment avec les migrants, etcétera. Je leur tire mon chapeau »

Il est aussi possible que la perception négative du jardin soit aussi liée à leur rapport aux « exclus » du quartier et à leur propre position en tant que « marginaux ». Contrairement à d'autres endroits occupés illégalement, au Jardin des Ronces on ne se cache pas, c'est tout l'inverse et même plus car parfois ils mettent en lumière et donnent une voix aux populations les plus fragiles du quartier (personnes exilées des squats, personnes sans-abris).

École, médias et communication

Au moment où les journalistes commencent à s'intéresser au jardin moins comme un groupe politique mais plus comme un lieu public, une initiative inédite vient appuyer cette dynamique. Une institutrice de l'école Maurice Macé initie un atelier jardinage au Jardin des Ronces avec une de ses classes.

« Par rapport à « toucher les gens », cette année par exemple il y eu une demande de l'Ecole Maurice Macé juste à côté, et il y a eu la visite donc des enfants, et depuis je pense qu'on est à 4 ou 5 visites par an, de l'extérieur. Et les enfants relatent ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont vu. Ils disent : voilà, on a planté des choses... Et là juste en début d'après-midi, on a eu la visite d'un parent qui voulait venir voir »⁸

Les enfants permettent donc de communiquer positivement sur le jardin et de défaire les stéréotypes. La volonté de cette institutrice d'aller au Jardin des Ronces est un acte fort car elle représente l'institution et cela donne de la légitimité pour les parents qui ont confiance dans le travail des professeurs. Cette visite a eu lieu dans le cadre du cycle d'ateliers sur le projet et le quartier Doulon-Gohards à l'école Maurice Macé, le Jardin est donc reconnu comme un incontournable du quartier. Tout s'est très bien déroulé, une suite est même envisagée :

« il y avait l'instit' et puis 3 ou 4 accompagnateurs, et donc on leur a fait planté des radis, ça n'a pas duré très longtemps, ils avaient à peine une heure et demi les enfants donc... On leur a présenté, on a fait la visite et puis ils ont tous planté ou semé quelque chose. Et puis ils vont revenir. Ils vont revenir pour un goûter. Alors il faudra qu'on leur ramène des radis parce que d'ici là ils auront déjà poussé depuis longtemps. Et donc il y a un goûter qui est prévu, où on fera tourner le four, donc il y a une suite. »

En revanche l'initiative n'a pas forcément séduit les pouvoirs publics qui ont souhaité rediriger l'institutrice vers un autre lieu, ici Paul

8. Entretien, Jardin des Ronces, 29 avril 2018.

et Xavier expliquent les raisons données :

« Et bah, euh, qu'il y avait des jardins qui étaient officiels...

- Je crois que le terme employé c'était « légaux »

- Je pense que s'il y a eu un mail de la mairie, nous on est content que l'école soit venue quand même, parce qu'ils ne voyaient pas d'un très bon œil qu'il y ait des écoles qui viennent... »

L'ouverture de certaines institutions sur le Jardin dérange. Ce sont aussi les médias locaux qui ont commencé à s'intéresser à l'initiative en 2018. Déjà en 2017 la radio Prun' avait parlé du jardin lors d'une émission. Et en Juin 2018 c'est Ouest France, journal politiquement neutre, qui écrit un article sur le Jardin des Ronces pour annoncer la fête d'été, ils parlent notamment de deux nouveaux jardiniers mais nous y reviendrons dans le 3. . L'article énonce le parti-pris des jardiniers et promeut l'événement à venir.⁹ Au même moment c'est Télé Nantes qui fait un reportage sur le lieu dans son émission « Chez Vous »¹⁰ qui annonce : « Du lundi au vendredi, chaque soir, Anaïs Michot nous fait visiter un quartier, une commune ou un site emblématique du département. ». Pour faire découvrir le quartier de Doulon en 5 épisodes, le Jardin des Ronces est un des lieux représentatifs choisis, aux côtés de la Maison de Quartier, du CREPS (centre pour sportifs de hauts niveaux) et du Grand Blottereau¹¹.

France 3 Région est aussi présent en juin¹², et au bon moment puisque les journalistes étaient venus sans prévenir pendant que les enfants de l'école Maurice Macé étaient présents. Pour le collectif du Jardin c'est une très bonne publicité dans ce média régional. Depuis un article de « Reporterre » est paru¹³, ce média engagé est moins diffusé à l'échelle locale mais il est suivi à l'échelle nationale.

9. *Ouest France*, 31 Mai 2018.

10. *TéléNantes*, 1er Juin 2018.

11. *Le premier épisode étant un point de vue sur l'histoire du Vieux-Doulon *article reporterre*

12. *France 3-Région, Pays de la Loire*, 7 Juin 2018.

13. *Reporterre*, 12 Juillet 2018.



Juin 2018_Dans l'article de Ouest France, la classe de CP apparaît.

©Ouest France

Enfin en novembre c'est Jet Fm qui diffuse deux émissions à propos du jardin, le lieu est de plus en plus reconnu à différentes échelles (ville, région, pays) et les médias permettent une première approche positive du lieu pour ceux qui n'oseraient pas y aller.

Ouverture sur le quartier

La fête du jardin

10 juin 2018

Dimanche, 16h.

Vélo, léger essoufflement causé par la pente ascendante depuis le Grand Blottereau jusqu'à l'entrée du Vieux-Doulon. La chaleur se fait insistante. C'est un temps parfait pour la fête. Une fois dans le quartier je croise de nombreuses affiches pour la fête du jardin, affiche déjà vue à plusieurs reprises sur internet, via la newsletter des Ronces et sur Facebook, publiée par d'autres réseaux militant comme la commune de Chantenay, le jardin des ronces n'ayant pas de page Facebook.

Avant l'entrée du jardin de nombreux vélos sont accrochés sur les barrières environnante et devant le cimetière. Panneaux indicatifs, toilettes en plein air, compost, et un plan du Jardin fraîchement peint sur un panneau de bois pour l'occasion. On y voit les équipements construits ou réhabilités pour l'usage du jardin (puit, serre, etc.) et l'organisation binaire des parcelles cultivées. La majorité sont dédiées au jardin collectif où il y a une mise en commun des productions et du travail, quelques autres petites parcelles individuelles cultivées indépendamment sont présentes au fond du jardin.

Mais la carte ne s'intéresse qu'à la partie jardin du lieu. Le front bâti qui marque la frontière avec la rue n'est pas indiqué. Les concerts qui ont lieu pendant la fête se déroulent pourtant dans une des bâtisses abandonnées qui est d'habitude squattée par une personne sans-abris.

Au loin les corps déambulent entre les buissons de ronces,

groupes, couples ou solitaires. Devant la grande maison abandonnée, dans la clairière du totem c'est l'effervescence. Des enfants qui courent, jouent, la paille vole dans tous les sens, des parents qui crient et rappellent à l'ordre. Des petites installations couvertes, il fait beau mais quelques averses s'invitent par moments. Cabane à crêpes, stand sérigraphie, bar sous barnum. D'autres espaces couverts avec fauteuils sont installés pour prévenir la pluie. De la bière, des écocupes estampillées « Bière du Bouffay », du jus de pomme bio, il y a la queue au bar.

Des groupes d'amis, jeunes ou plus vieux. Deux amis se sont trouvés un poste d'observation, ils interpellent les filles, bouteille de vin cachée derrière le dos. Un petit groupe d'hommes d'une cinquantaine d'années a choisi le farniente sur ballots de paille. Trois petites filles demandent s'il faut payer pour avoir une boisson, on leur répond que si elles vont demander gentiment ce sera probablement gratuit. Un stand info sur le projet urbain des Gohards a été installé, des visuels infographiques et des phrases percutantes sur les absurdités de la politique de logement nantaise sont visibles.

Dans la salle de concert, une centaine de personnes regarde et écoute un spectacle de chorale. C'est la chorale du « Mystère des Voies de Garage », composée d'un bon nombre de personnes âgées habillés de bleus de travail ils reprennent des chants de lutte, des chants qui racontent le milieu ouvrier ou des chants de manifestations, le tout dans une ambiance festive et riieuse.

Je croise Paul avec qui j'avais réalisé l'entretien.

« C'est vraiment super tout ce monde, on est hyper contents. »
« C'est difficile de prévoir des stocks, et dans la durée... 260 Litres de bière hier et 200 aujourd'hui, ça fait du monde. »

Paul a l'air de ne pas en revenir, très heureux du nombre important de personnes venues sur les deux jours du festival. A priori il y a plus du monde que les années précédentes, peut être le fruit d'une communication plus poussée ou d'une perméabilité qui s'accroît au fil

des années entre le jardin et le quartier.

Je retrouve ensuite Xavier qui était là également pendant l'entretien, appareil photo en main et sourire aux lèvres. On parle un peu de « Complètement Nantes », où il est allé avec ses petits-enfants : « c'est une sacrée comm', la ville riche communique ». Il reste néanmoins très critique sur la présentation du projet des Gohards dans l'exposition de l'événement. Sur le fond, et aussi sur la forme.

« Mais tu sais, c'est un projet sur 30 ans alors ils dessinent mais... c'est que des suppositions. Et puis ils ont un style, un style de plan... flou quoi »

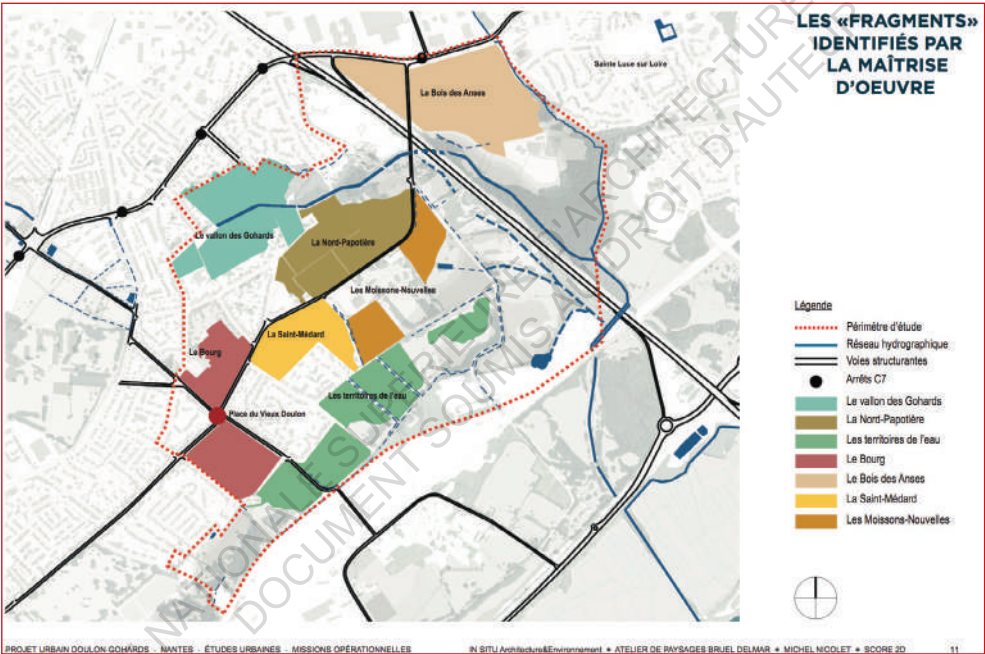
C'est intéressant de l'entendre parler de la représentation graphique choisie. Effectivement sur les plans « d'urbanisme » qui sont communiqués à l'heure actuelle, l'abstraction est frappante. On est face à des grands aplats colorés qui représentent un zonage du quartier selon des « fragments », parfois agrémentés de quelques logos pour repérer les sites des fermes urbaines choisies et de pointillés qui rappellent le contour de la ZAC. Quelques grandes orientations sont définies pour chaque fragment mais c'est très imprécis. L'échelle est très grande et fixe, il n'y a jamais de zoom ou de précision sur les fonctions attribuées à telle ou telle parcelle. C'est la même chose concernant la temporalité, tout est présenté de manière lisse sans distinction précise entre les différentes phases.

Par rapport au démarrage du projet, les fouilles archéologiques préalables sont en cours, une parcelle voisine appartenant à la mairie a été défrichée, beaucoup d'arbres et bosquets ont été broyés.

« Par rapport aux fouilles on joue au chat et à la souris. »

« On refuse ouais parce que c'est inutile ! C'est même pas sûr qu'on construise ici pour l'instant »

Les jardiniers des Ronces refusent la venue des archéologues et les fouilles. L'étude archéologique nécessiterait probablement de défricher des bosquets de ronces et d'arbustes qui participent à



l'écosystème du jardin.

Quant au succès du festival, cela donne envie à de nouvelles personnes d'intégrer le Jardin.

« Y en a plein qui veulent venir avec nous ou pour cultiver leur bout. Va falloir défricher ! »

Chaque nouveau jardinier qui souhaite avoir sa parcelle individuelle doit défricher la portion qu'il souhaite utiliser en écartant les ronces. Il n'y a pas de règle le terrain appartient à qui veut en prendre soin.

« Oui mais bon, on veut pas trop de monde quand même, c'est ce qui fait le charme hein. Après y a la parcelle voisine qu'est à la mairie donc on y va hein, on s'étend ! [rires] »

Pour Xavier ce serait dommage de devoir défricher toutes les ronces, l'aspect sinueux et la visibilité moindre donne sa particularité au lieu. Par contre l'attrait d'un nombre croissant de personnes pour le jardin renforce sa légitimité et la participation exceptionnelle au festival ouvre de nouvelles perspectives d'occupation, notamment sur la parcelle voisine où la construction de nouveaux logements est prévue dans le projet. Nous visitons ensuite le nouvel aménagement du jardin, un poulailler et des ruches cohabitent, les poules s'approprient le lieu, elles dorment dans les ronces et y cachent leurs œufs. À chaque saison le jardin évolue, les activités se diversifient et un écosystème naît.

De retour au cœur de la fête, l'attente est longue pour obtenir une crêpe. C'est ainsi que j'entame une discussion avec Mathilde, jeune femme d'une trentaine d'année venue seule avec son fils. Elle connaissait l'existence du lieu mais c'est la première fois que Mathilde s'aventure au jardin.

« moi je viens d'un peu plus loin, au bord du quartier. J'avais entendu parlé et puis je passe en voiture tous les jours »

Même caché derrière des murs épais, le Jardin est visible depuis l'extérieur. Une imposante inscription en mousse où il est écrit «



10 Juin 2018_Poules et ligne à haute tension

photographie personnelle

Jardin à défendre » est dessinée sur le mur. Cette inscription fait échos de manière assumée aux « Zone-A-Défendre ». Ainsi pour certains habitants qui n'entendent parler que dans les médias de masses, un sentiment de méfiance apparaît envers un lieu qu'ils considèrent comme marginal et hors norme.

« J'osais pas, je savais pas si on avait le droit »

Ici la question du droit d'entrée est révélatrice. Premièrement l'effet de groupe créé par le collectif du Jardin a parfois un effet excluant, malgré qu'ils revendiquent un espace ouvert à tous. Trouver sa place au sein d'un groupe déjà constitué, avec ses règles induites, n'est pas aisé. À fortiori quand le collectif affiche un parti-pris politique fort, on peut se demander si toutes les opinions sont les bienvenues. Ensuite la plus proche expérience qu'on peut avoir d'un jardin autogéré quand on n'y est jamais entré, ce sont les jardins partagés ou les jardins familiaux. Dans ces espaces, chacun cultive sa parcelle et on est dans un cadre associatif normé avec des membres qui ont le droit de participer et des personnes extérieures qui doivent adhérer en faisant part de leur demande au groupe ou la métropole. Ici, l'autogestion induit une nouvelle manière de s'organiser plutôt basée sur la participation spontanée. Je viens, je prends soin donc j'acquiert une légitimité auprès des autres. Mais cette absence de cadre établi est déstabilisante pour les personnes qui sont habituées aux dispositifs ordonnés par des règles fixes. Enfin dans le cas d'une occupation illégale, le caractère informel rend plus difficile de savoir s'il s'agit d'une appropriation au nom d'un groupe fermé ou d'une occupation ouverte et publique.

« J'ai vu une affiche je me suis dit : au moins y aura du monde donc je risque rien »

Ici Mathilde révèle un apriori très négatif qu'elle avait à propos du lieu, une première impression qui a été désamorcée par sa venue, qui plus est dans un moment festif, familial et convivial. Avant de venir, elle craignait que venir dans ce lieu puisse porter atteinte à sa sécurité. Voyant



10 Juin 2018_Après l'averse

photographie personnelle

ma surprise elle n'ose pas vraiment me dire pourquoi. Est-ce par crainte des habitants de la maison squattée ou parce que la forme même du jardin soulève des inquiétudes ? Les petits chemins sinueux entre les nombreux bosquets de ronces et l'étendue du lieu créent un paysage labyrinthique. Mathilde explique qu'elle est venue avec son fils parce qu'il a 7 ans, s'il avait été trop jeune elle n'aurait pas pris le risque, craignant qu'il se perde. Elle est surprise quand je lui parle des ateliers avec les enfants qui ont eu lieu au Jardin, à l'initiative d'une institutrice de l'école Maurice Macé. C'est pourtant l'école de son fils mais pas sa classe.

Si plusieurs personnes rencontrées comme Mathilde disent ne pas « oser » rentrer dans le jardin en premier lieu, les fêtes sont donc un bon moyen de renforcer la perméabilité entre jardin et quartier. Sa remarque « y aura du monde donc je risque rien » est plutôt significative pour cela. Le temps de la fête crée une image rassurante, conviviale permettant une première approche. Les événements sont d'abord un temps propice à la communication, la « publicité » comme disait M. David¹⁴ et cela permet grâce aux animations de donner envie, de donner une raison aux personnes -et aux enfants notamment- de venir s'y promener. Et l'idée qu'il y aura un regroupement de personnes confère un caractère anonyme aux personnes qui viennent, si on ne se sent pas à l'aise avec le côté militant ou que l'on a un présupposé négatif sur le collectif, on peut venir ici comme simple observateur. Pour moi c'était d'ailleurs des temps propices à l'observation, qui pouvait être longue, sans avoir l'impression de devoir me justifier.

Pour M. Leroux, cette ouverture progressive sur le quartier est essentielle et plutôt réussie :

« Je leur disais : ce qui sera déterminant c'est le soutien ou non de la population de Doulon. Donc ce qu'il faut développer c'est les actions envers la population de Doulon. Ce qui a été fait avec un certain succès »¹⁵

14. Entretien, Maison de Quartier, 15 novembre 2018

15. Entretien, Maison de Quartier, 15 novembre 2018

Pour ceux qui passent la porte, notamment lors des fêtes, le ressenti est très positif à l'issue de la visite. Comme pour M. David,

« j'avais été voir dans leur jardin où j'avais bu le verre, manger un petit gâteau, c'était gentil. »

Même s'il n'est pas vraiment en accord avec les positions du jardin et qu'il trouve le collectif trop idéaliste, la rencontre avec les jardiniers lui donne une bonne image de l'initiative et il n'ira certes pas les soutenir, mais ils ne se prononcera pas non plus en leur défaveur.

Comme l'expliquait Xavier du collectif, cela met du temps mais la direction prise est bonne,

« Après il y a aussi beaucoup de petits pavillons où ils ont leur jardin, qui sont sans doute moins tentés de venir. Mais petit à petit, à force, il y a des gens qui passent visiter, ils nous disent : 'avant on passait devant, mais on n'osait pas venir', et finalement ils viennent, et puis voilà ça se passe bien. Ils reviennent, ou ils reviennent pas mais bon au moins ils ont vu. »

Pour lui il est normal que tout le monde n'adhère pas mais il est nécessaire que le lieu apparaisse comme ouvert pour que tous puissent se faire leur avis basé sur l'observation et non sur les rumeurs. Comme nous allons le voir, il est vrai que c'est en priorité ceux qui sont intéressés pour cultiver qui viennent visiter, donc potentiellement ceux qui vivent en appartement, mais le lieu est de plus en plus ancré dans le quartier comme un véritable espace public au sens plus large que celui du Jardin.

3. Un espace qui rassemble

La fête pour exprimer d'autres valeurs

« Car oui on peut dire que ce jardin a aussi un usage culturel. Autour d'une programmation riche en musique, théâtre ou encore conférence gesticulée, ce sont des centaines de personnes qui se retrouvent chaque année en juin sur ce terrain dans une ambiance magique. Les bals trad' sont même devenus une tradition du lieu ! Une petite scène bricolée, un hangar nettoyé, des poutres transformées en bancs, des toilettes sèches, un bar à prix libre, une tireuse à bière, des jus fabrication maison, un groupe électrogène, une belle déco, quelques guirlandes, des artistes qui viennent jouer en notre soutien et c'est parti ! Une belle fête populaire comme on en voit de moins en moins. L'occasion aussi de partager cet espace avec des personnes en situation de précarité, si souvent laissées pour compte habituellement.

En effet cette parcelle est aussi un lieu de vie. Pour certaines personnes qui trouvent ici un lieu refuge malgré des conditions matérielles très difficiles. Nous n'exposerons pas plus leur situation publiquement mais simplement nous souhaitons dire que nous apprécions partager cette expérience humaine avec eux. »¹

Cet extrait provient du même texte « une histoire du Jardin des Ronces » qui expose notamment les valeurs du lieu et du collectif qui l'anime. Les moments de fête sont importants pour la cohésion du lieu, aussi bien pour créer une ouverture depuis l'extérieur comme on l'a vu, également pour financer les frais liés à l'entretien du jardin ; c'est aussi l'occasion d'apporter un moment convivial aux habitants du squat de la maison abandonnée. C'est d'ailleurs dans cette même maison-hangar que les concerts ont lieu quand il menace de pleuvoir. Le collectif de

1. Collectif du Jardin des Ronces, Décembre 2017.

jardiniers veut donc proposer « une belle fête populaire comme on en voit de moins en moins », la revendication du côté populaire des événements est intéressante pour comprendre à qui ils s'adressent entre autres. On y revendique une fête ouverte à tous, où toutes les animations sont gratuites et cela se raréfie effectivement dans l'espace public. On prône également des moyens modestes (« petite scène bricolée ») et l'intégration des plus précaires, l'important n'est pas le déploiement de moyens mais tout ici est prétexte pour se retrouver et partager un moment chaleureux. En assumant sa volonté d'être « populaire », de faire au Jardin ce qui se perd ailleurs et d'intégrer les exclus, le collectif veut se démarquer des fêtes « officielles » et « mainstream ». Le Jardin des Ronces s'affirme comme le lieu de l'alternatif, au quotidien avec le jardinage et de manière plus exceptionnelle avec les moments festifs. C'est aussi un lieu d'interface entre les habitants du quartier de Doulon et le réseau d'artistes, association de cuisiniers² et autres militants qui se mobilisent volontiers pour soutenir le Jardin lors des événements.

Comme le disait Paul en parlant de l'évolution du jardin, « on continue à faire des fêtes, pour justement toucher les gens, pour qu'ils aient envie de connaître un peu mieux tout ça... ». Les événements festifs sont donc un moyen d'attirer autour d'autres valeurs et de pratiques plus universelles que le jardinage ou le militantisme.

Visite au festival d'automne.

Samedi 6 Octobre

16h00

Arrivée pluvieuse au jardin ce samedi. Rires et ponchos de pluie à l'entrée. Un petit groupe de trentenaires se félicite. Ils ont tous pu venir, c'est l'association Court-Circuit qui organise le repas du soir.

Batailler pour garer son vélo, les points d'accroches sont saturés.

Malgré le temps, il y a quand même un peu de monde. Une trentaine de personnes sont regroupées sous les tonnelles extérieures, au 2. Souvent l'association Court-Circuit : cuisine collective avec des produits invendus récupérés.



6 Juin 2018_Concert d'après-midi

©lesronces.noblogs.org



6 Juin 2018_Danse de nuit

©lesronces.noblogs.org

bar, aux crêpes, à l'épluchage de potimarron ou attablés. Dans la bâtisse squattée où ont lieu les spectacles pendant les événements il y a plus de monde, une cinquantaine. Le conteur convié finit son intervention et Sylvain du collectif du Jardin reprend le micro pour annoncer la suite du programme, une performance danse, chant et peinture va commencer.

La fréquentation n'est pas comparable au festival d'été, le temps pluvieux et orageux est un facteur décourageant. J'ai l'impression qu'il y a plus d'interconnaissance aujourd'hui, plus de groupe formés qui sont salués et rejoints par les membres du Jardin. Il est possible que les habitants des environs se soient découragés, préférant rester chez eux alors que le réseau militant habitué de ces rassemblements est plus motivé par les spectacles et le repas à venir car ils sont sûrs d'être intéressés et peut-être de pouvoir rester plus longtemps. Je remarque également moins de personnes isolées avec leurs enfants comme ça pouvait être le cas à la fête d'été, ceux que j'identifiais plutôt comme des habitants du quartier, en tout cas ceux qui n'étaient pas intégrés au réseau d'amis proche du collectif du Jardin des Ronces. Il me semble que les jardiniers réguliers ont aussi une attitude un peu différente, il est plus difficile de rentrer en contact avec eux, ou alors très succinctement. Il y a moins cette volonté de démonstration et d'intégration.

Pour le concert qui va commencer je m'assoie près de Léna qui fait partir du collectif. Elle doit avoir une bonne trentaine d'année et habite « au Vieux Doulon », elle vient toujours à pieds au Jardin. Même si elle traverse une période compliquée, elle voulait venir à la fête d'automne.

« Bah ouais on s'y sent bien au jardin ça c'est sûr, j'espère que ça va pouvoir durer malgré... Malgré tout ça »

Elle a connu le jardin il y a 3 ans par un ami à elle qui lui avait donné l'info, elle est venue mais personne n'était là, puis elle a oublié. Un jour elle y a repensé, elle est passée au jardin et a rencontré le

collectif, depuis elle vient toutes les semaines.

« Moi je m'intéresse au jardin, j'aime bien le jardin en général quoi. Et je viens ici j'apprends plein de trucs, comment on fait, cultiver, les différents jardins et tout. Moi j'ai pas trop... comment on dit, la main verte. Disons que quand j'essaie de faire pousser quelque chose, bah, ça marche pas très bien quoi, mais ici je regarde, on parle ». Pour Léna le Jardin des Ronces c'est d'abord un lieu de socialisation proche de chez elle mais aussi un lieu d'apprentissage. Ici l'apprentissage est partagé, pas didactique, c'est un aller-retour et ça lui donne envie d'essayer des choses chez elle aussi, en cultivant. Le sentiment d'appartenance qu'elle ressent par rapport au lieu en fait un repère dans le quartier, un lieu de proximité où elle se sent à l'aise. C'est également un lieu d'information par rapport au projet urbain. Léna n'est pas venue au Jardin pour des raisons politiques ou pour revendiquer un avis par rapport au projet, elle n'en avait pas connaissance avant.

« J'suis pas trop au courant. Moi je suis ça que par le jardin. Je lis pas les prospectus, y a des trucs qui arrivent mais... Je sais que j'devrais... mais bon... »

Je me demande si ce désintérêt vient du fait qu'elle ne se sent pas concernée par la vie du quartier et le projet urbain en général ou si cela concerne la forme que prend l'information. Je compare sa remarque à mon comportement face aux brochures d'informations, il est vrai que même en étant directement intéressée par les questions urbaines et politiques, je ne prends pas toujours le temps de lire ses documents. Je m'attends souvent à y trouver une synthèse grossière et enjolivée de la politique locale, une sorte de douce propagande pour les élus locaux. Léna a l'air de se préoccuper du projet par rapport à l'avenir réservé au Jardin des Ronces, d'ailleurs c'est probablement le seul aspect perceptible dans l'immédiat qui impactera directement sa vie quotidienne, qui peut mettre en péril un des usages auquel elle est attachée.

Musique. Voyage. Instruments Iraniens. Mer Méditerranée, exils. Marais, lumière d'aurore. Sourires, douceur. Joueur de Barbat, chemise, nœud papillon, chaussures cirées. Cheveux bien placés, accès à la propriété. Le concert transporte.

En me dirigeant vers la sortie je croise un homme que j'avais vu plus tôt dans l'après-midi. Il accompagnait des enfants qui jouaient avec d'autres, un bon groupe qui avait l'air de se connaître, probablement du quartier. Son style vestimentaire se détachait légèrement du reste des gens, des baskets de sport, un jean foncé à effet délavé, un blouson court et une chapka en matière synthétique à carreau, doublée d'une fausse fourrure. Je lui adresse un « excusez-moi » auquel il répond « oui » en s'approchant souriant, visiblement très heureux d'engager la conversation avant même que j'ai continué ma phrase. C'est Franck, il habite dans les environs, à la limite de l'éco-quartier Bottière-Chesnaie et il est venu avec ses enfants, une amie et ses enfants à elle. Ils jouent avec 4 autres enfants du quartier qui sont venus tous seuls et étaient très actifs à l'épluchage de légumes, en échange d'une limonade qu'ils ne pouvaient pas se payer.

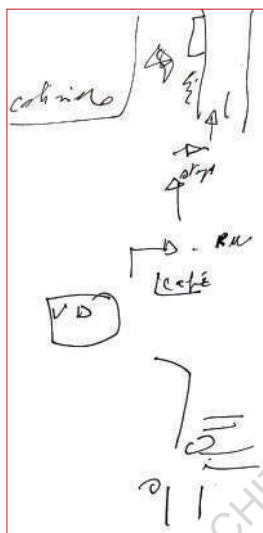
« Moi c'est la première fois. Ho ouais c'est super ici, hein vraiment c'est super tout ça, les enfants y s'amuse, pis y a du monde... »

Franck vient au jardin pour la première fois et il a l'air surpris et très enthousiaste.

« Pour tout vous dire j'ai un ami qui m'en avait parlé : 'Ouais moi j'y ai été c'est bien hein, faut y aller !' Mais j'hésitais parce que j'avais peur qu'il y ait... comment dire... que ça s'bastonne, qu'il y ai de la castagne »

Franck avait un a priori négatif sur ce lieu et c'est sûrement pour ça qu'il est aussi étonné et positif. Est-ce à cause du squat de la maison, ou est-ce parce que le monde militant renvoie une image violente ? Je suis face à la même crainte sécuritaire qu'avec Mathilde que j'avais rencontré à la fête de printemps.

Quant au projet urbain et à la ZAC Doulon-Gohards il



6 Octobre 2018_Le plan de Franck.

Du Jardin des Ronces jusqu'au Mail Haroun Tazief



26 Novembre 2018_Mail Haround Tazief.

photographie personnelle

Il reste un morceau du mur mais derrière lui la ferme n'est plus.

n'en a pas entendu parlé. Je lui explique brièvement le projet et les espaces concernés. Quand j'évoque la réactivation d'anciennes fermes maraichères, il est sceptique : pourquoi réactiver des fermes alors que presque toutes ont disparues à cause de ces mêmes aménageurs ? C'est un paradoxe qu'il a du mal à admettre mais il trouve ça intéressant.

Pour lui, il y a les promoteurs qui détruisent les maisons pour construire des immeubles, mais il ne connaît pas les projets de Doulon-Bottière et Doulon-Gohards, cela fait partie du même phénomène.

« Moi je connais un résistant, là-haut rue Haroun Tazieff, on a refait son mur avec une association, un beau mur gros comme à l'époque. Mais là j crois bien qu'ils ont tout cassé, il veut pas vendre alors c'est les promoteurs ils cassent ses murs pour qu'il parte. Pourtant il avait fait un truc, du patrimoine, il avait obtenu son truc du patrimoine mais là... »

Franck partage avec ce « résistant » un attachement certain pour les anciennes fermes, l'identité maraichère du quartier et l'organisation en maisons individuelles. Il me conseille à plusieurs reprises d'aller voir cette habitation et dessine un plan, pour lui c'est symbolique de la bataille qui se joue entre aménageurs et habitants historiques. Malgré tout il est conscient que le promotariat obtiendra gain de cause et que personne ne pourra s'interposer dans la mutation urbaine du quartier.

Le festival d'automne n'existait pas avant cette année, l'engouement pour la fête annuelle en juin a été tel -d'autant plus qu'elle avait lieu à un moment d'ouverture médiatique- que les jardiniers ont été très motivés pour créer un nouveau temps de fête. Ainsi la multiplication des événements accentue la dynamique d'acceptation et d'interconnaissance avec les habitants du quartier.

Les fêtes sont un moyen de rassembler des personnes qui ne sont pas politisées du tout, du fait d'un désintérêt conscient ou du fait d'un capital culturel moins élevé. Le collectif du Jardin des Ronces prône

un autre modèle de développement mais ici il est surtout vu comme un opposant au projet urbain. Or pour rallier cette cause, encore faut-il être en mesure de développer un avis critique sur le projet, alors même que certains habitants n'ont pas connaissance du tout du projet. Et il semble que ce soit principalement les personnes au capital culturel le moins élevé qui soient en déconnexion avec le projet urbain et les actions des aménageurs. Ici des personnes comme Franck se sentent concernées par cette fête et s'y sentent assez bien pour y passer plusieurs heures. On peut penser que c'est aussi la curiosité qui pousse à venir. Il y avait également ces enfants venus seuls, qui semblaient passer toute la journée au jardin, ils n'avaient pas d'argent pour se payer à boire mais en aidant à la cuisine on leur offrait. Ils semblaient trouver ici un lieu accueillant où passer le temps en s'amusant gratuitement. Il y avait également Léna, en difficulté dans sa vie personnelle et par rapport à sa santé, elle trouvait au jardin des personnes bienveillantes, des amis avec qui partager de bon moments. Et c'est aussi un lieu d'apprentissage pour elle, même si elle dit ne pas avoir la « main verte » elle rencontre des jardiniers aguerris et apprend de leur expérience.

Urbanité politique, un espace de sensibilisation

Si le jardin attire des personnes qui ne s'intéressent pas du tout à la politique et aux aménagements de l'urbain, pour d'autres c'est un lieu de sensibilisation. Léna -dont nous parlions ci-dessus- habite Doulon, elle réside tout proche de la place du Vieux-Doulon, c'est à dire au cœur de la ZAC. Elle ne connaissait pas le projet avant de faire partie du jardin, elle ne s'intéresse pas aux prospectus qu'elle reçoit ; ici, elle a accès à une actualité du projet qui l'intéresse parce que cela concerne un endroit qu'elle pratique. Elle voit donc directement le rapport avec sa vie personnelle. Elle admet également qu'elle « devrait » lire les informations qu'elle reçoit ; elle semble considérer son « devoir » de citoyenne de s'informer et de réfléchir aux modifications de son environnement par les

pouvoirs publics. Pour elle le jardin est donc un moyen de raccrocher avec ces attendus citoyens mais sans la charge négative qui est véhiculée par les prospectus uniquement centrés sur la politique de la ville. Au jardin l'exercice citoyen qui peut d'habitude être « rébarbatif », est associé à l'interaction avec d'autres êtres humains, à l'apprentissage d'une activité et se fait donc sous forme d'échange et non d'information descendante.

Lors de l'entretien avec Paul et Xavier, je leur demande ce que leur apporte leur implication au Jardin des Ronces. Pour Xavier que j'ai vu à plusieurs reprises et qui semble très actif dans le collectif :

« dans l'ordre c'est avoir les mains dans la terre et puis rencontrer des gens. De toute façon je vais pas nourrir ma famille là-dessus. Et puis après moi quand je suis arrivé ici, je savais pas qu'il y avait le projet des Gohards, donc voilà on m'a renseigné sur ce que c'était et je me suis positionné avec beaucoup de questionnements effectivement. Je trouvais que c'était un petit peu démesuré, par rapport à toute cette bétonisation, ce qui a développé, voire même suscité ma politisation, parce que j'étais pas du tout là-dedans auparavant. Voir comment la mairie communique, beaucoup sur des fermes agricoles, alors qu'en fait non, on prend des terres pour les bétonner, c'est tout. »

Xavier n'avait pas d'engagement politique particulier avant d'arriver au jardin. Les membres du collectif les plus actifs dans les réseaux militants présentent certes les faits sous un angle très subjectif et sont parfois dans l'exagération, mais chacun est libre de se faire son propre avis. Et au sein du collectif on a vu pendant la réunion du dimanche par exemple qu'il y a des avis plus ou moins tranchés. Mais Xavier explique par la suite que la manière de Nantes Métropole de communiquer autour de l'aménagement a déclenché sa contestation. C'est à dire le fait que le projet dans le plan de communication soit présenté comme un « agro-quartier » ou « le quartier de l'agriculture urbaine » et que l'accent soit mis uniquement sur les fermes sans qu'on parle vraiment des logements à construire. Il a par exemple été voir l'exposition lors de l'événement «

Complètement Nantes » et trouvait qu'il y avait une forme de « publicité mensongère », « encore les gens qui étaient venus tout à l'heure, quand ils parlaient de ferme, ils me demandaient : 'mais il y aura des animaux ?' Et bah non. Je trouve que c'est pas très correct de communiquer de cette façon-là. »

Il désapprouve la communication de la métropole parce qu'il a un attendu d'honnêteté vis-à-vis des élus, qu'il ne retrouve pas dans ce projet. Et on peut effectivement se questionner : les citoyens sont-ils incapables de comprendre la politique de logement de la métropole, à tel point qu'il est nécessaire d'en déguiser les effets ? Il semble qu'ici ou dans la concertation, si les gens critiquent le nombre de logements prévus c'est surtout l'opacité des informations qui est critiquée. Quoi qu'il en soit la volonté de Xavier n'est pas d'arrêter le projet car qu'il est conscient que ce n'est pas vraiment possible mais il souhaite « un peu moins de béton ». Il voudrait que le végétal prenne plus de place dans la réflexion, en s'inspirant du contexte et en faisant un effort réel pour le préserver.

C'est donc au Jardin des Ronces que des engagements politiques naissent et des avis critiques se forment. Le Jardin comme lieu créateur de discussion et de réflexion joue son rôle pour quelques personnes. Et on peut rattacher cela à ce que disait Léna de Scopic sur les conséquences du manque de continuité de la concertation pour Nantes Métropole Aménagement. Son avis était que si la communication du projet n'était pas maîtrisée -c'est à dire si on ne maintenait pas les gens dans un processus de « concertation » contrôlé par l'aménageur-, ce serait la porte ouverte aux avis contestataires qui auraient toute la liberté de se diffuser. Au moins pour quelques personnes il semble que son analyse se vérifie.

L'autogestion et le collectif permettent l'altérité ?

Au Jardin des Ronces il y a d'abord l'aspect collectif qui ajoute une dimension particulière à la pratique du jardinage. Ainsi des personnes qui n'ont pas une implication ou un savoir énorme sur cette pratique ont envie de s'y essayer. Comme la majeure partie des parcelles sont cultivées de manière commune, les échanges de connaissances sont très forts et il n'y a pas d'obligation d'y passer beaucoup de temps. Il y aura toujours quelques jardiniers chaque jeudi et chaque dimanche et les légumes seront distribués, ce qui confère aux participants une liberté qu'ils n'auraient pas s'ils devaient avoir en charge un jardin qui leur serait attribué.

Et pour Paul cela permet une énergie particulière et cela va à l'encontre d'un « quotidien individualiste » de plus en plus présent,

« le côté collectif, parce qu'on apprend à jardiner ensemble, et puis je dirais le côté collectif comme quelque chose qui appelle toujours à plus. J'ai pas l'impression que ce soit une parenthèse collective dans une vie individualiste, mais que c'est un truc qui se développe peu à peu. ».

Pour lui c'est une autre manière de concevoir son mode de vie qui s'initie au jardin. C'est aussi un retour à la nature dans ce cadre entouré de Ronces où l'environnement bâti est peu visible : « être les mains dans la terre, à Nantes, des fois quand c'est l'hiver et qu'il y a les petits rayons de soleil qui sont rasants, moi là-dessus ça m'apporte beaucoup. ».

Et le jardin permet aussi à ceux que la pratique en collectif n'intéresse pas, de jardiner. Au niveau du verger, des parcelles individuelles existent comme celle d'Eddie, rencontré au marché, qui avait saisi cette chance. Il s'essaie en tant que jardinier. Sa démarche initiale se rapprochait de la logique très cadrée des jardins partagés de la métropole. Il a choisi de cultiver seul parce qu'il n'avait pas connaissance et ne comprenait pas tout à fait le fonctionnement en collectif des autres jardiniers. Peut-être était-ce aussi pour ne pas s'engager trop en terme de temps. Il a donc « contacté le responsable pour avoir une parcelle »



Novembre 2018 Les parcelles individuelles à l'arrière du Jardin

photographie personnelle

ce qui est assez caractéristique d'une démarche de jardin partagé. Tout comme Mathilde rencontrée pendant la fête de printemps qui « ne savait pas si on avait le droit » de venir au jardin. Le fonctionnement du lieu très ouvert, autogéré et libre d'accès déstabilise parfois les non-initiés. En tout cas pour Eddie avoir un carré de potager au jardin lui permet de tester si la pratique lui plaît, il agrandira peut-être sa parcelle par la suite ou alors il abandonnera. Mais ici on ne s'engage ni financièrement, ni « contractuellement », chacun est libre de s'approprier les lieux ce qui simplifie énormément la démarche.

D'ailleurs dans l'article de Ouest France paru en juin, la journaliste avait rencontré Elyas et Sahila, sa maman. Elyas disait à quel point il était difficile et long d'obtenir une parcelle dans un jardin partagé géré par la métropole, il avait pourtant fait toutes les démarches possibles et attendu 2 ans sans aboutissement. Comme beaucoup il n'avait jamais osé rentrer dans le Jardin des Ronces alors qu'il habitait une des « tours » ICF de la place du Vieux-Doulon et passait devant régulièrement. Il avait été agréablement surpris de découvrir ce jardin « super sympa » et il partageait maintenant sa parcelle avec deux autres familles.

L'autogestion du Jardin et le côté informel de l'organisation des espaces cultivables donnent une grande liberté de mouvement pour les jardiniers volontaires et accélèrent grandement le processus d'appropriation des lieux.

Pendant l'entretien Paul avait fait part d'une expérience à la faculté de sociologie -dont faisait partie l'un des jardiniers- où le collectif avait rencontré un élu qui s'occupait des jardins familiaux.

« Je m'étais rendu compte que ça pouvait être plus émancipateur. C'est pas forcément la mairie qui va au-devant de mes besoins et qui crée ce dont j'ai besoin, parce que c'est pas ce dont moi j'ai envie souvent. C'est un collectif qui reprend en main la liberté de créer [...] ça change, c'est un peu le gJohar qui fait son premier gâteau tout seul, il a plus besoin de sa mère, et bah il s'y met quoi. »

Nantes et vous

Jardin des Ronces, visite d'un lieu atypique

Reportage. Les 9 et 10 juin, le collectif Jardin des Ronces organise sa fête. L'occasion de franchir le seuil de ce potager collectif non autorisé par la mairie.

* Les bras chargés de plants de tomates, d'oignons, de poivrons, de piments... Elyas et Salha sont gais comme des pinsons. Le fils et sa mère peuvent enfin cultiver un bout de terre. « On habite dans une tour, près de la place du Vieux-Doulon. Elle est douée pour cultiver, mais on est en appartement... Même dans les montagnes de Kabylie, elle arrivait à faire pousser des choses », confie avec fierté Elyas.

Cet installateur en fibre optique cherche à entretenir la main verte de sa mère depuis deux ans. « J'ai tout fait pour lui offrir un bout de jardin conventionnel », souffle-t-il, en posant un regard bienveillant sur elle.

Pas de place au jardin municipal

Après deux ans d'attente, pas de parcelle disponible dans un jardin municipal à Nantes. L'installateur en fibre optique ne s'est pas découragé. « Depuis deux ans, je passais devant l'entrée de ce jardin des Ronces. Il y a quelques semaines, j'ai osé rentrer. J'y ai découvert un endroit super sympa. »

Avec sa mère, pas plus tard qu'hier, ils ont retourné la terre d'une petite parcelle délimitée par des ficelles bleues. « On la partage avec deux autres familles. »

Depuis 2014, un collectif composé d'une vingtaine de personnes a investi une parcelle de 1,5 ha. L'ancien jardin du presbytère était couvert de ronces. Le groupe a retroussé ses manches pour créer un potager collectif, des petites parcelles individuelles, trois ruches, un four à pain. Il n'y a aucune activité professionnelle.

Semer contre le béton

Mais le terrain ne leur appartient pas. « C'est informel, on n'a pas de statut », reconnaît Julien, l'un des actifs jardiniers. Il appartient à la Ville. Or, celle-ci imagine un autre dessein pour cet espace de verdure. Dans le cadre du projet d'aménagement Doulon-Gohards, elle prévoit la construction de 2 500 à 3 000 logements, répartis sur 180 ha d'anciennes ter-



Elyas et sa mère, Salha, cultivent depuis peu une petite parcelle du jardin. Cela faisait deux ans que le fils attendait un bout de terre dans un jardin municipal. Au jardin des Ronces, il a trouvé. | CREDIT PHOTO : OUEST FRANCE

res maraîchères, dont cette parcelle.

Le nouveau quartier renfermera aussi cinq fermes urbaines expérimentales, des espaces naturels et des services. « Nous ne voulons pas faire partie de leur vitrine. Ici, c'est un jardin autogéré et partagé que l'on veut conserver », sème au vent le jardinier aux yeux bleus. Le collectif revendique ce lopin de verdure, à l'intérieur du périphérique, comme un lieu d'échanges dans le quartier.

Retraité, Luc a un petit jardin chez lui, mais ici, c'est différent. « Je me sens à la campagne. J'ai l'impression d'être un privilégié ». « Il y a ce côté sauvage, hors de la ville », confirme Aurélie, 34 ans. Elle n'avait jamais touché un râteau avant de s'engager dans ce qu'elle nomme « une résistance active et positive contre le projet urbain ». En balayant du regard les plants de pomme de

terre en train de pousser, sous du foin « à titre expérimental », Luc lâche : « On ne veut pas que ça disparaisse ». « Ce sont les dernières terres agricoles de Nantes. Une fois bétonnées, ce sera fichu », craint la jardinière qui, loin de la terre, travaille dans le web.

Plus loin, deux classes de CP gazouillaient au milieu des poireaux. « La mairie a sollicité notre école (Maurice-Macé, NLDLR) pour inciter les enfants à imaginer le quartier de demain. Les CP dessinent la nature en ville. On est donc venu au jardin voir à quoi ressemble une courgette, une fève... », rapporte Morgane François, enseignante. Cocasse.

Marion DUBOIS.

Les 9 et 10 juin, fête du jardin des ronces, rue de la Papotière. À partir

de 14 h jusqu'au dimanche soir cert, débats, projection, cho Gratuit.



Des panneaux indiquent la nature des plants. | CREDIT PHOTO : OUEST FRANCE

Pour ce jardinier, initier un jardin collectif permet d'adapter la démarche à ses contraintes et ses envies. Cela rend aussi l'initiative plus responsabilisante et les jardiniers y seront potentiellement plus investis. Cela évite aussi la standardisation des espaces de culture dans la ville. C'est ce dont parlait M Leroux avec son jardin familial, il avait été séduit par le côté « bricolé » et informel qui donnait le charme à la parcelle, lui qui supportait mal les jardins partagés où tout se ressemble.

Aussi l'aspect informel et non réglementé du Jardin des Ronces donne la liberté à ses jardiniers d'adapter leur pratique au cas par cas, sans être dépendant d'aucune entité de gestion extérieure.



Conclusion

Au cours de cette exploration d'un territoire en projet nous avons tenté d'observer et de comprendre comment des espaces de production¹ de la ville permettent à leurs usagers de s'éprouver en tant que citoyen. Ici la citoyenneté est observée dans le cadre de la démocratie locale, à l'échelle du quartier (Doulon-Gohards- et elle est comprise comme un intérêt porté aux affaires de la cité². On parle d'une « expression citoyenne » qui prend plusieurs formes dans ce territoire.

La première forme d'expression citoyenne étudiée est la mise en discussion d'expériences ou de volontés urbaines. Un espace d'échange de paroles et d'informations est créé et dans ce contexte c'est principalement autour du projet urbain à venir. Cet espace permet de créer des interfaces entre les acteurs du projet. C'est ce qui est directement à l'œuvre dans l'espace de participation institutionnelle. Ces espaces de discussion permettent l'élaboration d'idées dans la sphère publique et ils permettent de mettre en perspective des intérêts personnels avec les intérêts des autres. L'usager va souvent vers un rôle de citoyen en se rapprochant de

1. Lecoq, 2018. *La notion de production de l'espace apparaît tardivement dans ce travail de mémoire mais elle permet de qualifier la finalité de ces «pratiques» citoyennes observées hors des cadres institutionnels.*

2. cf. introduction

la notion d'« intérêt général », vers laquelle doivent tendre les décisions politiques. Mais ce mécanisme est conditionné par la rencontre de personnes différentes, de l'altérité, sinon c'est l'intérêt d'un unique groupe de personnes qui émerge, comme c'est souvent le cas dans les processus de concertation. Quoi qu'il en soit cette modalité de l'expression citoyenne ne permet pas de transformer physiquement et directement l'espace urbain.

C'est notamment un des reproches portés lors de la concertation : le pouvoir décisionnel confié aux participants est quasi inexistant et l'impact de leur participation sur le projet est invisible. De plus c'est une modalité d'expression citoyenne qui est souvent éprouvée par des habitués de la petite politique car elle est initiée par les élus et les aménageurs sur la base de leur réseau de connaissances et parce qu'elle nécessite une compétence d'oralité et de mise en représentation de soi. Aussi le sentiment de légitimité est nécessaire pour y prendre part et l'on voit dans ces espaces que les populations les plus fragiles ou les personnes au capital culturel moins élevé sont souvent peu représentées. Enfin, cette forme d'expression citoyenne quand elle est éprouvée au travers de dispositifs de concertation, comporte souvent une dimension « pédagogique » et didactique qui renvoie symboliquement à l'apprentissage scolaire subit.

L'hypothèse émise est que ces espaces institutionnels, parce qu'ils sont financés par les pouvoirs publics et qu'ils font intervenir des prestataires, ont une obligation de rentabilité. De plus, ces initiatives sont souvent portées par les politiques (ici Nantes Métropole incarnée par Johanna Rolland) et assumées financièrement par les aménageurs (ici Nantes Métropole Aménagement) qui n'ont pas forcément la même ambition participative. Cette rentabilité nécessite que le temps soit utilisé le plus efficacement possible : à Doulon, cela se traduit par des ateliers courts et intenses uniquement centrés autour d'« exercices » pour débattre du projet urbain, c'est à dire que des temps plus calmes et propices à la convivialité ou à des actions spontanément initiées par les participants ne sont pas mis en œuvre. Et cela signifie aussi que la durée du processus est

réduite à l'essentiel, créant ici une discontinuité qui empêche ce processus participatif d'exister durablement dans la vie quotidienne du quartier.

C'est pourquoi l'autre forme d'expression citoyenne qui est envisagée ici est la pratique de l'espace urbain comme un acte de production physique, qui peut aussi être liée à une mise en discussion mais complémentaire. Cette pratique amène à l'appropriation par la modification d'un espace public ou partagé, souvent à très petite échelle. C'est le cas pour les actions au Jardin des Ronces ou à La Papote, et ce processus est également à l'œuvre dans les jardins partagés de Doulon.

L'identité du territoire « Doulon-Gohards » a été modelée par le passé maraîcher, la pratique du jardinage est importante en ce sens car le quartier est symboliquement associé à la culture du sol et cela attire parfois des usagers non habitants. C'est le cas notamment des militants du Jardin des Ronces qui défendent un patrimoine naturel sur leur parcelle occupée et s'opposent à la « bétonisation » de ces rares territoires de friches végétales au sein de la ville. C'est aussi ce patrimoine symbolique qui pousse la métropole à mettre en œuvre un « quartier de l'agriculture urbaine » dans la ZAC Doulon-Gohards et amène l'association Ecos à se positionner comme acteur privilégié de ce futur territoire. Les nombreux jardins partagés sont également un point de convergence pour certains habitants du centre-ville ayant des « envies de jardin ».³

Outre cette pratique de culture, dans les deux lieux tels que la Papote et le Jardin des Ronces, il s'agit pour les citoyens de construire ensemble un espace public en négociant ses modalités selon les intérêts de chacun. Cela est plus visible au Jardin des Ronces car aujourd'hui la Papote peine à être reconnue et pratiquée par les gens du quartier. C'est notamment parce qu'elle est isolée géographiquement et parce que le fonctionnement de l'association dépend des moyens matériels et financiers alloués par les pouvoirs publics. Le Jardin des Ronces par contre devient un espace public à part entière du quartier, certains

3. *Entretien, Maison de Quartier, 21 Novembre 2018.*

habitants ne le tolèrent pas, mais parce que le lieu est occupé et animé depuis plusieurs années, il devient une constante active connue du plus grand nombre. Il fait même figure d'espace d'information -orienté selon les convictions du collectif qui l'anime- sur le projet urbain, pour certains habitants qui n'en ont pas connaissance malgré le processus institutionnel « participatif ». L'indépendance revendiquée par le collectif du Jardin des Ronces et leur organisation autogérée permet l'autonomie du lieu. Premièrement le terrain occupé a été choisi par les jardiniers, en fonction de la disponibilité des espaces en friche dans le quartier, mais aussi en fonction de leurs besoins. Ce n'est pas forcément le cas de La Papote, qui a été attribuée à l'association Ecos par Nantes Métropole Aménagement. De plus, au Jardin des Ronces ce sont les pratiquants du lieu qui sont directement à l'initiative des événements et des temps de jardinage ou de construction, ce qui peut être différent dans un lieu géré par une association.

Par ailleurs les membres du collectif du Jardin des Ronces souhaitent aller au-delà de la seule pratique du jardinage en initiant un lieu de vie et un espace de réflexion alternative sur la politique de la ville. Cela passe notamment par l'organisation de moments festifs, gratuits, qui sont de réels temps d'ouverture sur le quartier et de découverte du lieu. Ces événements se revendiquent de la culture populaire et entendent être un point de convergence des « classes » sociales. Enfin l'engagement politique des membres du collectif et leur détermination les amènent à déployer une énergie qui permet au lieu d'être constamment en mouvement.

_Espace public

La notion de production partagée de l'espace induit une réflexion à approfondir sur l'espace public, sur sa fonction dans la citoyenneté et la démocratie locale et sur sa forme souhaitable. Ici Lucien Kröll parle de la capacité des espaces -la rue et la place- à accueillir le mouvement des individus et à permettre leur croisement. L'espace public de la place est pensé comme un espace de rencontre capable de communication. Et la question du « désordre » nécessaire à ces espaces pour être « vivant » est posée :

« L'idée c'est qu'un homme marche et il crée spontanément une rue habitable, éternelle, vivante. C'est un élément humaniste de communication longitudinale et transversale. Ensuite un autre homme marche à sa rencontre, ils s'arrêtent tous les deux et se parlent, ils ont ainsi créé la place. Un autre espace humaniste de communication. Puis vient là-dessus une église, un café, des commerces, une autorité, etc.. Ce sont les deux formes urbaines éternelles. Il y a encore la cours et le jardin. La place et la rue ne sont pas des instruments rationnels, ne croyez pas vos professeurs s'ils disent cela. Ce sont des liens mythiques et écologiques d'habitants. Le Corbusier n'avait pas le droit de supprimer ce système de relation pour inventer une géométrie disciplinaire. Et la grille, l'échiquier est fait uniquement de lignes parallèles, qu'est-ce que c'est une ligne parallèle ? Ce sont des objets urbains qui par définition ne se rencontrent jamais, voilà un beau programme social urbain. Les grecs ont inventé l'échiquier et ils ne l'ont pas utilisé chez eux mais seulement pour leur colonies d'Asie Mineure. Leur acropole est une symphonie d'obliques et de désordres vivants. »⁴

4. Kröll, 2013.

_ Citoyenneté du quotidien

Un autre questionnement qui sous-tend le cheminement entre les espaces de ce mémoire est la quotidienneté de la pratique citoyenne. Décentrer l'étude sur des pratiques plutôt qu'uniquement sur des temps de discussion allait dans le sens de l'observation d'une citoyenneté plus discrète et immédiate. Mais finalement à l'échelle du futur quartier Doulon-Gohards, les trois espaces étudiés sont assez « exceptionnels ». Soit parce qu'ils ne sont pas constants dans leur temporalité ou parce qu'ils concernent un petit nombre de personnes à l'échelle du quartier. Mais appréhender la pratique quotidienne et « ordinaire » de la citoyenneté demande aussi d'avoir un regard différent,

« à condition de savoir regarder et adopter la bonne focale, il est faux d'annoncer le dépérissement du politique et encore davantage d'affirmer le désintérêt du peuple pour la chose publique. »⁵

5. Ion, 2014.

—Maison de Quartier

À la fin de ce temps de mémoire, les deux thèmes de l'espace public et de la quotidienneté du rôle de citoyen m'ont amenée à m'intéresser à la Maison de Quartier de Doulon. Le temps du mémoire ne m'a pas permis d'approfondir cette approche mais c'est une ouverture possible pour la suite.

Après avoir observé l'association Ecos qui mobilisait peu de personnes à l'échelle du quartier, je me demandais quel lieu associatif était vraiment ancré dans la vie du quartier. La Maison de Quartier semblait pratiquée par un grand nombre de personnes qui ne prenaient pas particulièrement part à la démocratie locale et elle semblait être un repère de la vie quotidienne et un lieu de convergence des « classes » sociales. C'est notamment grâce aux activités destinées aux enfants qu'un public varié fréquente le lieu. Mais on y croise aussi des retraités, des actifs ou non actifs vivants seul, des jeunes qui pratiquent des activités rendues financièrement abordables. Et c'est à la Maison de quartier qu'ont lieu une majorité des conseils d'administration (d'une association ou d'une entreprise), de réunions publiques ou d'ateliers citoyen.

De surcroît, la Maison de Quartier montre bien le détachement opéré entre la vie quotidienne et la politique au sens large. La création du lieu a été motivée par les membres du réseau associatif de Doulon dans les années 80 et c'était d'abord une maison des associations. Lors d'un changement de municipalité, la gestion est confiée à « l'ACCOORD » dans un souci de coordination des offres à l'échelle de Nantes et le lieu devient la « Maison de Quartier ». Cela a conduit à un recentrement sur les activités de loisir uniquement, détachées de toute appartenance politique ou militante.

Pourtant l'équipe de la Maison de Quartier essaie de plus en plus d'assumer leur rôle « politique » en tant que lieu de rencontre du quartier et en tant que connecteur entre les personnes, pour donner à voir l'autre. Des moments de discussion et de convivialité autour de la vie de



15 Novembre 2018_ Maison de Quartier Doulon

photographie personnelle

quartier tentent d'être organisés et des ateliers pour les enfants autour de la migration par exemple sont organisés.⁶

Aujourd'hui la Maison de Quartier semble être un lieu de croisement pour des personnes très diverses mais c'est rarement un lieu de rencontre. Finalement on peut se demander si cela n'est pas aussi à l'œuvre dans l'espace public « du quotidien ». Beaucoup de personnes se croisent mais les espaces capables de rencontre semblent plus rares.

6. Entretien, Maison de Quartier, 26 Novembre 2018.

La directrice de la Maison de Quartier explique qu'en réaction à des propos de plus en plus discriminant de certains enfants dans les temps d'accueil des 10-12ans, l'équipe de la maison de Quartier fait intervenir des mineurs exilés qui, en racontant leur histoire, ont permis aux enfants de se constituer un avis personnel et critique de la situation.

« On parle souvent de ségrégation, voyez ce terme a un sens assez précis ça veut dire que les différentes couches et classes de la société ont leurs espaces particuliers, c'est à dire on met les ouvriers dans les uns, les cadres dans d'autres, les grands cadres ailleurs, et bon, tout est séparé. Mais je crois qu'il faut aller beaucoup plus loin dans cette idée et voir que c'est tous les éléments de la vie sociale qui ont été séparés les uns des autres sous prétexte de fonctionnalisation. Si vous regardez ce qu'il se passait dans les villes autrefois, les espaces n'étaient pas spécialisés, par exemple la place du marché était aussi une place de rassemblement et la place sur laquelle le peuple venait exprimer ses opinions et ses décisions politiques quand il était consulté par exemple, bon. Mais ce qui arrivait assez souvent puisqu'il y avait une vie urbaine intense. [...] C'était polyfonctionnel ces espaces, or on a tout fonctionnalisé, tous les espaces sont spécialisés. »⁷

7. Lefebvre, 1972

Bibliographie

Entretiens réalisés

Orianne pour Ecos, Bureaux d'Ecos, 29 Mars 2018
 Paul et Xavier pour le Jardin des Ronces, 29 Avril 2018
 Léna Zuckmeyer pour Scopic, Bureaux de Scopic, 3 Mai 2018
 M. David, Maison de Quartier, 15 Novembre 2018
 M. Leroux, Maison de Quartier, 21 Novembre 2018
 M. Girard, Maison de Quartier, 21 Novembre 2018
 Directrice de la Maison de Quarter, 26 Novembre 2018

Documents de projet

Nantes Métropole. « Concertation Doulon-Gohards, Réunion publique de restitution ». Nantes, 22 juin 2016.

Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, et Nantes Métropole, éd. « Doulon-Gohards, Des atouts à valoriser », 2015.

———, éd. « Doulon-Gohards, Journal de projet n°1 », juillet 2013.

———, éd. « Doulon-Gohards, Journal de projet n°2 », décembre 2014.

———, éd. « Doulon-Gohards, Journal de projet n°3 », novembre 2015.

———, éd. « Doulon-Gohards, Journal de projet n°4 », juin 2016.

———, éd. « Doulon-Gohards, Journal de projet n°5 », novembre 2018.

———, éd. « Doulon-Gohards, Lettre d'information », janvier 2018.

———, éd. « Doulon-Gohards, Un projet à l'échelle de Nantes et de la métropole », 2015.

Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, Nantes Métropole, et Jouons collectif Nantes&CO, éd. « Doulon-Gohards, Carnet de balades », décembre 2015.

SCOPIC. « Atelier citoyen sur l'île de Nantes, une démarche de concertation inédite », février 2017. <http://www.scopic.eu/atelier-citoyen-demarche-de-concertation-inedite/>.

———. « Synthèse de l'atelier 1 (compte rendu) ». Édité par Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, et Nantes Métropole, 5 décembre 2015.

———. « Synthèse de l'atelier 2 (compte rendu) ». Édité par Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, et Nantes Métropole, 12 janvier 2016.

———. « Synthèse de l'atelier 3 (compte rendu) ». Édité par Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, et Nantes Métropole, 23 février 2016.

———. « Synthèse de l'atelier 4 (compte rendu) ». Édité par Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, et Nantes Métropole, 15 mars 2016.

———. « Synthèse des propositions issues des ateliers citoyens 2015-2016 ». Édité par Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, et Nantes Métropole, mai 2016.

Livres et Articles

ANTONIOLI, Manola. *Machines de guerre urbaines*. Paris ; Dijon ; Versailles: Loco ; ENSA ; ENSA-V, 2015.

BARBE, Frédérique. « La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique ». *PUR*, no 238-239 (2016): 109-30.

BLANC, Maurice. « Politique de la ville et démocratie locale. La participation : une transaction le plus souvent différée. » *Les annales de la recherche urbaines Politiques de la ville. Recherches de terrains.*, no n°68-69 (1995): 99-106.

CARREL, Marion. « La citoyenneté urbaine du point de vue des gouvernés-synthèse bibliographique ». *PUCA*, 2007, 66p.

CARREL, Marion, et Catherine NEVEU. « Introduction ». *Citoyennetés ordinaires : pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Recherches internationales (CERI), 2014.

DELPIROU, Aurélien. « La couleur des gilets jaunes ». *La Vie des idées*, 23 novembre 2018. <http://www.laviedesidees.fr/La-couleur-des-gilets-jaunes.html>.

FOUCAULT, Michel. « Des espaces autres. Hétérotopies. » *AMC (Architecture, Mouvement, Continuité)*, publication), texte écrit en 1967-1984.

GUYON, Frédéric. « Les jardins familiaux aujourd'hui : des espaces socialement modulés ». *Espaces et sociétés* 134, no 3 (2008): 131-47. <https://doi.org/10.3917/esp.134.0131>.

HARVEY, David. *Le capitalisme contre le droit à la ville: Néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris: Editions Amsterdam, 2011.

ION, Jacques. « Postface ». *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes.*, 2014, 315-21.

LECOQ, Matthias. *De l'habitant au citoyen. L'exercice du droit à la ville*. MétisPresses, 2018.

LEGGE (DE), Jean. Les propagandes nécessaires. Éloge critique de la communication locale. Cherche Midi., 2014.

OVERNEY, Laetitia. « Par-delà la participation des habitants. Pour une ethnographie de la petite politique. » Citoyenneté ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes., Recherches internationales (CERI), 2014, 131-66.

RIPOLL, Fabrice. « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine ». Espaces et sociétés 134, no 3 (2008): 83-97. <https://doi.org/10.3917/esp.134.0083>.

RUI, Sandrine, et Agnès VILLECHAISE-DUPONT. « Les associations face à la participation institutionnalisée : les ressorts d'une adhésion distancée ». Espaces et Sociétés, no 123 (2005): 21 à 36.

Intervention radiophonique / Extrait de conférence

« Pas la peine de crier », Avec Thierry Paquot. « Public » : Espace public / Espaces publics. Politique et urbanisme. France Culture. 25 novembre 2013.

KRÖLL, Lucien, et Simone KRÖLL. Conférence pour l'exposition « Une architecture habitée ». Lieu Unique, Nantes, 2013.

Vidéos

CHAUVIER, Eric. Anthropologie de l'ordinaire & Contre Télérama, 2011. Librairie mollat. <https://www.youtube.com/watch?v=jAaU4sbNUfY&frags=pl%2Cwn>.

LEFEBVRE, Henry. Entretien avec Henri Lefèbvre - Extrait du film « Urbanose ». © L'Office National du Film du Canada, 1972. <https://www.youtube.com/watch?v=0kyLooKv6mU&frags=pl%2Cwn>.

Ville de Nantes. Projet urbain Doulon-Gohards, 2016. https://www.youtube.com/watch?v=waN5_bAkH0g&frags=pl%2Cwn.

Mémoires et diplômes d'étudiants

JARRY, Lucas, sous la direction de Laurent LESCOP. « Le citoyen dans le projet urbain: Nantes, figure d'exemple ». Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes, 2015.

MEURICE, Mathilde, sous la direction d'Eric CHAUVIER. « Le langage et la ville ». Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes, 2017.

PAUL, Alice, sous la direction d'Eric CHAUVIER. « Les représentations de l'architecture par les non-spécialistes ». Mémoire de Master, ENSA Nantes, 2016.

VIESE, Vija. « Au pied du mur, vers une habitation fertile de la marge urbaine ». Mémoire de PFE, Ensa Nantes, 2018.

VIGNE, Margaux. « Cultiver l'espace public _ Les murs à pêches un territoire d'expérimentation », Mémoire de recherche, EHES, Master 2 Territoires Espaces Sociétés, 2014.

Rapports

« Les métropoles à l'écoute des territoires. » Actes de rencontres Grenoble, 7&8 novembre 2017. Grenoble Alpes Métropole, mars 2018.

FREMONT, Florence. « ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ». CAUE Midi-Pyrénées, octobre 2005. www.caue-mp.fr/uploads/zone_d_aménagement_concerté.pdf?1340806430.

Presse

« Gilets jaunes. À quoi faut-il s'attendre ce samedi sur les Champs-Élysées? » Ouest France, 30 novembre 2018. <https://www.ouest-france.fr/societe/gilets-jaunes/gilets-jaunes-quoi-faut-il-s-attendre-ce-samedi-sur-les-champs-elysees-6101512>.

COURAUD, Marylise. « Ce quartier nantais est une décharge à

ciel ouvert ». Ouest France, 6 novembre 2017. <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/ce-quartier-nantais-est-une-decharge-ciel-ouvert-5361034>.

CLERMONT, Agnès. « Ce bout de Nantes gangrené par les ordures ». Ouest France, 18 novembre 2018. <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/ce-bout-de-nantes-gangrene-par-les-ordures-6076516>.

DUBOIS, Marion. « Nantes. Jardin des Ronces, visite d'un lieu atypique ». Ouest France, 31 mai 2018. <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/nantes-jardin-des-ronces-visite-d-un-lieu-atypique-5795066>.

DE LA CASNIERE, Nicolas. « À Nantes, un jardin autogéré réjouit enfants et habitants ». Reporterre, 12 juillet 2018. <https://reporterre.net/A-Nantes-un-jardin-autogere-rejouit-enfants-et-habitants>.

GORWITZ, Natacha. « Nantes réinvente la démocratie participative ». Public Sénat, 5 juin 2015. <https://www.publicsenat.fr/lcp/politique/nantes-reinvente-democratie-participative-938954>.

SERON-PIERRE, Catherine. « Une architecture habitée ». Le moniteur, 25 septembre 2013. <https://www.lemoniteur.fr/article/une-architecture-habitee.970634>.

Émissions télévisées

GADET, Sandrine. « Nantes : “le jardin des Ronces” contre les fermes urbaines ». France 3 Pays de Loire, 7 juin 2018. s. d. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/nantes/nantes-jardin-ronces-contre-fermes-urbaines-1490465.html>.

« Rencontre avec le collectif du Jardin des Ronces ». CHEZ VOUS DANS LE QUARTIER DOULON À NANTES, Télénantes, 1 juin 2018. <http://www.telenantes.com/societe/chez-vous/article/chez-vous-dans-le-quartier-doulon-nantes-5>.

Sites internet

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales.

« “Citoyen” - Lexicographie », s. d. <http://www.cnrtl.fr/definition/citoyen>.

Collectif du Jardin des Ronces. « Comprendre le projet des Gohards pour mieux y résister ». Jardin collectif et autogéré, décembre 2017. <https://lesronces.noblogs.org/post/2017/12/09/comprendre-la-zac-des-gohards-pour-mieux-y-resister/>.

———. « Emission de radio JET FM au sujet du jardin ». Jardin collectif et autogéré, 2 novembre 2018. <https://lesronces.noblogs.org/post/2018/11/02/emission-de-radio-jet-fm-au-sujet-du-jardin/>.

———. « Juillet fut placé sous le signe de la construction! » Jardin collectif et autogéré, 20 octobre 2017. <https://lesronces.noblogs.org/post/2017/10/20/juillet-fut-place-sous-le-signe-de-la-construction/>.

———. « Le jardin des Ronces dans la presse et à la télé ». Jardin collectif et autogéré, 7 juin 2018. <https://lesronces.noblogs.org/post/2018/06/07/le-jardin-des-ronces-dans-la-presse-et-sur-tv-nantes/>.

———. « Retour de la fête O s'courges ». Jardin collectif et autogéré, 2 novembre 2018. <https://lesronces.noblogs.org/post/2018/11/02/retour-de-la-fete-o-scourges/nggallery/thumbnails/image/oscourge044-2>.

———. « Retour sur le rassemblement du 2 décembre ». Jardin collectif et autogéré, 10 décembre 2017. <https://lesronces.noblogs.org/post/2017/12/10/retour-sur-le-rassemblement-du-2-decembre/>.

———. « Un petit retour de la fête du jardin ». Jardin collectif et autogéré, Aout 2017. <https://lesronces.noblogs.org/post/2017/08/17/un-petit-retour-de-la-fete-du-jardin/>.

———. « Une histoire du Jardin des Ronces ». Jardin collectif

et autogéré, 10 décembre 2017. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/la-papote-retour-sur-la-fete-de-printemps/>.

———. « Visites des écoliers ». Jardin collectif et autogéré, 1 mai 2018. <https://lesronces.noblogs.org/post/2018/05/01/visites-des-ecoliers/>.

ECOS. « Boutur'âges / visite de 2 jardins ». www.ecosnantes.org/blog, 9 octobre 2018. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/bouturages-visite-de-2-jardins/>.

———. « Fête du battage à La Papote / Samedi 13 octobre de 10h à 18h ». www.ecosnantes.org/blog, 9 octobre 2018. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/fete-du-battage-a-la-papote-samedi-13-octobre-de-10h-a-18h/>.

———. « La Papote ». www.ecosnantes.org, s. d. <http://www.ecosnantes.org/la-papote.html>.

———. « La Papote / Atelier autour du compostage / Lundi 12 février / 17h-19h ». www.ecosnantes.org/blog, 31 janvier 2018. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/papote-atelier-autour-du-compostage-lundi-12-fevrier-17h-19h/>.

———. « La Papote / Balade urbaine / Lundi 26 février / 14h30 à 16h30 ». www.ecosnantes.org/blog, 1 février 2018. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/la-papote-balade-urbaine-lundi-26-fevrier-de-14h30-16h30/>.

———. « La Papote / Retour sur la fête de printemps ». www.ecosnantes.org/blog, 29 mai 2018. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/la-papote-retour-sur-la-fete-de-printemps/>.

———. « La Papote / Retour sur les permanences ». www.ecosnantes.org/blog, 28 mars 2018. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/la-papote-retour-sur-les-permanences/>.

———. « Où en est la Maison des agricultures urbaines à Nantes ». www.ecosnantes.org/blog, 19 novembre 2018. <http://www.ecosnantes.org/blog/blog/ou-en-est-la-maison-des-agricultures->

urbaines-a-nantes/.

———. « Carnet de voyage n°1 », 2016.

REVERDITO, Nicolas. Page Twitter du directeur de Pick-up production, s. d. <https://twitter.com/nreverdito>.

Nantes Métropole. « Le dialogue citoyen, pourquoi ? », janvier 2015. <https://www.nantes.fr/home/jouons-collectif/nantesco/le-dialogue-citoyen-quest-ce-que/le-dialogue-citoyen-pourquoi.html>.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

